

LE FÉMINISME

D'APRÈS LA

DOCTRINE SOCIALISTE DE CHARLES FOURIER

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences politiques et économiques)

QUI SERA SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le 41 mai 1903

PAR

E. DESSIGNOLLE

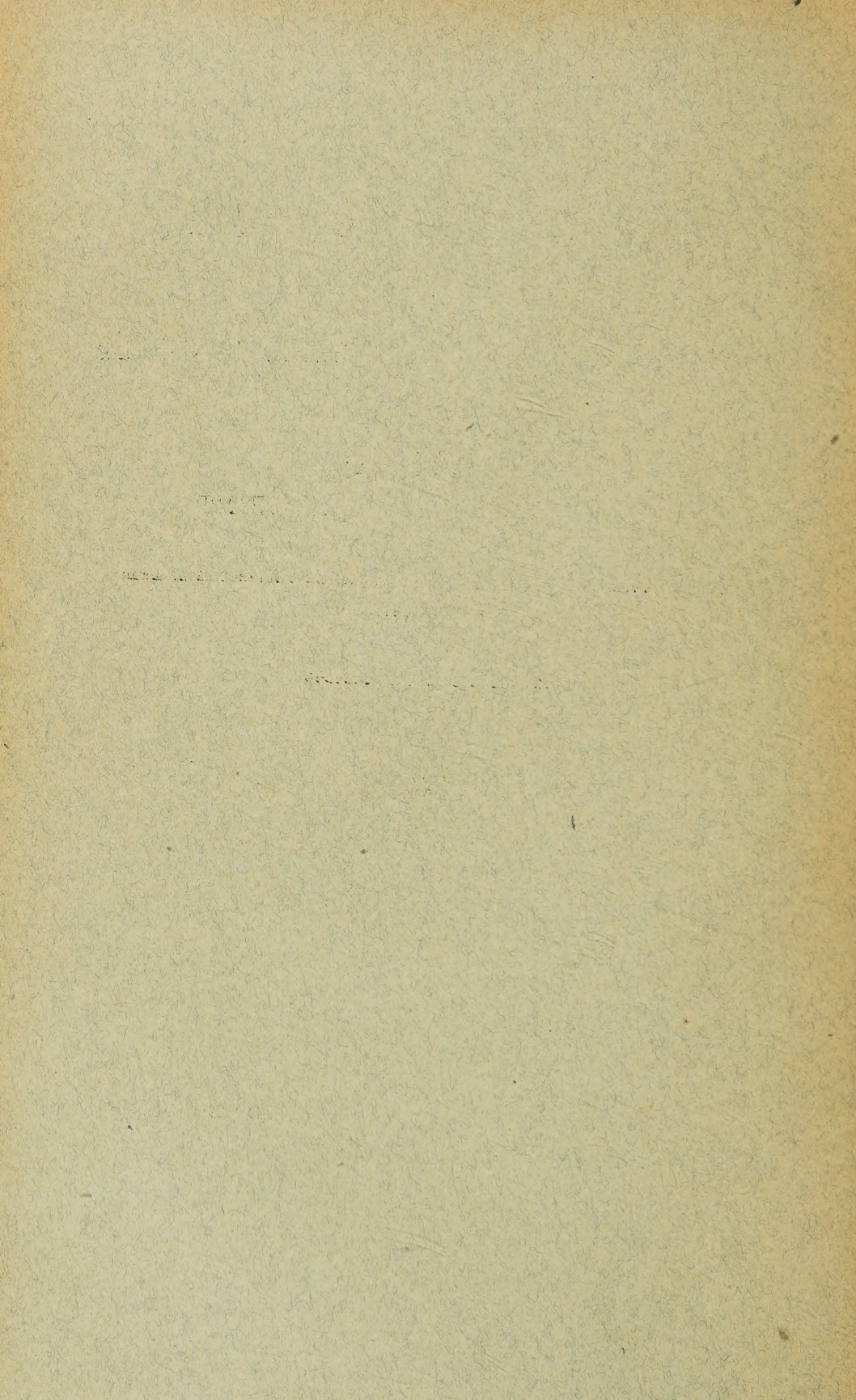


LYON

A. STORCK ET C^e, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, Rue de la Méditerranée, 8

—
1903





Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LE FÉMINISME

D'APRÈS LA

DOCTRINE SOCIALISTE DE CHARLES FOURIER

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

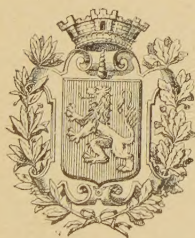
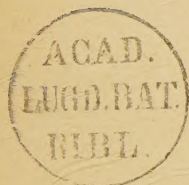
(Sciences politiques et économiques)

QUI SERA SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le 11 mai 1903

PAR

E. DESSIGNOLLE



LYON

A. STORCK ET C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, Rue de la Méditerranée, 8

—
1903

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

- MM. CAILLEMER (E.), O. ✱, I. Q, doyen, professeur de Droit civil,
correspondant de l'Institut.
MABIRE, ✱, I. Q, professeur honoraire.
GARRAUD, I. Q, professeur de Droit criminel.
APPLETON (Charles), I. Q, professeur de Droit romain.
FLURER, I. Q, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.
THALLER, I. Q, professeur honoraire.
AUDIBERT, I. Q, professeur honoraire.
COHENDY, ✱, I. Q, professeur de Droit commercial.
PIC, I. Q, professeur de Droit international public.
APPLETON (Jean), A. Q, professeur de Droit administratif.
LAMBERT, A. Q, professeur d'Histoire du Droit.
BOUVIER, A. Q, professeur de Science financière et de Légis-
lation française des finances.
LAMEIRE, A. Q, professeur d'Histoire du droit public et de
Droit administratif.
JOSSEMERAND, A. Q, professeur de Droit civil.
BROUILHET, A. Q, agrégé (Sciences économiques).
HUVELIN, agrégé (Histoire du Droit).
LÉVY (Emmanuel), agrégé (Droit privé et Droit criminel).
GONNARD (René), agrégé (Sciences économiques).
CAILLEMER (Robert), chargé de cours (Histoire du Droit).
BECQ (J.), I. Q, secrétaire.
-

JURY DE LA THÈSE

- | | |
|---|----------------------|
| M. BOUVIER, professeur de Science financière, | <i>Président ;</i> |
| MM. BROUILHET, agrégé (Sciences économiques) | } <i>Assesseurs.</i> |
| GONNARD, — — — — — | |

CHAPITRE PREMIER

De l'esprit féministe. — Le féminisme avant et pendant la Révolution. — Le féminisme en France et en Europe au XIX^e siècle. — Le féminisme socialiste et les différents groupes de féministes. — Réformes dues au mouvement féministe dans la condition actuelle des femmes. — Un féministe socialiste : Charles Fourier.

Le féminisme, c'est-à-dire la question de l'émancipation juridique, civile et sociale des femmes est tout à fait à l'ordre du jour. Les progrès de la civilisation depuis deux siècles, le perfectionnement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, le bouleversement des lois économiques, les modifications qu'une évolution rapide a apportées à la constitution même de la société, la division excessive des patrimoines, la participation de tous les citoyens par voie d'élection au fonctionnement des pouvoirs publics, l'amélioration de la fortune privée ont favorisé l'individualisme et inspiré à toutes les âmes des désirs de liberté, d'égalité et de bien-être auxquels n'a point échappé la femme. Tout le monde est invité à ce grand banquet de la vie dont certains privilégiés occupent encore les premières places, mais dont la foule des nouveaux venus d'hier, nouveaux venus sans fortune, réclame une part proportionnelle à son travail, à son talent.

Quoi d'étonnant si la femme, être raisonnable et pensant, courageuse à l'instar de l'homme, souvent privée de ressources personnelles et, par contre, estimée dans le contrat matrimonial suivant les revenus qu'elle verse au ménage, demande à la société ce qui lui revient : d'abord un salaire convenable si elle est ouvrière, puis, si elle est instruite, l'accession libre aux emplois réservés jusqu'à présent aux hommes, mais que son sexe lui permet de remplir ? Quelques femmes se montrent plus exigeantes et visent à la jouissance des droits politiques. D'autres, qui comprennent peut-être peu leurs intérêts, rêvent en outre d'une liberté qui toucherait à la licence, d'égalité complète avec l'homme, d'indépendance à l'égard de l'époux, d'amour et d'union libres ! Le féminisme a pris des forces ; peu à peu, il s'est mis à grossir comme un torrent, et menacerait de tout renverser, si la plupart des femmes n'y étaient indifférentes et si la sagesse de l'homme ne devait leur accorder progressivement tous les droits compatibles avec leur sexe et leur destinée, et repousser, d'autre part, pour le bonheur de l'humanité et le maintien de la civilisation, les revendications exagérées qui pourraient troubler l'ordre social et familial.

Ce féminisme militant était inconnu de l'ancien régime. Pourtant, si l'on tient compte des siècles, le rôle des femmes était aussi effacé au moyen âge et jusqu'à la Révolution, que de nos jours. L'héritière d'un fief à la fin de la féodalité et quand la tutelle seigneuriale eut été abolie, pouvait, la terre seule étant souveraine, présider aux jugements civils et criminels, battre monnaie, lever des troupes, octroyer des chartes, et, quand le gouvernement par provinces fut organisé, envoyer des mandataires aux états, et être élue elle-même (32 veuves siégeaient aux Etats de Franche-Comté,

1576) (1). Des doctoresses (2) occupent dans les Universités d'Italie, Bologne, par exemple, des chaires de philosophie et de droit. Les veuves d'artisans, sous certaines conditions, héritent des maîtrises, avec droit de vote aux réunions des métiers ; les assemblées de paroisses où se décident les affaires de communes sont composées de tous les habitants des deux sexes. Par malheur, tous ces droits (le droit de vote paroissial excepté) n'appartiennent qu'à une infime minorité noble ou bourgeoise, et si la femme, quand, à la féodalité militaire a succédé la féodalité civile, et après l'établissement des communes, est émancipée comme fille à sa majorité ou comme veuve, elle a toujours dans le mariage, noble, bourgeoise ou mainmortable, un tuteur féodal dans son mari. Le *mundium* germain perpétuel est remplacé dans les pays de coutumes par la mainbournie. Le mari peut battre sa femme « sans mort et sans mehaing » et « la castier resnablement » (coutume de Bergerac) ; il est responsable de ses délits, il gère ses biens : « Si tost comme mariage est fez (dit Beaumanoir) li hons est mainburnissières » (B. XXI, p. 2). Jusqu'à la Révolution, les filles sont mariées sans qu'on se soucie de leur consentement. Dans les pays du droit écrit où le Velléen soupçonneux domine, où la femme est considérée comme une infirme physique, intellectuelle et morale par nature, elle peut être plus indépendante dans la maison conjugale ; mais si elle a plus de droits civils, elle est frappée d'une incapacité politique et sociale presque complète (3). « Elle ne peut rendre justice, être advocate ou procuratrice »

(1) *Jésus-Christ et la femme*. Comtesse Ernestine de TRÉMANDON, préface (XVI).

(2) Voir E. LAMY : *La femme de demain*, p. 93.

(3) GIDE : *Condition privée de la femme*.

dit Boutillier. « En meins leus de nos droits est peor la condition as femes, que as homes », dit le Liyre de Justice, car : « fresle chose est la femme, ne n'est garnie de sa propre nature de constance et discrétion ». Et cette humble condition de la femme est restée telle jusqu'en 1789.

Sous un pareil régime d'ailleurs, malgré l'auréole dont la chevalerie avait ceint autrefois le front des femmes, un mouvement favorable à leur affranchissement était impossible. Comment servantes, habituées à une servitude séculaire, eussent-elles osé lever l'étendard de la révolte, et qui pour elles ? N'étaient-elles donc pas vouées à la résignation par leur ignorance et par leur impuissance mêmes ? Plus tard, quand vinrent les temps modernes de la monarchie absolue, n'est-il point vrai que l'asservissement des classes populaires, la servilité des privilégiés, les mœurs de la Cour, dont les dames des seigneurs et les maîtresses du roi étaient le plus bel ornement, la frivolité mondaine et l'amour des plaisirs, la religion qui prêche l'humilité et le renoncement, ont été essentiellement contraires au développement du féminisme ? En outre, l'individualisme n'avait pas encore pénétré les masses, et la famille, constituée sur des bases solides, sur de fermes principes d'autorité, était un enclos que la femme n'eût jamais pu franchir.

Et cependant, dans ces temps difficiles, des écrivains soutinrent la thèse de l'égalité des deux sexes et de leur parité. En 1509, Cornélius Agrippa écrivit en latin un traité de *l'Excellence des femmes au-dessus des hommes*, par *preuves théologiques, physiques, cabalistiques*. Ruscelli (1552) développe le même sujet (*Della perfezione del donne*) ; la Vénitienne Modesta di Porzo di Zorzi et plus tard Lucretia Morinella firent vers le même temps le panégyrique de leur sexe.

Jacques del Pozzo publia *La Femme meilleure que l'homme*. Marguerite de Valois, sœur de François I^{er}, qui l'appelait la Marguerite des Marguerites, auteur de l'*Heptameron*, et aussi Marguerite de Navarre, épouse de Henri IV, dissertèrent l'une et l'autre sur la supériorité des femmes. Brantôme (1527-1614), avec sa naïveté piquante, se faisait le Plutarque des « Dames illustres », puis, pour compenser la louange, il étalait le scandale des « Dames galantes ». En 1673 était édité un ouvrage d'un auteur anonyme : *Sur l'égalité des sexes, ou discours philosophique et moral qui montre l'importance de se défaire des préjugés*. Le minime Hilarion de Coste composait vers 1640 un ouvrage sur les *Triumphes immortels et entreprises héroïques de huit cent cinquante femmes*.

Tous ces écrits n'avaient aucune tendance réformatrice ; c'étaient surtout des dissertations en honneur des femmes, des hommages littéraires, des moyens de faire sa cour. Toutefois, parmi les femmes de France, une seule éleva la voix avant 1789 : ce fut la délicieuse Ninon, belle encore à quatre-vingt-dix ans (1706), et qui s'était émancipée elle-même, sans la permission des juristes, ni des pédants. « Elle fut des « premières à professer, dit Sainte-Beuve, qu'il n'y a au « fond qu'une seule morale pour les hommes et pour les « femmes ; qu'en réduisant, comme on le fait dans le monde, « toutes les vertus du sexe à une seule, on la déprécie et « qu'on lui fait tort et injure ; qu'on semble l'exclure en « masse de l'exercice de la probité, cette vertu plus mâle et « qui les comprend toutes ; que cette probité est incompa- « tible chez une femme avec ce qu'on est convenu d'appeler « la vertu. » Si l'on ne tient pas compte de ces revendications, toutes platoniques d'ailleurs, on peut dire que le pre-

mier mouvement féministe français ne se produisit guère qu'à la fin du XVIII^e siècle. Condorcet paraît en avoir été le premier instigateur. A la veille de la Révolution, en 1788, il traça un plan de réforme politique et sociale où il demandait publiquement que les femmes participassent à l'élection des représentants du peuple (Aulard, *Revue Bleue*, 1898, 1^{er} semestre) : « Ce droit d'élection, qu'ont les hommes, dit-il, ils ne le tiennent pas de leur sexe, mais de leur qualité d'êtres raisonnables et sensibles qui leur est commune avec les femmes. » Condorcet ne réclamait en somme rien de bien extraordinaire, puisque, d'après le règlement royal du 24 janvier 1789, les femmes possédant divisément, les filles et les veuves ainsi que les mineures jouissant de la noblesse (toutes possédant des fiefs), peuvent voter par procureur pour l'élection des députés à la Constituante ; mais il voulait que ce droit fût étendu à toutes les femmes, et que tous les esclaves que désigne le nom générique d'homme fussent libres. Lors de la rédaction des cahiers, quand des femmes libertaires et patriotes, adressèrent des requêtes au roi, motions à l'assemblée, pétitions pour l'instruction des filles, elles reçurent l'appui de Condorcet. Dans le journal de la Société de 1789, il développa ses idées et produisit un véritable manifeste. On objecte les infirmités sexuelles des femmes pour ne rien leur accorder, dit-il, mais « pourquoi des êtres exposés à des grossesses et à des indispositions passagères ne pourraient-ils pas exercer des droits dont on n'a jamais imaginé de priver des gens qui ont la goutte tous les hivers et s'enrhument facilement ? » On leur trouve une infériorité d'esprit, qu'en résulte-t-il ? « Qu'excepté une classe peu nombreuse d'hommes très éclairés, l'égalité est entièrement la même entre les femmes et le reste des hom-

« mes, et que cette petite classe mise à part, l'infériorité et « la supériorité se partagent entre les deux sexes. » La question agitée par Condorcet fut débattue, dit M. Aulard, dans des clubs et des salons ; au cercle social, fondé par l'abbé Fauchet, des féministes de marque apparurent. Olympe de Gouge invita l'Assemblée nationale à compléter son œuvre par la déclaration des droits de la femme ; sous la Convention, Théroigne de Méricourt déclara que « si les femmes ont « le droit de monter à l'échafaud, elles ont aussi le droit « de monter à la tribune ». Dans les jours les plus tragiques, les femmes s'insurgent, se promènent en bonnet et pantalon rouges, veulent s'arroger tous les droits, jusqu'à ce qu'Amar de Grenoble eût fait interdire le 30 octobre 1793 les sociétés populaires de femmes (1). Le mouvement français s'arrête bientôt avec l'empire et la royauté pour ne renaître qu'en 1848 avec la République sous l'influence des écoles fouriériste et saint-simonienne. Victor Considérant, disciple de Fourier, porte à la tribune de la Chambre des députés les revendications féministes, puis le mouvement protestataire se développe et l'influence des idées anglaises et américaines l'accélère et le grandit jusqu'à nos jours. En certaines provinces d'Amérique, surtout dans celles où le nombre des femmes est supérieur à celui des hommes (dans le gouvernement de Washington, par exemple), les Américaines, avec leur caractère spécial et leur énergie presque virile, obtiennent au milieu d'un pays neuf et d'une nouvelle société débarrassée des préjugés européens, de nombreuses prérogatives politiques et civiles exorbitantes pour leur sexe. D'autre part, en Angleterre, Stuart Mill entreprend de

(1) Voir aussi les décrets du 8 prairial an III.

1857 à 1870 l'émancipation des Anglaises, porte la question au Parlement, disserte sur le rôle naturel des femmes avec Comte, écrit son livre *on subjection of women*. Des meetings se tiennent dans tous les pays, en Allemagne (1), dans les Etats scandinaves, en Russie, en Italie; le radical-socialisme devient bientôt le véhicule de l'idée émancipatrice. Bebel écrit son beau livre *Sur le passé, le présent et l'avenir des femmes*; le Congrès de Halle (1890) les admet comme déléguées des circonscriptions; le Congrès de Marseille (1891) demande pour elles l'égalité civile, politique et sociale le Congrès d'Erfurt (1891), l'abolition des lois qui subordonnent la femme à l'homme; le Congrès de Montluçon (septembre 1897) décide que les municipalités socialistes doivent admettre dans tout référendum le vote féminin, et les invite à établir dans toute élection, à côté du vote des hommes, le vote des femmes « jusqu'à ce qu'il soit devenu universel ».

M. Jules Renard, directeur de la *Revue Socialiste*, écrit (*Revue encyclopédique*, 28 novembre 1896) : « Le jour où les « femmes auront mis au service de la transformation sociale leur douceur puissante et voudront être les inspiratrices et les auxiliaires des constructeurs de la société future, les résistances intéressées qui entravent encore la « marche de l'humanité ne dureront pas longtemps. » M^{mes} Louise Michel, Paule Minck, Léonie Rouzade, Aline Volat sont les chauds partisans de ce féminisme révolutionnaire. Lucien Descaves appelle les femmes « éternelles exploitées », et Elie Reclus déclare que notre humanité en ce

(1) Pour l'étude du féminisme en Europe, nous renvoyons aux remarquables articles de M. Gaston Choisy, dans la *Revue bleue*, à partir du 3 mars 1900.

qui touche la femme se ravale au-dessous des espèces animales.

Aujourd'hui un nombre plus grand, quoique faible encore (trente-cinq mille seulement, dit-on), de Françaises, de toutes les classes de la société, ont pris parti dans une question si importante. Des écrivains de talent, comme Legouvé (*Histoire morale des femmes, La femme en France au XIX^e siècle*, 1864, *La question des femmes*, 1881), Jules Favre (1870), Dumas fils dans son théâtre, George Sand, Emile de Girardin, M^{lle} Daubié, P. Gide, Duvergier ont préconisé d'importantes réformes ; des auteurs plus récents, Accolas, Appleton, Th. Baudrillart, Bridel, Gréard, J. Grave, Lacour, Leduc (Lucien), Letourneau, Leroy-Beaulieu, Richer, E. Pelletan, de Varigny, Villey ont plaidé plus énergiquement dans leurs ouvrages la cause de la femme ; leurs œuvres ont été lues et goûtées par des intelligences éveillées à l'esprit nouveau. Il y a un féminisme chrétien dont M^{me} Stanton en Amérique, dont Mgr le cardinal Vaughan et M^{me} Faucett en Angleterre, M^{mes} Marie Maugeret et Marie Duclos, catholiques, et M^{me} Sarah Monod, protestante, favorisent en France le développement et dont Jules Bois dans son livre mystique, et plein de foi sur la destinée de la femme future semble être un représentant inspiré ; un féminisme indépendant dont MM. Paul Hervieu, Georges Montorgueil, Frank, auteur du grand catéchisme de la femme, tiennent fermement le drapeau. Des groupements nombreux se sont formés : la société que préside M^{me} la duchesse d'Uzès et dont M^{me} Schmahl, fondatrice de l'Avant-Courrière est le leader, la société « pour l'amélioration du sort de la femme », que dirige M^{me} Feresse-Deraisme, celle de l'Egalité, que gère M^{me} Pognon, l'Union universelle qui a M^{me} Marie

Cheliga à sa tête. M^{me} Potonie Pierre, secrétaire général de la Solidarité et M^{me} Marie Deraisme qui écrivit dans le *Droit des femmes*, journal fondé par Léon Richer, semblent personnifier un parti plus avancé. Ces diverses fractions du féminisme ont fondé des journaux pour la propagation de leurs idées : le *Journal des femmes*, la *Revue féministe*, le journal *La Fronde*, le *Droit des femmes*, etc... En 1896, et à l'Exposition de 1900, des Congrès exclusivement féministes eurent lieu : Congrès catholique international, Congrès des œuvres et institutions, Congrès des conditions et des droits, officiellement patronné par le gouvernement ; et si, par suite des jalousies et des compétitions, on n'a pu les fondre tous en un seul, des réformes sérieuses y ont été proposées et le compte rendu de quelques-uns de leurs travaux a été récemment publié (*Congrès international de l'éducation sociale* de 1900, Alcan, 1901).

Il nous reste à exposer rapidement en quelle mesure le mouvement féministe a servi dans les pays civilisés à l'amélioration du sort de la femme. Disons de suite que les économistes et les assemblées politiques ont fait réaliser de réels progrès, mais que la France, en cette circonstance, s'est montrée peu libérale.

Au point de vue des droits civils, la femme française, si mal partagée par le Code de 1804 et de 1810, a obtenu l'égalité civile en matière d'adultère, mais le Code pénal (art. 337 et 339) fixe des peines corporelles pour la femme, et pécuniaires pour le mari. En cas de flagrant délit surpris par l'homme (p. 324), al. 2), le meurtre sur la personne de l'épouse est excusé, mais le meurtre de l'époux est punissable pour la femme en cas de flagrant délit surpris par la femme. La maison conjugale doit seule être respectée par le mari.

On trouve aussi une inégalité, mais moins considérable entre le traitement des époux adultères en Italie, en Espagne et en Belgique. Les Pays-Bas, certains cantons suisses, l'Autriche, la Russie, mettent l'adultère sur le même pied pour l'un et l'autre époux : il est punissable ; d'autres pays ne le déclarent tel que s'il a entraîné le divorce ou la séparation de corps (Hongrie et Allemagne, nouveau code, art. 1128) ; quelques cantons suisses (Genève), l'Etat de New-York et l'Angleterre ne le considèrent simplement que comme une cause de séparation de corps. (De même législation française de 1794) (1).

Le mariage sous le régime de communauté légale, régime où souvent la femme apporte la fortune, enrichit le mari, ne peut disposer de ses biens et se sépare quelquefois ruinée et dépouillée, est chez nous le plus en vigueur, puisque tous les mariages sans contrat s'y réfèrent. A Paris, sur vingt-deux mille mariages, il n'y a que trois mille six cents contrats, et en toute la France on compte quatre-vingt-cinq mille sept cent quatre-vingt-onze contrats, sur deux cent soixante-neuf mille six cent trente-deux unions (2). Sous la pression du féminisme, la loi promulguée le 9 avril 1881 a semblé apporter un palliatif à ce régime en permettant à la femme de faire des versements à la Caisse d'Épargne sans l'assistance du mari ; malheureusement (art. 6), le mari peut faire opposition à ces versements, et, comme administrateur de la communauté, retirer les sommes versées. La loi Goirand (1900) autorise la femme mariée à recevoir le produit de son travail sans autorisation maritale. Dans le

(1) *Revue parlementaire*, p. 388, 1900 (Le féminisme et la femme témoin F. INDELBRECHT).

(2) *Revue parlementaire*, p. 371, 1900.

nouveau Code allemand, la femme est mieux partagée : le régime légal est l'union des biens sans communauté et, dans ce régime, l'époux doit seulement autoriser les actes de disposition venant de sa femme. En Italie, où le régime est la paraphernalité (1), l'autorisation du mari n'est nécessaire à la femme que pour les mêmes actes. En Angleterre, les actes de 1871, 1874, 18 août 1882, 5 décembre 1893, ont donné à la femme autrefois « fondue dans le mari » une pleine capacité. Les pays scandinaves (Norvège, Islande, Suède, Danemark) ont fait aussi des progrès considérables en ce sens (1874-1878) (2). De même la Pensylvanie (1893), la Colombie (1896).

Dans un autre ordre d'idées, il existe en France une véritable injustice légale dont la femme est victime. La recherche de la paternité est interdite ; le seul secours, outre ceux d'assistance publique, que puisse recevoir la fille mère du fait du père, est celui que lui alloue le bureau militaire (somme mensuelle de trente francs), pendant la durée du service d'un jeune soldat, mais il faut que le soldat ait volontairement reconnu l'enfant. Certains conseils généraux de la Seine ont alloué aussi à la fille mère dont le fils est soldat, la somme de trente francs par mois. En beaucoup de pays, l'Angleterre, la Suisse, la recherche de la paternité est admise ; en Angleterre, toute fille accouchée à l'hôpital doit désigner le nom du père, et celui-ci doit remettre une guinée (vingt-cinq francs) par mois à la paroisse, où la fille va la toucher.

Quant à la puissance paternelle en matière d'éducation des enfants, de garde, de tutelle, de consentement au ma-

(1) *Code civil italien*, art. 134.

(2) GIDE et ESMEIN ; *Condition privée de la femme*, p. 224-233.

riage, le mari est en France omnipotent ; il n'y a eu jusqu'ici aucune revision des lois qui sacrifient à l'homme les sentiments les plus intimes de la femme. Il n'en est pas de même en Angleterre ; dans le cas où une discorde s'élève entre les parents au sujet du droit de garde ou d'éducation des enfants, la justice tranche la question (Bill du 25 juin 1886).

Le fils ou la fille âgés de vingt et un ans en Allemagne, de vingt ans en Suisse, peuvent se marier sans l'assentiment des ascendants. Dans certains Etats de l'Amérique, l'assentiment seul de la mère emporte consentement des deux époux (Orégon, Washington, Texas, Iowa, New-York, 23 mars 1894). En matière de tutelle, la tutelle légale de la femme existe sous condition en France (mère ou aïeule, 442, al. 3, civ.) de même sous condition aux Pays-Bas, Belgique, Suède, Russie, Espagne ; le Code italien est plus large, il admet aussi à la tutelle la sœur germaine non mariée. D'autres pays sont plus libéraux encore. D'après le nouveau Code civil allemand, la femme peut être tutrice sans conditions de parenté ou d'alliance ; toutefois, quand elle est mariée, il lui faut l'autorisation du mari (art. 1783 et 1786). La loi du 30 juin 1894 en Louisiane lui accorde à peu près les mêmes droits.

Les efforts des féministes ont été très actifs pour l'obtention des droits politiques, ils ont demandé d'abord l'admission des femmes à l'électorat et à l'éligibilité aux assemblées locales, pour les faire arriver ensuite aux assemblées législatives. En Angleterre, par le Local government act du 5 mars 1894, art. 20, les femmes ont obtenu l'électorat et l'éligibilité dans les institutions de bienfaisance et d'assistance publique (de même l'Italie, loi du 17 juillet 1890, art. 4). En Russie, dans le gouvernement local et pro-

vincial portant le nom de Jemtwood, la propriété foncière confère aux femmes le droit de vote à l'égal des hommes ; jusqu'ici elles n'ont pu l'exercer en personne dans les assemblées, mais seulement le déléguer. En France un avis du Conseil d'Etat (1898, 28 juillet) et une circulaire du ministre de l'intérieur (7 septembre 1898), permettent aux femmes de faire partie des établissements publics de bienfaisance (les femmes mariées doivent avoir l'autorisation de leur mari) ; une seconde circulaire du ministre ordonne aux préfets de passer outre la loi du 5 août 1879 sur les incapacités électorales, et de valider les élections des femmes élues par les conseillers municipaux. Sauf en Angleterre où elles votent et sont élues aux élections municipales et de comtés, la femme européenne n'a donc pour ainsi dire aucun droit politique. Dans certaines colonies anglaises (Australie, Nouvelle-Zélande) (1), elles jouissent de tous les droits de vote et d'éligibilité. Dans le Wyoming (Amérique), elles peuvent en outre être juges et jurées. En France, elles ont obtenu l'électorat et l'éligibilité à certains conseils de l'Université (27 juillet 1880, 30 octobre 1886), l'électorat aux tribunaux de commerce (juillet 1898), l'admission à l'Ecole des beaux-arts (1900), l'électorat et l'éligibilité aux conseils supérieurs du travail (1900).

Quant aux professions libérales, les Françaises ont été admises au barreau en 1900, après les propositions successives à la Chambre de M. Bourgeois et de M. Viviani. La femme est également avocat en Finlande (1895), en Norvège (1895), en Suède (mars 1898), dans le canton d'Appenzell, en Roumanie, en Amérique (Iowa, 1869), au Canada

(1) Voir *Annales de législation étrangère*, 1893, p. 919.

(province d'Ontario, 1895), en Nouvelle-Zélande (1896). Aux Etats-Unis, elle peut plaider à la Cour suprême après trois ans d'exercice à une Cour d'Etat. Elle peut être notaire public en Pensylvanie depuis 1893.

Tels sont sommairement, après une luite de plus de deux siècles, les résultats obtenus par les féministes du monde. Quoiqu'ils soient loin d'être encore satisfaisants à leurs yeux, ces succès partiels doublent leur énergie et ils ne doutent point de réussir à faire octroyer à la femme tous les droits qui ont été jusqu'ici le privilège de l'homme. La bataille engagée devient de plus en plus vive.

Notre intention n'est pas de faire un livre sur le féminisme que nous venons d'esquisser dans ses grandes lignes, mais de l'étudier et de le critiquer dans une des phases de son développement chez un écrivain socialiste qui a exposé, un des premiers, un système complet de l'émancipation de la femme, système connexe à une construction nouvelle et chimérique de la société : c'est dire Charles Fourier qui a exprimé en effet d'une façon générale les idées et les revendications des féministes les plus entreprenants. Nous devons faire mouvoir la femme libre dans le milieu social qu'il a rêvé. Pour comprendre la thèse de Fourier sur l'émancipation des femmes, il est donc nécessaire de parler en quelques mots de l'homme, et de résumer en quelques pages sa doctrine.

CHAPITRE II

Charles Fourier. — Sa doctrine. — Critique de sa doctrine.

Charles Fourier est Comtois ; il est né à Besançon en 1772 et mourut à Paris en 1837. Son père tenait un magasin à Besançon ; l'enfant s'aperçut des fraudes du métier et prit le commerce en dégoût : ce qui n'empêcha pas Fourier de rester presque toute sa vie employé de commerce, même après avoir, d'après l'ordre de ses patrons, vrais accapareurs, fait jeter à la mer à Marseille une cargaison de riz dans l'unique but de faire hausser le prix de cette denrée. Il fut donc commis-voyageur, épicier, caissier, perdit à Lyon dans les affaires une partie de son patrimoine (80.000 fr.), puis vers 1827 hérita, vécut soit à Talésieu en Bresse, soit à Belley, où il composa ses ouvrages, remplit de nouveau les fonctions de caissier et de comptable à Lyon, puis à Paris. « A partir de 1830, dit M. Emile Faguet, la célébrité « lui était venue, et les disciples. Il vit même des essais « de réalisation de son système (Phalanstère de Guise, Condé- « sur-Vesgres, Cîteaux). Ses dernières années par consé- « quent furent heureuses. Il légua son héritage et la direc- « tion de son école à Victor Considérant et fut trouvé un « matin mort agenouillé devant son lit. »

Cette vie n'eut rien de brillant, ni d'original ; elle ne ressemble pas à la carrière mouvementée des constructeurs de systèmes sociaux qui furent les devanciers ou les contemporains de Fourier : Gracchus Babœuf, le communiste Saint-Simon, si grand seigneur, le Dijonnais Cabet et l'Anglais Owen, les deux fondateurs, le premier, de l'Icarie illinoise ; le second, de New-Harmony. Tous ces hommes sont inquiets, entreprenants, voyagent au loin : Fourier-Sancho reste en province dans cette bonne France ; s'il se déplace, c'est de bourg en bourg, pour les besoins du commerce ; il a cette existence de petit commis-voyageur qui étouffe parfois les sentiments de la famille, ou la vie calme, méticuleuse et sans horizon d'homme de bureau. Fourier resta vieux garçon et eût toutes les manies du célibataire : mépris profond de la société, adoration exagérée des chats et des fleurs, horreur du tapage des enfants, amour des repas plantureux et fréquemment répétés. Le caractère de l'homme privé se retrouve dans les ouvrages du penseur. Dans les divisions des séries, des groupes, des phalanges ; dans le morcellement excessif des chapitres de son œuvre ; dans cet amas de chiffres se déroulant pour expliquer des faits comme les eût expliqués Pythagore ; dans cette passion des règlements méthodiques, des détails les plus circonstanciés et les plus précis, n'aperçoit-on pas le comptable dressant ses mémoires, tirant ses lignes, remplissant ses colonnes de crédit et de débit ? Ses habitudes de célibataire n'ont-elles pas inspiré à Fourier cette conception d'un établissement immense, d'une vaste auberge, où les enfants sont séparés de leur père et mère et ne les voient que par intervalles, où ils sont relégués dans un quartier spécial pour ne troubler personne, où la cuisine se fait en grand et les repas sont

pris en commun à table d'hôte ? Sa vie de vieux garçon a-t-elle pu permettre à Fourier de voir autre chose que le côté grotesque du groupement familial et, dans le tableau du ménage, d'apercevoir d'autres teintes que les plus sombres et les plus tristes ? Il n'est pas à dire cependant malgré ce stigmate dont sa condition sociale a empreint ses œuvres, qu'une partie des intentions de Fourier ne soient parfaitement acceptables. On peut affirmer sans crainte qu'il a eu bien des plagiaires politiques, et que tel, qui avait l'air dans ce dernier quart de siècle de proposer une idée neuve, l'avait peut-être trouvée dans la lecture de Charles Fourier.

« S'il n'a fait que rendre plus populaires les avantages
« de la suppression des intermédiaires commerciaux, des
« lois sur les falsifications, des lois protectrices des ani-
« maux ; s'il n'a que divulgué l'influence du déboisement
« et du reboisement sur les climats, il a aussi, dit M. Désiré
« Descamps (Le problème de l'amour, *Revue socialiste*,
« 1898), étonné le monde par ses prédictions économiques.
« On lui doit l'idée des armées industrielles, mobilisées un
« demi-siècle plus tard par le machinisme....., la loi des
« crises pléthoriques : bref, de quoi immortaliser quatre
« Isaïes ! »

Fourier avait une imagination surprenante, disons une imagination comtoise, où les qualités de l'esprit germain combinées avec celles de l'esprit espagnol donnent une précision mathématique à toutes les théories, un corps à tous les rêves. Il était pourtant peu instruit ou plutôt mal instruit. Ses études de belles-lettres, commencées au collège de Besançon, étaient restées inachevées, il avait beaucoup lu, mais ses lectures avaient été faites sans ordre et sans suite dans les cabinets littéraires et les cercles les plus

différents. Il avait lu Morus, Campanella, Voltaire, Rousseau, Montesquieu, Mably, Morelly, Malthus, le romancier Barthélemy et à peu près tous les philosophes du XVIII^e siècle ; il connaissait aussi Descartes ; en littérature poétique, Molière, Racine, Boileau étaient ses auteurs favoris ; en religion, il aimait la Bible, avec quelques aperçus sur les systèmes de l'Inde, le bouddhisme, le brahmanisme, la religion égyptienne. Dans le domaine des sciences, il avait étudié à fond les théories de Roger Bacon, de Newton, d'Herschel. En somme, ses connaissances étaient confuses ; aussi quand il va publier son livre, n'est-il pas embarrassé par ses devanciers littéraires, parce qu'il ne les connaît pas assez bien. Il renie ceux qui ont pensé avant lui. Quelle audace ! Charles Fourier s'écrie : « L'humanité avait perdu
« plusieurs mille ans à lutter follement contre la nature ;
« moi, sergent de boutique, le premier, j'ai fléchi devant
« elle en étudiant l'attraction, organe de ses décrets ; elle
« a daigné sourire au seul mortel qui l'eût encensée..... ;
« sur la ruine des sciences incertaines, j'élève la théorie
« de l'harmonie universelle. »

Exegi monumentum ære perennius.

(*Q. M.*, p. 285, épilogue.)

Quel est ce monument ?

Avant de composer un système aprioristique à la façon de Morus, de Campanella ou de Thünen, Fourier fera donc abstraction du passé. Il repousse comme incertaines la théologie, la politique, la morale et l'économie politique ; toutefois il veut modifier la théologie et la métaphysique qui

ont du bon, et non les supprimer comme font Auguste Comte et les positivistes. « Les métaphysiciens, dit-il, au lieu de « ressembler à Midas, ont changé l'or en cuivre. » Il accepte la religion, il n'est pas athée, il est déiste ; pour lui, le monde doit marcher d'après le plan du Créateur. Or le monde social n'est pas gouverné d'après le plan de Dieu qui n'a pas voulu le mal et qui nous a prédestinés tous au bonheur. Et Fourier constate amèrement (car il appartient à la réaction anti-révolutionnaire) que les philosophes de tous les temps, même ceux du XVIII^e siècle n'ont point suffisamment compris la nature de l'homme. Disciple inconscient de Rousseau dont il combat la doctrine, il professe que tout a dégénéré en passant des mains divines aux mains humaines. Dans la société telle qu'elle est constituée, que voit-on ? La richesse et la joie réservée à quelques-uns, la misère au plus grand nombre ; un groupement de famille restreint et fermé, des ménages incohérents minés de dissensions continuelles, et ennemis les uns des autres, la fourberie et l'hypocrisie s'étalant sous le masque d'une fausse morale ; un commerce qui n'est qu'exploitation, spéculation criminelle, falsification au détriment de la santé des pauvres, un travail stérile et incompris où par suite de la non-cohésion des efforts, cent personnes peuvent à peine exécuter ce que dix en s'associant pourraient faire pour toutes. Puis les classes laborieuses et productives nourrissent des parasites : *domestiques* (femmes enfants, valets) ; *sociaux* (armée, régie, marchands) ; *accessoires* (chômeurs légaux, accidentels et secrets, sophistes, hommes de robe) ; *oïsifs* ou gens comme il faut ; *scissionnaires* ou gens en rébellion contre les mœurs, l'industrie et la loi. Tous ces parasites improductifs ne cultivent pas la terre, ne l'exploitent pas alors qu'elle

ne produit encore que le dixième de ce qu'elle devrait produire.

Puis, dans la bataille de la vie que se livrent ces prétendus civilisés, il y a prime au plus puissant, au plus rusé, au plus égoïste, à celui qui n'a pas d'enfants. Enfin l'intérêt de l'individu cherchant à devenir riche et heureux est en lutte, dans cette société mauvaise, avec l'intérêt de la masse, de la collectivité. « Le juge, dit-il en substance, désire que
« la France continue à fournir annuellement 45.700 crimes,
« car si l'on en commettait moins, on n'aurait plus besoin
« de tant de tribunaux. Le médecin ne souhaite à ses conci-
« toyens que de bonnes fièvres et de bons catarrhes ; il serait
« ruiné si tout le monde mourait sans maladie ; le militaire,
« pour obtenir de l'avancement, souhaite une bonne guerre
« qui fasse tuer la moitié de ses camarades ; le curé de bons
« morts, l'accapareur une bonne famine, l'architecte un bon
« incendie.. » Est-ce réellement une société raisonnable que la nôtre. L'origine de tous ces malheurs et de toutes ces hontes, d'après Fourier, est que nous sommes coupables de n'avoir pas saisi le plan de Dieu. Nous ne sommes parvenus en effet que dans la période de civilisation, période imparfaite encore où l'homme ne peut être heureux. Cette période, la cinquième de l'humanité, a déjà été devancée par les quatre phases d'édenisme, de sauvagerie, de patriarcat, de barbarie ; mais elle doit nous conduire, après que nous aurons passé par la période de garantisme, à la période d'harmonie et de parfait bonheur, période de mise en œuvre du plan de Dieu, et où va nous guider Fourier.

Qu'on nous permette de ne présenter du système de Fourier que ce qui est nécessaire à faire comprendre sa conception du rôle de la femme dans la société, et de laisser de côté sa

cosmogonie complexe, ses idées imaginaires sur l'avenir des mondes et sur leurs rapports, sa transmigration des âmes, ses songeries fantastiques de transformations planétaires, ses folies sur le changement de la Sibérie en zone tempérée et de l'eau de mer en limonade gazeuse, ses divisions de quatre mouvements distincts : social, animal, organique, matériel, réunis en une seule classe (mouvements cardinaux), à laquelle viennent encore s'adjoindre les mouvements pivot et aromal. Qu'on nous permette aussi de glisser rapidement, sauf à y revenir, sur sa classification des douze passions : cinq appétits des sens, quatre passions affectueuses (ambition, amitié, amour, familisme), trois passions distributives (cabaliste, papillonne, composite) ;— et d'omettre ses tons mineurs et majeurs, gammes desdites passions — afin de pouvoir aborder immédiatement le principe même de sa doctrine.

Le plan de Dieu est un. — Newton a découvert l'attraction matérielle ; la loi d'attraction règne aussi dans le monde moral. L'attraction passionnelle nous attire vers les êtres et les objets de la nature ; elle a, comme l'autre, une origine divine. Et voici que le déiste Fourier devient presque panthéiste, comme Saint-Simon qui déclarait Dieu tout ce qui est. « Le devoir vient des hommes, dit Fourier, les passions viennent de Dieu. » Il divinise les passions et déclare que telle est leur importance et leur rôle, qu'il faut écarter ce moralisme qui les comprime. Contradiction sur contradiction ! Fourier, contempteur des philosophes, devient alors disciple des sensualistes Locke et Condillac ; il veut trouver une combinaison dans laquelle ces passions divinisées aient un libre essor et « où même celles que nous appelons à tort mauvaises, puisqu'elles ont été données par Dieu, pourront

« fonctionner normalement » (Ch. Gide, *Fourier*, introd., p. XI). Il prétend, sans songer « à changer l'homme, transformer le milieu où il vit, et créer une organisation sociale « où l'attraction poussera vers le bien par la satisfaction « de tous les désirs », où il n'y aura plus de contrainte de l'âme et du corps, plus de délits, plus de répressions; où l'on utilisera toutes les volontés, mises en parfait accord, tous les penchants devenus amis ; « où l'on agira en un mot de « manière à ce que l'intérêt personnel, indépendant et libre « d'allure, se fonde et s'absorbe dans l'intérêt général et « concoure à son agrandissement ». (Reybaud, *Revue des Deux Mondes*, 1845).

Cette organisation sociale nouvelle semblerait, au premier abord, exiger le renversement radical et immédiat des assises même de cette société bourgeoise, que Fourier accuse de s'être approprié en 1789 la part du lion. Fourier n'est cependant ni un anarchiste incendiaire, ni un Babœuf violent. Homme pacifique et confiant dans son génie, Fourier serait appelé de nos jours socialiste-opportuniste. Il pense que la société s'améliorera d'elle-même par une évolution lente et rationnelle et surtout par la persuasion qu'amènera le succès certain de l'essai de son système ; il ne lésa ni les capitalistes, ni les ministres du culte, ni même les rois qui continueraient à monter sur des trônes électifs ou héréditaires. Il ne donnera pas non plus aux membres de sa société nouvelle l'égalité de fortune, car il ne leur reconnaît pas l'égalité du travail ni du talent.

L'organisation sociale de Fourier repose sur l'association et l'industrie combinée unitaire. Le monde sera divisé en phalanges industrielles commandées chacune par un *unarque* et toutes par l'*omniarque*, titres donnés à l'élection et

plus honorifiques qu'effectifs (*ad pompam et ostentationem*). Elles exécuteront des travaux en rapport avec leurs besoins, le climat et le sol du pays, et échangeront entre elles leurs productions diverses. Ces phalanges sont subdivisées en groupes et séries avec un chef élu. Les hommes et les femmes ont les mêmes droits politiques, économiques et sociaux, et sont admis aux mêmes travaux industriels sur le pied d'égalité. Le travail en commun est le but de l'association, mais il est organisé de façon à être attrayant et à donner satisfaction à toutes les passions, quelles qu'elles soient, toutes les passions devant tourner à l'utilité commune. Pour arriver à donner un attrait au travail qui, jusqu'ici, a toujours été plutôt peine antérieure que plaisir postérieur à la tâche accomplie, quelles sont les principales passions que Fourier va mettre en jeu ? C'est d'abord, dit-il, la papillonne ou besoin de changement et de variété ; la cabaliste qui est le goût de l'intrigue ; la composite, passion qui « exige dans toute action l'amorce composée ou plaisir des sens et de l'âme (Ch. Fourier, U. U. 3). Les fabriques et les métiers les plus différents sont établis les uns à côté des autres ; chacun s'y adonne suivant son goût, son caractère, sa force et, « comme la nature est trop prévoyante pour nous avoir fait « don d'une seule faculté que nous n'aurions presque jamais « à utiliser » (1), tout homme peut prendre parti dans un grand nombre de travaux variés, « de manière à employer « alternativement tout ce qu'il possède de forces physiques « et intellectuelles ». On va d'un travail corporel et fatigant à un travail où l'on trouve des jouissances morales, des plaisirs d'artiste, des sensations raffinées ; de la forge, on se

(1) Hippolyte RENAUD : *La Solidarité*, p. 83.

dirige au jardin, de l'écurie, au concert, de l'atelier de peinture, à la cueillette des roses (composite) ou inversement ; de la salle des cuisiniers, à l'établi des orfèvres. Les groupes échangent ainsi les travailleurs, et, par cette variété, la papillonne est satisfaite ; puis ces groupes sont opposés les uns aux autres dans la phalange, et de phalange à phalange ; la cabaliste leur souffle l'esprit d'intrigue ; ils rivalisent entre eux ; on se rue à la tâche pour le plaisir et pour la gloire ! Ce travail divisé à l'infini donne au corps la santé, à l'esprit la gaieté et la joie ; on est fier pour le groupe et pour soi ; c'est un travail utile à tous et fait pour tous, devenu une fonction publique, un devoir sacré vis-à-vis des autres et de soi-même. La solidarité vraie, partie de la morale, va donc d'après Fourier, remplacer la morale et devenir une morale elle-même, plus belle que l'autre, parce qu'appliquée et vécue ; parce qu'elle n'enchaîne pas la liberté par des préjugés vulgaires, mais laisse libre essor à toutes les passions de l'homme, à tout son génie ; parce qu'elle ne se contente pas de nous défendre de nuire, et d'ordonner à notre égoïsme d'être charitable, mais qu'elle nous permet de travailler pour la communauté sans le sacrifice de l'individu, et qu'elle nous inspire, outre le respect et l'amour du prochain, la volonté de nous grandir et de travailler à notre bonheur, en aidant au bonheur d'autrui et à l'expansion de l'être des autres.

Mais pour réaliser le plan de Dieu, une autre condition est encore nécessaire. Il faut grouper dans une même commune ou phalange un certain nombre d'hommes possédant toutes les aptitudes et les talents qui conviennent et concourent au but de l'entreprise. Ici Fourier n'est pas embarrassé. Ce qui est à 1.800 lieues, comme l'Amérique, ne peut se rencontrer à 100 lieues. Christophe Colomb l'a bien vu ! De même, la

société favorable à l'association ne devra pas être composée de moins de 1.600 à 1.800 personnes, pour que toutes les passions et tous les goûts de l'humanité puissent y être représentés, se balancer les uns les autres, former équilibre et harmonie ; pour que tous les métiers aient une utilité, toutes les productions un écoulement ; pour que toutes les richesses enfin soient un objet de satisfaction positive. Nous avons vu le gouvernement, le travail et la composition de la phalange. Quels en sont les statuts ?

La société se monte par actions ; les riches apportent leurs biens, leurs maisons, leurs terres ; la propriété se mobilise, et les anciens détenteurs reçoivent des titres, dont ils toucheront les intérêts ; les haies seront supprimées, il n'y aura plus de propriété parcellaire ; les exploitations agricoles ou manufacturières produiront des dividendes partagés au prorata : du travail, $\frac{4}{12}$; du talent, $\frac{3}{12}$; du capital, $\frac{5}{12}$. Observons que dans la rétribution du travail, pour favoriser la classe pauvre, les tâches les plus utiles et les plus nécessaires à l'existence sont les mieux payées, et remarquons en outre, pour comprendre le socialisme de Fourier, que les actions se divisent en trois classes : actions à fort intérêt, 36 à 40 % que peuvent prendre, mais en nombre déterminé pour chacun, les riches et les travailleurs qui ont fait des économies : on les appelle *ouvrières* ; 2° les actions *foncières*, que prendront ceux qui possèdent déjà les premières actions, en nombre limité et à intérêt moindre ; 3° les actions *banquières*, en nombre moindre encore et à intérêt moindre aussi. Ce mécanisme sera favorable aux pauvres, amènera avec le temps la copropriété définitive des immeubles et des instruments de travail, et produira une sorte de nivellement des fortunes. D'autre part le salariat, incompatible avec le

travail attrayant et la liberté, n'existera bientôt plus puisqu'il sera remplacé par cette copropriété prochaine et par une participation sérieuse aux bénéfices, les premières économies des travailleurs étant toujours admises à prendre place dans la première classe d'actions à gros intérêts.

Mais dans cette société où tout individu fournit un capital quelconque, pécuniaire ou non, à la collectivité, que fera-t-on des vieillards par trop débiles, des malades, des infirmes, des débauchés, des fous ? Fourier les range dans ce qu'il nomme le 1/8 d'exception, car dans l'humanité, il y a 1/8 de mal. Ces invalides, vicieux, innocents ou incapables seront occupés à quelques travaux en rapport avec leur faiblesse ; mais tous, placés dans des séries distinctes, recevront une portion minimum de rétribution. D'ailleurs, comme les communistes, Fourier ne reconnaît pas seulement le droit du travail, mais le droit au travail et à la nourriture, et, s'appuyant sur un passage de saint Marc à propos des pains de proposition : « Le premier droit, dit-il, est de se nourrir, de
« manger quand on a faim... Jésus consacre le droit de
« prendre quand on a faim le nécessaire où on le trouve. Et
« ce droit impose au corps social le devoir d'assurer au peu-
« ple le minimum d'entretien ; puisque la civilisation le
« dépouille du premier droit naturel, celui de chasse et de
« pêche, cueillette, pâture, elle lui doit une indemnité. Tant
« que ce devoir n'est pas reconnu, ajoute-t-il, il n'existe pas
« de pacte social consenti réciproquement ; il n'y a qu'une
« ligue d'oppression, ligue de la minorité qui possède contre
« la majorité qui manque du nécessaire, et qui, par cette
« raison, tend à former des clubs ou ligues intérieures pour
« dépouiller le possesseur (F. I., p. 391.). » C'est, en substance aussi, la théorie de M. le président Magnaud, quoique

un peu différente dans les détails. Dans le système de Fourier, il n'y a donc pas de malheureux obligés à casser des vitres pour se faire mettre à l'abri dans une prison.

Il reste à parler du phalanstère, maison d'habitation de la phalange. Il sera construit dans un lieu propice d'où l'on puisse tirer de la nature, par le travail, tout ce qu'elle peut donner. La capitale de tous les phalanstères sera Constantinople, parce qu'elle est la ville la mieux située de tout l'univers. Le phalanstère est décrit minutieusement par Fourier : « la vie y est attrayante et libre », une vie au goût de chacun, commune si l'on veut, solitaire si on le préfère, commodité générale et bien-être individuel. Fourier a cherché à ce que chacun pût vivre à sa guise en profitant des avantages de la grande production et de la grande consommation en commun (économie d'installation et d'entretien, ventes et achats en grand, frais généraux moindres, prix de revient minimum).

Le phalanstère est divisé en plusieurs quartiers réunis par des galeries qui permettent d'y circuler à l'aise en cas de mauvais temps ; les salles de métiers et les fabriques sont installées de telle sorte, qu'elles soient pour ainsi dire à la portée de tous ; des logements toujours propres et gais, plus ou moins riches et luxueux suivant les fortunes, sont aménagés pour les célibataires et pour les gens mariés et d'après tous les goûts possibles ; les vins sont gardés dans une cave immense du phalanstère, les produits alimentaires, dans une vaste salle attenant aux salles à manger et à la cuisine. Les aliments sont préparés pour tous les groupes ; chacun prend un repas en rapport avec son revenu, à table d'hôte, ou seul, ou chez soi ; mais, par suite de l'abondance et de la supériorité des produits, un pauvre est mieux nourri qu'un roi de nos jours. Ceux qui servent à table ou ailleurs ont choisi cette

condition par plaisir et par vocation. On est donc mieux servi sans que la domesticité existe dans le monde de Fourier. Les salles à manger, les cabinets de lecture et de réunion, le théâtre sont ouverts à tous ; la circulation sur les promenades, dans les jardins et dans les ateliers est libre. Les enfants qui habitent un quartier à l'écart sont élevés aux frais du canton et en commun, garçons et filles, pour rapprocher les classes et les sexes ; leur éducation prépare le règne d'harmonie. En attendant cette nouvelle phase du progrès humain, le phalanstère, dit Fourier, donnera aux hommes la plus grande somme de bonheur qui puisse exister à l'issue de la civilisation.

En résumé quel a été le but de Charles Fourier ? Homme du peuple, aimant les hommes, il n'a pas, comme Saint-Simon, dont les disciples l'ont souvent copié, rêvé d'un régime d'autorité, mais de liberté même trop anarchique. Il a voulu donner à nos passions un développement naturel et en faire les ressorts d'un travail utile à nous-mêmes et aux autres, faire produire à tous et faire vivre tous, substituer la variété et l'alternance à la spécialisation des tâches, favoriser l'agriculture et l'arboriculture qu'il place avant l'industrie, créer la production et la consommation par association et sur une grande échelle, supprimer la vie de ménage, qui entraîne une déperdition énorme de force et de travaux et tient la femme en servitude, supprimer aussi les commerçants intermédiaires trop nombreux qui vivent de la sueur des misérables, remplacer par un grand échange de produits entre phalanges (sorte de troc) les achats et les ventes minimales qui se font en monnaie métallique ou fiduciaire au profit d'accapareurs éhontés, rendre enfin tous les hommes égaux, sinon en talent et en fortune, du moins égaux devant le droit

de vivre et de satisfaire les instincts mêmes de leur nature.

Fourier a cru, jusqu'à son dernier jour, à la supériorité de sa doctrine, mais son système n'a été réalisé que par M. Godin à Guise, dans les parties seulement où il a semblé réalisable. La doctrine de Fourier est, à vrai dire, étrange, mais bien conçue, bien précise dans ses moindres détails, semée aussi parfois d'extravagances folles, et remarquable par un beau « désordre ordonné ». M. Rambaud (1) l'accuse d'avoir emprunté à Morus et à Campanella la production en commun, à Morelly la réhabilitation des passions, à Mably la théorie du travail attrayant. C'est un crime excusable puisqu'il a fait sien tout ce qu'il a pris à autrui. Fourier, en effet, dans l'ensemble de son œuvre, a été original par le plan, et original aussi par les idées presque toujours neuves par l'emploi qu'il en fait. Comme Calvin, il prétend être obligé de créer une langue nouvelle, pour exprimer « des concepts » qui n'ont point vu le jour avant lui ; mais, s'il n'atteint pas l'éloquence de ce grand réformateur, si sa langue est pleine d'épouvantables néologismes, il sait bien souvent, tant sa conviction est grande, trouver les mots les plus justes et les plus propres à l'expression de sa pensée.

Nous ne comparerons pas ici Fourier aux chefs d'écoles socialistes chrétiens, optimistes, libéraux, avec lesquels il a certains points de contact ; nous ne montrerons plus que ses erreurs.

D'abord, le travail, comme nous l'avons dit, peut-il être attrayant, et n'est-il pas plutôt une souffrance réelle dont la récompense est le résultat de l'effort accompli ? Fourier

(1) RAMBAUD : *Histoire des doctrines économiques*.

n'a-t-il pas tort de croire que les travaux ne deviendront pas nécessairement obligatoires dans la phalange si l'on veut aboutir à une réussite certaine ? Et le travail quasi forcé est-il une distraction, a-t-il un attrait ? De plus, toutes les volontés concourront-elles au bonheur commun sans heurt et sans secousse ? Tandis que les collectivistes de nos jours réclament une collectivité réglementée par les lois, où tout le monde serait travailleur par goût ou par contrainte, Fourier, croyant l'homme bon, a la prétention de fonder la sienne sur la liberté des instincts d'où doivent sortir la solidarité, l'amour, la concorde et le bonheur ? Mais la liberté des instincts amène-t-elle l'union des efforts ? Jamais... elle amène le bon plaisir et l'indifférence d'autrui. L'intérêt plus que l'amour est le mobile des desseins de l'homme. Ne confondons pas altruisme et égoïsme. Quand les hommes veulent la suppression radicale des guerres, ils pratiquent la solidarité, mais ils la pratiquent parce que leur intérêt personnel est d'accord avec l'intérêt de l'humanité. Nous ne voulons point porter atteinte ici à la gloire de ceux qui ont été capables d'abnégation, de dévouement, de sacrifices : les martyrs, les vaillants, les forts ; nous les vénérons et nous ne parlons que de la masse qu'on appelle : les hommes. Quand il s'agira de rendre leur travail utile à tous, sans aucun avantage personnel, de cesser entre eux la lutte qui mène de la supériorité physique ou intellectuelle à la supériorité de la situation sociale, ils n'entendront plus rien, car le darwinisme a exprimé la loi de leur nature : tout progrès humain ne semble sortir que de l'esprit de concurrence, comme le triomphe surgit d'une défaite. L'homme n'est heureux que lorsqu'il l'est plus qu'un autre. C'est donc paralyser l'émulation et le travail humain que d'en vouloir, comme Fourier, faire

profiter tout un groupe étranger, en leur faisant quitter leur caractère individuel et familial. Certaines collectivités cependant se sont formées, associations religieuses ou autres, mais elles n'ont jamais été fondées, comme le veut Fourier, sur l'amour et le dévouement, mais sur des raisons diverses, crainte, esprit de despotisme, de mortification, désir de paradis, rêves de grandeur ! La patrie elle-même, ce groupement trois fois saint, n'a-t-il pas pour principe la force brutale qui a réuni sous un même gouvernement des peuples divers ; n'a-t-elle pas pour assises les plus durables, en certains cas, la défense individuelle en même temps que commune, la protection des femmes et des enfants, la sauvegarde de la propriété, les gloires dont on est fier, l'esprit de clocher, tous les mille petits souvenirs qui enchaînent notre cœur à la terre natale ? Tous ces sentiments sont nombreux et complexes, mais en est-il de même dans cette collectivité fouriériste où les fortunes sont nivelées, où la patrie et, on le verra, la famille, sont détruites ? Quand le travailleur aura pris le nombre déterminé d'actions ouvrières et foncières, quel stimulant lui restera-t-il ? L'amour de l'humanité sans mélange de quelque autre passion humaine, ou l'amour de la gloire, sentiments indifférents à la foule et propres seulement aux hommes d'élite. A quoi bon parler maintenant de la vaste collectivité des phalanstères entre eux ayant un point d'appui dans une solidarité humanitaire formidable ? Les nations européennes réussiront-elles par la conférence de la Haye, où elles ont admis la nécessité d'utiliser plus fréquemment l'arbitrage et les moyens d'entente pacifique, à écarter désormais tout conflit ? Il serait à la fois naïf et imprudent de le croire. C'est que nous nous aimons nous-mêmes et que nous travaillons pour nous, notre famille et notre pays (groupes parfois

remués de querelles intestines) ; mais là finit le cercle restreint, l'horizon borné où puisse atteindre la vue si courte de l'homme. Que l'éducation nous transforme et nous aide à nous solidariser tous, que les doctrines des philosophes nous apprennent surtout et nous inspirent le devoir de nous aimer, c'est tout à fait désirable, et c'est là que doivent tendre tous nos efforts, car on ne saura jamais modifier le milieu que s'est créé l'homme en l'adaptant à lui, qu'en modifiant l'homme lui-même.

CHAPITRE III

De l'origine du mariage d'après Fourier. — La société promiscue. — Origine du mariage d'après les sociologues actuels. — Son évolution. — Parenté par classes, polyandrie, exogamie, endogamie, matriarcat, patriarcat. — Comment la famille patriarcale s'est fondée. — Polygamie. — Monogamie. — Erreurs de Fourier. — Les progrès sociaux sont en raison des progrès de la condition des femmes. — Nature et destinée de la femme d'après Fourier.

La femme, dans le système de Fourier, va jouir des mêmes droits que l'homme, puisqu'il réclame pour tout être humain la pleine liberté des passions, le libre et complet développement du corps et de l'esprit, le même accès au bonheur. Aussi, dans tous ses ouvrages, va-t-il donner une importance considérable à l'émancipation des femmes.

Il regrette d'abord pour elles le bonheur dont elles jouissaient d'après lui aux temps primitifs « où il y avait absence
« de préjugés, rareté numérique des habitants, absence
« représentative de la richesse, beauté des êtres dans leur
« origine ». C'était la société promiscue. « Bientôt, ajoute-
« t-il, l'excessive multiplication des peuplades produisit la
« pauvreté ; en même temps les progrès des bêtes féroces qui
« arrivaient de l'équateur excitèrent les inventions meur-
« trières, et le goût du pillage se répandit d'autant plus rapi-
« dement que l'enfance et la difficulté de l'agriculture né

« permettaient pas d'entretenir la surabondance des vivres
« qui est nécessaire au mécanisme des sectes ; de là naqui-
« rent le mariage, la division par ménages incohérents, puis
« le passage à l'ordre patriarcal et barbare. Les sectes
« où l'homme était heureux se désorganisèrent ; les enfants
« furent les derniers appuis de cet ordre et se maintinrent
« longtemps encore en harmonie lorsque les pères étaient
« déjà tombés en discorde et prêts à adopter le mariage isolé
« et le mariage exclusif dont la pauvreté croissante avait
« suggéré l'idée. Plus l'indigence augmentait, plus les chefs
« des peuplades étaient intéressés à établir le mariage qui
« dut enfin prévaloir (Q. M., 80). »

A une époque où la sociologie naissait à peine, il n'est pas étonnant que Fourier soit tombé dans de telles erreurs. D'abord la société promiscue a-t-elle réellement existé ? Starcke (*La Famille primitive*, 1888) et Westermarck (*Origine du mariage*) le nient. Westermarck a développé longuement sa thèse. Il expose que la promiscuité dont il voit dans la prostitution la forme la plus naturelle, n'existe guère que chez les sauvages contaminés par la civilisation, que les unions sexuelles libres des sauvages ne sauraient être considérées comme des actes de promiscuité, et que tous les exemples de promiscuité (Bushmen de l'Afrique, Kamlaroi de l'Australie) ne sont que des mariages temporaires. Tandis que Lubbock tient comme un reste de communauté des femmes la coutume de prêter sa femme (Nouka-Hiva, Madagascar), celle d'offrir préalablement l'épousée aux convives du repas nuptial (îles Baléares), Westermarck y voit simplement un gage d'hospitalité : « On pourrait dire de même, ajoute-
« t-il, que faire un cadeau à ses amis est une preuve de com-
« munisme de la propriété ». Dans certains pays, la mariée

est livrée la première nuit au médecin sorcier, chez les Caraïbes, ou au prêtre, dans le pays du Nicaragua : ce qu'on appelait le droit de marquette au moyen âge est souvent accordé aux chefs ou aux rois (Dahomey). Westermarck donne comme origine à ces coutumes la religion ou l'abus de la force, contrairement à Lubbock et à Giraud-Teulon qui y reconnaissent des traces d'ancien mariage communal. Enfin, dans certaines contrées (Indiens de Quito, Lapons), le manque de chasteté est très considéré chez une jeune mariée, c'est qu'on le tient, d'après Westermarck, pour le meilleur témoignage de ses attraits. Le D^r Dupouy (1898, *Prostitution dans l'antiquité*, Société d'études scientifiques), est d'avis aussi que ces mœurs ne dérivent point d'une promiscuité primitive.

* Nous déclarons d'abord que nous ne faisons aucune confusion d'une part entre la prostitution, produit de la civilisation, sorte de trafic vénal du corps consenti par la femme qui se livre sans amour, et, d'autre part, entre le commerce sexuel libre des primitifs, mais il nous est impossible d'y voir comme Westermarck une union libre avec une apparence de sélection sexuelle, ni même « une sorte de mariage naturel « où le souci de la progéniture domine à l'instar des chim-
« panzés ». La force et le besoin génésiques sont pour nous les seuls mobiles qui dans le premier âge du monde ont présidé aux unions humaines. « C'est au hasard des besoins, dit
« Létourneau (*Sociologie, Evolution du mariage*, p. 375),
« que se font les unions ou plutôt les accouplements, et une
« seule loi les régit, la loi du plus fort. Dans ces troupes
« humains, on ne se pique ni de chasteté, ni de pudeur, ni
« d'humanité ; c'est absolument comme un bétail qu'en rai-
« son même de sa faiblesse, la femme est possédée et exploi-
« tée. » D'accord avec Westermarck, nous admettons que

l'homme ait dû le plus souvent comme tout animal vertébré, tout mammifère, tout gorille, protéger la femme et même lui procurer la vie jusqu'à un certain développement des jeunes, mais cette observation n'enlève rien à la presque certitude d'une promiscuité, puisque les unions avaient lieu sans aucun choix possible de la femme. Il serait exagéré en outre de supposer que les premiers humains, à l'état grégaire, eussent été fidèles à leurs compagnes et valussent mieux que les civilisés d'aujourd'hui. Westermarck ne se contredit-il pas lui-même quand il dit (chap. de la Sélection sexuelle) :

« Nous entendons par sélection sexuelle chez l'homme le
« choix que font les hommes et les femmes en ce qui concerne
« leurs rapports avec le sexe opposé. En réalité, le mâle
« s'accouple aux temps primitifs avec n'importe quelle
« femelle, il avait surtout cette tendance quand l'homme
« avait une saison d'amour définie (saison du rut), mais
« l'instinct sexuel à mesure qu'il a diminué en intensité a
« gagné en discernement. » Serait-il en outre raisonnable de prêter une délicatesse de sentiments aux sauvages et de supposer qu'ils aient pu respecter leur fille et même leur mère ? La jalousie a-t-elle été assez forte, comme le prétend Westermarck, pour entraver la promiscuité ? C'est douteux. Nous sommes donc d'avis que la promiscuité a été forcément une étape dans le développement social de l'homme, en reconnaissant toutefois qu'elle n'a pas toujours existé seule mais concurremment aussi à d'autres formes d'unions humaines. Elle est attestée d'ailleurs chez les montagnards de l'Inde, chez les Tasmaniens, les Bas-Californiens, les Massagètes, les Garamantes, en Chine, en Arabie (Strabon),

(1) WESTERMARCK : *Origine du mariage*, trad. VARIGNY.

chez les Indiens du Brésil, les Chippeways, les Aléoutes. Là où elle a disparu, elle a laissé des traces ; les unions incestueuses en sont un reste, de même que les mariages à l'essai, à terme ou mota, chez les Arabes avant Mahomet, et chez les Abyssins (*Il diritto penale nell'Hamasen*, par Gesmaro de Stéfano, 1897), diffèrent peu de la promiscuité. Rien ne prouve enfin, comme le veut Westermarck, que la prostitution sacrée et l'hétaïrisme hospitalier aient exclusivement un caractère religieux et bienveillant et ne soient au contraire une preuve évidente du peu de cas que l'on faisait autrefois de la pudeur et de la chasteté des femmes.

Des formes grossières de cette promiscuité indéniable, s'est dégagé lentement le mariage qui s'y trouvait pour ainsi dire en embryon ; il n'est pas né de la pauvreté ni de l'indigence, comme le prétend Fourier. Au stade promisque où les enfants étaient souvent abandonnés par leurs mères incapables de les nourrir succède une phase où les hommes (Hawaï, d'après Morgan, Peaux-Rouges, Touraniens) reconnaissent une parenté par classes ; ils disaient, par exemple : « Je suis le fils de tous les hommes valides de la tribu ou le petit-fils de tous les vieillards », et peu à peu s'opère une évolution vers la famille maternelle. La paternité étant indécise, la famille va se grouper autour de la mère. Les rapports sexuels sont d'abord prohibés entre parents utérins, car on a constaté la dégénérescence de la race par suite d'unions incestueuses. Cette prohibition de l'inceste a conduit d'abord au mariage par groupes (la tribu est divisée en deux groupes, les filles de l'un se marient avec les jeunes hommes de l'autre) (Nègres du mont Gambier) ; ou à la polyandrie restreinte à quelques hommes (Noirs du Malabar). La polyandrie est fraternelle chez les Todas, à

Ceylan, et au Thibet où elle existe par suite de la rareté des femmes ; les enfants sont considérés comme fils du frère aîné et la filiation est masculine. Cette même prohibition amena aussi dans certaines contrées l'exogamie à qui Durkheim inversément donne l'inceste pour origine, mais cette exogamie n'a été imposée généralement, dit Morgan, qu'entre les clans ou groupes d'une même tribu, à cause des liens du sang, non à la tribu elle-même qui fut toujours endogame. Remarquons ici qu'en exposant rationnellement suivant nous la formation du groupe familial, nous ne nions pas les faits contradictoires qu'on pourrait opposer tant est grande l'abondance des données sociologiques les plus diverses, tant sont nombreux et contraires les exemples qu'on peut citer chez des races parvenues à un degré de civilisation identique ! Donc par toutes ces institutions nées de la prohibition de l'inceste (exogamie, mariages par groupes, polyandrie), l'humanité serait sortie, comme nous l'avons dit, de l'état promisque pour arriver au matriarcat. Le matriarcat ou parenté par les femmes a formé une société naturelle unie pour se défendre, s'aider, travailler en commun. L'enfant appartient à la mère dont il porte le nom, « ni la mère, ni le mari ne quittent leur famille maternelle pour fonder une cabane à part (Laffitau, *Mœurs des sauvages*, 1721, cité par Brissaud, *Histoire du droit français*, 1899). Bachofen (*Das Mutterrecht*, 1681) fait du matriarcat l'ère de suprématie de la femme et prétend qu'il a précédé le patriarcat. Mac Lennan (*Primitive marriage*, 1865) y voit simplement une preuve de paternité incertaine. Westermarck constate qu'en Amérique, la terre du matriarcat, le système de filiation paternelle prévaut chez les Esquimaux du Groënland, les Californiens et chez treize autre tri-

bus citées par Frazer dans son *Essai sur le Totémisme*, qu'il existe en Afrique chez certaines races, alors que chez d'autres voisines, le matriarcat est en vigueur. Il reconnaît cependant que les Aryens (ce fait controversé par Summer-Maine, *Hist. des institutions primitives*, 1880) ont pu passer par la période métrocratique, mais, pour lui, le matriarcat n'a pas été universel et n'a pas forcément devancé le patriarcat, il ne peut provenir même de l'incertitude de la paternité puisque les Todas, peuple polyandre, ont une ligne masculine ; enfin le matriarcat, à son sens, n'implique ni la promiscuité, ni, comme le dit Herbert Spencer, l'ignorance de la filiation paternelle. Toutefois, si le matriarcat n'a pas été universel, et, en supposant d'après Westermarck qu'il n'ait aucun caractère scientifique, on peut affirmer que les exemples du passage du patriarcat au matriarcat sont à peu près inconnus ; étant donné d'autre part le grand nombre de peuples chez lesquels le matriarcat a été en vigueur avant l'existence d'une filiation paternelle, on peut le tenir comme une phase de la famille antérieure et inférieure au patriarcat. Chez les anciens Aryens, il a laissé des traces ; prohibition dans le droit athénien de s'épouser entre frères et sœurs maternels, d'adopter chez les Cypriens le fils de sa sœur. Dans la Biscaye, le Guypuscao, chez les Apipones, chez les Ibères, chez les Limousins, en plein cœur de la France, l'existence d'une coutume bizarre, la couvade, s'impose comme une preuve de transition certaine du matriarcat au patriarcat. Le père, à la naissance de l'enfant, se met au lit, simule par des contorsions les douleurs de la femme en couches, se fait soigner et reçoit les compliments des voisins. « La par-turition proclamait le droit supérieur de la femme, dans la famille, écrit M. Paul Lafargue (*Nouvelle-Revue*).

« L'homme parodia l'enfantement pour se convaincre qu'il
« était bien le faiseur d'enfants. La famille patriarcale est
« donc une forme sociale relativement nouvelle. »

Comment la famille patriarcale s'est-elle fondée, comment sommes-nous parvenus à la monogamie ? Dans le matriarcat, il y a souvent lutte ou désaccord entre le mari et la famille de sa femme, au sujet de celle-ci ou de ses enfants, ou bien indifférence du père à l'égard de la mère et de ses enfants, et réciproquement. Le patriarcat forme un groupe plus homogène ; l'union de l'homme et de la femme est fixe ; l'homme est propriétaire de sa famille, travaille pour ses descendants et non pour ses collatéraux ou ses parents utérins. Il y eut donc tendance au patriarcat, dès que l'homme prit une conscience plus complète de son individualité et du but de ses efforts. Le mariage qui se conclut d'abord par rapt donna naissance au mariage individuel : 1° dans la même tribu ou de tribu à tribu : en masse (Sabines, Anciens Scandinaves) ; individuellement en Australie (Oldfield, *Trans. Eth. Society*, III, p. 230), sur la côte du Groënland ; 2° par un rapt simulé (Sparte, Rome, Araucanie), 3° par achat et sans consulter la fille, chez les Pagayos du Nouveau-Mexique, chez les Mandingues, etc... ; 4° par achat avec paiement en louage de service (chez les Juifs, Jacob). Le patriarcat fut désormais fondé avec tous ses abus (parenté agnatique à Rome, lévirat chez les Hébreux, exclusion des femmes de l'hérédité, droit d'aînesse, juvénescence, etc... La religion le sanctionne. Chez les Aryens, le culte de la famille qui impose l'adoption fait du père un dieu, un maître omnipotent. On pourrait montrer ici, quoique cette opinion ait bien des adversaires, que l'évolution de la propriété semble avoir suivi celle de la famille (collective,

appartenant à un clan, donnée à usufruit temporaire à un groupe, familiarisée, puis plus tard individualisée). La famille a donc évolué rationnellement d'un groupement communal à un cercle plus restreint, mais, devenue patriarcale, elle n'est pas nécessairement monogame. La polygamie patriarcale est fréquente, car : 1° la femme travaille et enrichit (Peaux-Rouges, Arabes) ; 2° on en prend plusieurs par faste (Germaines, Tacite, *De mor. Germ.*, 18) ; 3° pendant la grossesse une femme est invalide d'amour ; 4° les guerres détruisent les hommes, les femmes sont plus nombreuses alors que les hommes, et il faut remplacer les disparus ou succomber. Mais, d'autre part, bien des faits entravent la polygamie : état de paix, naissances égales d'enfants des deux sexes, rivalités féminines et dégoût qu'elles engendrent, querelles des enfants d'un lit différent, crédit d'une femme supérieure aux autres, despotisme d'une femme légitime ou mariée religieusement exercé sur les femmes esclaves ou petites femmes. La monogamie se fait jour alors dans les mœurs comme une amélioration nécessaire qui rend l'unité familiale plus complète ; la femme, quoique soumise, devient seule maîtresse de la maison ; la famille monogame et homogène est définitivement assise sur l'affection entre époux et n'est plus troublée qu'accidentellement par suite des faiblesses inhérentes à l'humanité : la prostitution, le concubinage et l'adultère. Le mariage donc depuis sa forme la plus rudimentaire jusqu'à la monogamie s'est formé par un processus lent et rationnel concomitant avec les progrès de l'esprit humain, l'affinement de l'affectivité, le sentiment de la personnalité et de la responsabilité humaines, le souci de la descendance et la prévoyance de l'avenir.

Nous sommes loin de l'explication du mariage « incohé-

rent » que nous donnait Ch. Fourier. Cependant le mariage a pu certainement être favorisé par l'agriculture naissante, car l'histoire de l'agriculture témoigne de la perfectibilité des races et c'est un fait sociologique constant qu'il y a un lien étroit entre les diverses institutions qu'on appelle agriculture, propriété et mariage. Le mariage a pu aussi être connexe à une multiplication de l'espèce qui augmentait la sociabilité native de l'homme, car il est lui-même un résultat de cette sociabilité. Toutefois il ne semble pas avoir eu pour origine, comme l'a dit Fourier et comme nous avons essayé de le démontrer, la pauvreté et surtout la pauvreté née de la surpopulation. Quoique la multiplication de l'espèce humaine ait amené l'extrême misère chez les tribus primitives et inférieures, surtout dans les îles où l'espace était restreint au point qu'on y pratiquait l'avortement (à l'île Formose, les femmes ne pouvaient avoir d'enfants avant trente-six ans, Giraud-Teulon, p. 129, *Origines de la famille*), ou l'infanticide (îles Sandwich, Taïti), ces faits sont une exception rare dans l'histoire et il est permis de supposer que l'accroissement de la population ne fut ni subit, ni excessif; qu'elle augmenta avec la civilisation même et les inventions humaines et qu'elle n'eût pu, par conséquent, produire la pauvreté qu'autant que la terre encore inhabitée en grande partie, eût été insuffisante à nourrir ses habitants : ce qui est rigoureusement inexact. La terre, en effet, par le travail humain, pouvait fournir toutes les ressources nécessaires à la vie ; son sol vierge s'offrait à tous : les hommes seuls manquaient. Cette société en enfance, où tout n'était pas accaparé comme du temps de Malthus dont Fourier semble s'inspirer, avait des places pour les nouveaux venus à qui la nature ne commandait pas de s'en aller, et l'on peut opposer bien à propos

en cette circonstance à Fourier et à Malthus la thèse de l'Américain Carey, qui, vivant dans un pays jeune, un pays semblable à celui qu'habitaient autrefois nos ancêtres, objectait à l'économiste anglais « que la production croissait au moins en proportion exacte avec la population » (Carey, *The past, the present, the future*, 1848).

Fourier n'a pas seulement commis l'erreur d'avoir rêvé d'un éden féerique, où tout poussait en abondance pour la satisfaction des sectes progressives, et de n'avoir entrevu ni dans le mariage, une condition meilleure, ni dans la multiplication des êtres lors de l'agriculture naissante, le décuplement des subsistances sous l'influence du travail humain ; il a ajouté que « plus la pauvreté augmentait (par suite de la « surpopulation), plus les chefs des peuplades étaient intéressés à établir le mariage qui dut enfin prévaloir ». C'était tourner dans un cercle vicieux par ignorance. Ne savait-il pas que le mariage patriarcal à son début fut de beaucoup plus prolifique (1) que les unions plus ou moins promiscues, et qu'en admettant la possibilité de le fonder tout d'un coup par voie d'autorité, le remède eût été pire que le mal, si le mal (c'est-à-dire la pauvreté par suite de la population) eût réellement existé ? « Les peuples primitifs (R. Gonnard, *La dépopulation en France*, p. 13) paraissent avoir considéré la « multiplication des naissances comme un très grand bien. « Il y avait à cela plusieurs raisons ; l'accroissement de la « richesse que l'enfant apportait en naissant au père de « famille à une époque où la terre était à la disposition de « tous, où la puissance du père sur ses descendants faisait

(1) Il dit lui-même sans y songer (Q. M., p. 82-83), que « les femmes sont plus prolifiques en ménage ».

« de ceux-ci des esclaves nés. En second lieu, le besoin que
« la tribu, puis la cité avaient de soldats pour les défendre,
« alors que la guerre était le seul mode normal de relations
« entre les groupes sociaux ; les croyances religieuses enfin,
« qui faisaient du fils ou du petit-fils le prêtre d'un culte
« dont le père et l'aïeul était le dieu. » N'est-ce pas dire que
le patriarcat, l'ordre patriarcal et barbare comme l'appelle
si dédaigneusement Fourier, a été au point de vue de l'ac-
croissement de la population, du bien-être et des ressources
nécessaires à la vie, une étape des plus favorables à l'humani-
té ?

Passant graduellement de l'origine du mariage à la condi-
tion sociale des femmes, Fourier écrit plus loin dans son livre
des *Quatre Mouvements* : « Il y a dans chaque période un
« caractère qui en détermine le changement. Ce caractère
« est toujours tiré de l'amour. En quatrième période (bar-
« barie), c'est la servitude absolue de la femme ; en cin-
« quième période (civilisation), c'est le mariage exclusif et
« les libertés civiles de l'épouse, etc. (Q. M., 131). » « En
« thèse générale, les progrès sociaux et changements de
« période s'opèrent en raison du progrès des femmes vers
« la liberté, et les décadences d'ordre social s'opèrent en rai-
« son du décroissement de la liberté des femmes. » « J'ai dit
« que la seule adoption des sérails fermés nous rendrait en
« peu de temps barbares et la seule ouverture des sérails
« ferait passer les barbares à la civilisation. En résumé,
« l'extension des privilèges des femmes est le principe géné-
« ral de tous les progrès sociaux (Q. M., p. 195). » Cette
pensée de Fourier est l'exacte expression de la vérité : « Nul
« changement ne s'est accompli dans la situation particu-
« lière de la femme sans réagir aussitôt sur la société tout

« entière, dit Paul Gide ; partout où l'homme a dégradé la
« femme, il s'est dégradé lui-même ; partout où il a méconnu
« les droits de la femme, il a perdu lui-même ses propres
« droits (1). » Dès l'enfance de l'humanité ou chez les peuples primitifs, on la traite comme un animal domestique, comme un chien, en Australie (R. Salvado, *Mémoires sur l'Australie*) ; en Afrique, en Mélanésie, aux îles Viti on la mange ; chez les Afghans, elle passe comme un meuble aux héritiers du défunt ; chez les Hottentots, elle construit les maisons et cultive le sol. A Taïti (Radiguet, *Derniers sauvages*, p. 169), les hommes sont sacrés pour elle et les mets divins (coco, plantain, porc), lui sont interdits. A la Nouvelle-Zélande, porter un fardeau est déshonorant pour un homme (Duperrey, XVIII^e vol., p. 155) ; bref, presque dans tous les pays du monde (Fuégiens, Patagons, Colombiens), les fatigues les plus rudes lui sont réservées. Dans les phases édeniques de Fourier, elle dut subir, quoi qu'il en dise, les mêmes misères : elle est la plus faible, il faut s'attendre à la voir d'autant plus malheureuse que la société est plus rudimentaire. Chez les peuples nomades de la Mongolie, chez les Touaregs elle jouit déjà d'une liberté plus grande. La période métrocratique semble enfin l'avoir un peu favorisée ; Vasco de Gama affirme que les Nairs avaient beaucoup d'amour et de vénération pour leur mère et leur sœur aînée qui devait lui succéder comme chef de famille. Chez les Ibères, dit Strabon, les filles héritaient de leurs parents et dotaient leurs frères. Il serait cependant difficile d'admettre pour de semblables motifs, comme certains l'ont fait, une sorte de gynécocratie à des époques où tout n'était que

(1) GIDE et ESMEIN : *Étude sur la condition privée de la femme*, p. 7, introduction.

cruauté et violence ; nous ne nions pas les quelques progrès apportés par le matriarcat à la condition de la femme, mais la reconnaissance de la filiation utérine est loin de l'avoir émancipée. L'oncle maternel est en réalité le chef de famille ; en Afrique, chez les Kimboudas, il est le propriétaire des enfants qu'il a le droit de vendre (G. Teulon, *Origines familiales*, p. 166). Dans l'Afrique centrale, la souveraineté ne se transmet jamais de père en fils, mais c'est le neveu, fils de la sœur, qui succède. Le matriarcat n'a donc nullement empêché que la femme fût la chose de l'homme et lui obéît, puisque la plupart du temps les mâles du groupe maternel y tiennent le rôle de ceux d'une filiation masculine. « Le patriarcat, au contraire, est un véritable progrès social et c'est pour avoir de très bonne heure accompli ce progrès que les Aryens et les Sémites ont pris la tête de la civilisation. » (A. Esmein.) « En réalité, dit Brissaud (*Histoire du droit civ. français*), le relèvement dans la condition de la femme a sa source dans le droit romain, dans les idées chrétiennes et dans les mœurs qui en sont issues. » D'après les législations patriarcales hébraïque ou romaine, la femme, d'abord esclavée, *in manu, filix loco habita*, devenue étrangère à sa famille, chargée uniquement de donner une postérité à l'époux (d'où divorce), puis participant aux sacrifices, s'affranchissant peu à peu, sous l'influence d'un droit moins rigoureux et par suite de l'apport dotal, est quasi émancipée par la philosophie stoïcienne et définitivement par le christianisme. Le christianisme « ordonne de ne pas séparer ce que Dieu a uni ». On n'arrache plus la femme à sa famille, mais le mari fonde une famille avec sa femme, « ce n'est plus aux enfants à enrichir leurs pères (saint Paul, VI, ad. Eph.), mais aux pères à amasser du bien pour leurs enfants ». Le

christianisme proclame le principe de l'égalité entre les deux sexes : « Vous n'êtes plus ni juifs, ni grecs, ni esclaves, ni « libres, ni hommes, ni femmes, vous n'êtes qu'un en Jésus. » (Saint Paul, ad Eph. II, ad Corinthios, XII, 14). Et de Jésus aux temps modernes, la civilisation se perfectionne et diminue la dépendance de la femme. « Fille ou veuve, dit Brisaud, la femme a cessé d'être en tutelle. Les parents ne la « mariant plus contre son gré, elle se marie elle-même. La « puissance maritale s'est atténuée. Le mari en est réduit à « la direction du ménage avec une responsabilité morale et « quelquefois matérielle très lourde... Le divorce n'est plus « une prérogative de l'homme... La femme qui, dans le « régime patriarcal primitif, ne possède rien en propre, « arrive à posséder une fortune personnelle. »

L'idée de Ch. Fourier que l'extension des privilèges des femmes est le principe de tous les progrès sociaux, est donc universellement vraie, si l'on consulte les annales de l'histoire du passé ; elle est en outre acceptée de tous les sociologues, de tous les communistes, de tous les socialistes (Bebel, Létourneau), et leur apparaît comme un encouragement à étendre ces privilèges, comme le critérium le plus sûr d'un monde meilleur. Aussi Fourier ne manque-t-il pas d'accuser la civilisation d'être encore trop cruelle pour les femmes. Si, d'une part, on peut classer les barbares en catégories distinctes suivant le cas qu'ils font des femmes et du respect qu'ils leur portent : « les Japonais, dit-il, qui sont les plus « industriels, les plus braves et les plus honorables d'entre « les barbares, sont aussi les moins jaloux et les plus indulgents pour le sexe, à tel point que les magots de la Chine « font le voyage du Japon pour s'y livrer à l'amour qui est « interdit par leurs hypocrites coutumes ; d'autre part, la

« même différence peut être établie entre les nations
« que la civilisation a polies et perfectionnées. Parmi les
« peuples modernes, les moins indulgents pour le sexe ont
« été les Espagnols ; aussi sont-ils restés en arrière des Eu-
« ropéens. Les Français, qui sont les moins persécuteurs de
« femmes, sont aussi les meilleurs d'entre les civilisés.
« Et cependant d'où vient que les Français (les meilleurs)
« n'ont jamais été fidèles qu'à une loi, celle qui enlève le
« sceptre aux femmes ? La loi salique s'est maintenue sous
« toutes les dynasties. Rien de plus constant, de plus un-
« nime que les Français quand ils cherchent à ravalier ce
« sexe qu'ils feignent d'indemniser en fusée d'encens. Au-
« cune nation n'a plus diffamé sur la scène les femmes qui
« ont le goût de l'étude. » (Q. M., 216).

Et Fourier fait la critique de cette civilisation (5^e période), qui a détruit le bonheur qu'avait la femme dans les sectes primitives, le bonheur auquel l'humanité reviendra progressivement en passant par le garantisme et la septième période, aube d'harmonie.

Actuellement, la femme civilisée doit obéir à son père ou à son époux, à qui la législation réserve tous les droits. Elever les enfants, s'occuper de « travaux vils et abrutissants, écu-
« mer le pot, ressarcir les vieilles culottes des philosophes » et des autres, voilà sa vie. Le père ou l'époux vient-il à manquer, et la femme est-elle obligée de subvenir elle-même à ses besoins les plus pressants, de quitter l'association conjugale ou le home paternel, véritables prisons : « Elle ne vivra que
« de privations, même dans l'industrie où l'homme a tout
« envahi jusqu'aux minutieuses occupations de la couture et
« de la plume. N'est-il pas scandaleux de voir des athlètes
« de trente ans, accroupis devant un bureau ou voiturant

« avec des bras velus une tasse de café, comme s'il manquait
« de femmes et d'enfants pour vaquer aux vétilleuses fonc-
« tions des bureaux et du ménage ? »

« Quels sont donc les moyens de subsistance pour les
« femmes privées de fortune ? La quenouille ou bien leurs
« charmes, quand elles en ont. Oui, la prostitution plus ou
« moins gazée, voilà leur unique ressource, que la philoso-
« phie leur conteste encore, voilà le sort abject où les réduit
« cette civilisation, cet esclavage conjugal. » (Q. M., 220-
221). On dirait le passage écrit de nos jours, où l'indus-
trie des villes donne au plus grand nombre des ouvrières un
salaire si modeste qu'elles ne peuvent vivre sans se prosti-
tuer.

Mais les femmes riches ou d'une condition moyenne sont-
elles plus heureuses ? Non, elles subissent encore la tyrannie
de l'homme ; on les asservit, non par un travail de brute, mais
par une éducation préparée avec art pour les réduire et les
maintenir en dépendance. « Dans l'enfance, on en fait des
« esclaves moraux ; dans l'adolescence, on les pousse à l'in-
« trigue, au sot orgueil en ne cessant de leur vanter le pou-
« voir passager de leurs charmes, en les excitant à l'astuce,
« au talent d'assujettir l'homme par ruse ; on vante leur fri-
« volité en disant, avec Diderot, que pour leur écrire, il faut
« tremper sa plume dans l'arc-en-ciel et saupoudrer avec la
« poussière des ailes du papillon.

« Qu'en résulte-t-il ? Les deux sexes sont dupes de ces
« fadeurs, car si on ne découvre pas la destinée sociale de
« la femme, on manque par contre-coup celle des hommes.
« Si l'issue de la civilisation est fermée à l'un des sexes, elle
« l'est également à l'autre. »

Quand, par hasard, la femme est instruite, peut-elle au

moins participer aux honneurs et aux emplois de cette civilisation si cruelle pour elle ? Alors, dit Fourier, « la philosophie l'écarte des honneurs académiques, la société l'exclut des fonctions auxquelles des hommes inférieurs à elle en instruction peuvent prétendre. L'esclave qui veut singer son maître ne mérite de lui qu'un regard de dédain. Les philosophes la renvoient toujours ignominieusement au ménage. » (Q. M., 220-221).

Cette éducation fausse, cette instruction insuffisante qui rejaillit sur la condition même de l'homme, cette obéissance forcée, cette exclusion de toute fonction sociale et de toute récompense réservées uniquement au sexe fort, ont fait peu à peu de la femme, par une sorte d'évolution, un être tellement esclave, qu'elle n'a plus conscience de sa liberté, et ne songe même plus à la réclamer : tels les nègres et les serfs qui, sur le point d'être affranchis, se demandent avec inquiétude s'ils pourront trouver leur nourriture quand la pitance seigneuriale leur fera défaut. « La soumission de toutes les femmes décuple leur esclavage individuel, et l'esclavage n'est jamais plus méprisable que par une aveugle soumission qui persuade à l'oppresseur que sa victime est née pour être esclave. » (Q. M., 220-221).

Cet esclavage féminin, insupportable, en harmonie, est toutefois nécessaire au régime actuel, régime transitoire d'après Fourier. « Certes de même qu'il faut dans l'ordre barbare abrutir les filles, leur persuader (question agitée au concile de Mâcon) qu'elles n'ont point d'âme, pour les disposer à se laisser vendre au marché et enfermer dans un sérail ; de même dans l'ordre civilisé, il faut les héberger dès leur enfance pour les rendre convenables aux dogmes philosophiques, à l'avilissement de tomber sous la puissance d'un mari. »

« Or je blâmerais un barbare qui élèverait ses filles pour
« les usages de la civilisation où elles ne vivront jamais ; je
« blâmerais de même un civilisé qui élèverait ses filles dans
« un esprit de liberté et de raison propre aux sixième et sep-
« tième périodes où nous ne sommes point encore parve-
« nus. » (Q. M., 221-222).

Mais nous allons y parvenir. Quelle sera donc dans la société nouvelle la condition de la femme ? Examinons d'abord, d'après Fourier lui-même, ses aptitudes et le rôle qu'elle peut remplir sans nous inquiéter de son sexe, en tant seulement qu'être humain et qu'individu. Est-elle destinée à être toujours esclave, doit-elle être considérée comme incapable de rivaliser un jour avec son rude compagnon dans l'exercice des fonctions politiques, sociales et industrielles ?

La réponse n'est pas douteuse, car il ne faut pas apprécier les femmes d'après ce qu'on les voit faire en civilisation.
« C'est comme si l'on voulait juger les castors sur l'hébéte-
« ment qu'ils montrent dans l'état domestique ; tandis que
« dans l'état de liberté et de travail combiné ils deviennent
« les plus intelligents de tous les quadrupèdes, de même la
« femme en civilisation devient comme le castor ou le pay-
« san russe, un être tellement inférieur à sa destinée et à ses
« moyens, qu'on incline à la mépriser quand on la juge
« superficiellement et sur les apparences. » (Q. M.). Si l'on mettait l'homme en pareil état de domesticité et que, d'op-
« presseur il devînt opprimé par un troisième sexe (sexe mâle-
« femelle), plus fort que lui, et qui le menât à coups de gaule,
ce pauvre homme paraîtrait aussi inférieur à ce troisième
sexe que la femme paraît l'être à ses yeux. Toutefois, en civilisation, même alors qu'une éducation pernicieuse modifie la femme, on ne peut s'empêcher de reconnaître en elle des

qualités nombreuses, et, chez quelques femmes, des talents de premier ordre. « Dans la politique, de Sémiramis à Catherine, sur huit souveraines libres et sans époux, sept ont régné avec gloire, tandis que sur huit rois, on compte habituellement huit souverains faibles. Les Elisabeth, les Catherine ne faisaient pas la guerre, mais elles savaient choisir leurs généraux et c'est assez pour les avoir bons... Nul prince n'a surpassé Marie-Thérèse qui, dans un moment de désastre où la fidélité de ses sujets est chancelante, où ses ministres sont frappés de stupeur, entreprend à elle seule de retremper tous les courages ; elle sait intimider la diète de Hongrie indisposée, et amène ses propres ennemis à jurer sur leur sabre de mourir pour elle. Voilà un indice des prodiges qu'opérera l'émulation féminine. On voit le rôle distingué où pourront atteindre les femmes d'après l'exemple de celles qui ont surmonté l'influence de l'éducation. En signalant ces femmes qui ont su prendre leur essor depuis les viragos, comme Marie-Thérèse, jusqu'à celles de nuances radoucies, comme les Ninon et les Sévigné (savantes qui n'ont pas défendu leur sexe contre les philosophes), je suis fondé à dire que la femme, en état de liberté, surpassera l'homme dans toutes les fonctions d'esprit et de corps qui ne sont point attribut de la force physique. » (Q. M., p. 225).

Cette opinion de Fourier qui, plus loin dans son ouvrage, reconnaît hautement la supériorité intellectuelle de l'homme, et qui compare ici à la masse des hommes quelques femmes de la plus haute valeur, est évidemment exagérée.

Ainsi la femme est seulement un être non développé ou mal développé ; mais si le manque de liberté et une éducation oppressive ont comme éteint ses qualités géniales, l'éduca-

tion harmonienne les lui rendra. Toutefois Fourier, en vrai psychologue, n'identifie pas la nature de l'homme à celle de la femme ; il reconnaît que la femme a une autre destinée que l'homme. L'homme appartient au mode majeur ; il est supérieur par la force physique et par l'intelligence, la logique, l'industriosité ; au moral, son ambition est plus haute, son amitié plus sûre que celle de la femme. A lui les travaux difficiles, les tâches corporelles fatigantes ; à lui d'organiser les groupes et les séries, de cultiver les sciences inductives et déductives, de raisonner, d'imaginer, d'inventer. La femme, en ces matières, ne peut être pour lui qu'un être subalterne. Elle appartient au mode mineur, elle est physiquement plus faible, elle s'entend aux travaux fins qui exigent plus d'habileté que de vigueur. L'homme voit gros et au loin ; la femme examine les détails et s'attache au présent ; l'homme saisit l'enchaînement des faits qui échappent à la femme, mais celle-ci le met parfois sur la piste des biens qu'il ne saurait découvrir ; elle sait utiliser l'invention ; elle est moins rêveuse que pratique ; au moral, elle est plus patiente, plus sensible, plus aimante ; en ce qui touche le familisme, elle sait mieux donner l'éducation et perfectionner intellectuellement et moralement la race humaine. Il y a des hommes-femmes et des femmes-hommes, sortes de caractères qui forment le 1/8 d'exception. On voit donc que Fourier diversifie les sexes en faisant bonne part aux qualités féminines ; qu'il reconnaît, il est vrai, la femme et l'homme également inférieurs et supérieurs l'un à l'autre, c'est-à-dire égaux sous tous rapports ; mais qu'il spécialise leurs fonctions dans la société. Il ne fait pas de la femme, comme les disciples de Saint-Simon, le complément de l'homme, ni du couple une monade humaine ; mais il considère plutôt la femme, au

point de vue industriel, comme un individu différent, sans s'inquiéter des causes de cette différence même. Il la regarde seulement comme un membre du groupe ou de la série industrielle ayant un tempérament et des goûts propres à certains travaux plutôt qu'à d'autres. Son contemporain et compatriote Proudhon émettait une théorie bien contraire à la sienne : « La femme, disait-il, est physiquement, intellectuellement et moralement inférieure à l'homme ; elle est « à l'homme comme 2 est à 3, et l'homme a un avantage « sur elle de $2/3$. La femme, ajoute-t-il, est un diminutif « d'homme, à qui il manque un organe pour devenir autre « chose qu'un éphèbe ; l'infériorité de la femme tient à sa « non-masculinité. Elle n'est qu'un instrument de conservation de l'espèce.... La femme est un individu comme « l'homme, mais elle ne produit pas de germes, elle ne « peut donc produire d'idées et reste confinée au soin des « enfants et du ménage (1). » Fourier et Proudhon ont exagéré l'un et l'autre. Le premier, soucieux de l'industrie, en reconnaissant une variété de nature chez l'homme et la femme, ne voit ni les devoirs, ni la destinée de la femme dans la famille. Proudhon, comme Comte, contradicteur de Mill, fait de la femme une sorte de victime de la sexualité et de la reproduction. La vérité est entre ces deux opinions extrêmes ; la femme a un rôle maternel et aussi un rôle social à remplir.

Pour résumer en quelque mots la thèse fouriériste de l'émancipation de la femme et en faire ressortir l'esprit, il convient de faire remarquer qu'elle repose tout entière : sur un individualisme à outrance du sexe, dont la civili-

(1) *Justice dans la Révolution de l'Église.*

sation étouffe et stérilise les facultés ; sur la participation industrielle de la femme à tous les travaux qui conviennent à sa nature ; sur l'abandon, à moins de vocation spéciale, des travaux du ménage ; sur l'abstraction et la négation de ses sentiments affectifs les plus innés et les plus violents, par exemple des devoirs de la maternité qui est son essence même ; sur la séparation forcée des époux conduits par la diversité de leurs goûts dans les séries les plus éloignées les une des autres ; sur la rupture au profit douteux de la femme devenue civilement indépendante, de tous les liens qui forment l'unité de la famille ; sur la possibilité pour elle de parvenir par toute voie d'élection et d'éligibilité, aux carrières où peut atteindre son rival. Nous allons voir comment Fourier veut appliquer ses principes par une éducation appropriée et une union sexuelle en rapport avec le plan qu'il a conçu.

CHAPITRE IV

L'éducation, d'après Ch. Fourier. Critique de son système qu'il oppose à celui de l'éducation contemporaine. — De l'éducation en commun des filles et des garçons. — L'éducation sociale. — L'amour libre.

Fourier, en matière d'éducation, va s'insurger encore contre la civilisation et le moralisme. Pourrait-il en être autrement ? Si la société est mauvaise, c'est qu'elle subit les effets d'une éducation détestable qui a faussé l'esprit humain. Fourier tourne ici dans un cercle vicieux, car on pourrait aussi prétendre que les vices de l'éducation proviennent des défauts de l'organisation de la société. Analysons rapidement cette partie de la doctrine fouriériste et parlons d'abord de l'éducation morale. Elle est *contradictoire*, car les instituteurs et la famille sont presque toujours opposés dans leur conduite. Elle est *dogmatique* : « les professeurs « recommandent le mépris des richesses et mêlent à beau-
« coup de bêtises qu'ils citent comme exemple (les ver-
« tus de Brutus, l'un assassin de son père, l'autre de son
« fils), quelques préceptes excellents que l'enfant, à travers
« ces bigarrures, ne goûte et n'admet pas. » *Cupidité* : les pères habituent leurs enfants à gagner de l'argent qui est le « nerf de la guerre » (sans donner toutefois en toutes lettres cet odieux précepte) et à savoir façonner la morale

aux convenances de l'intérêt. *Insurgente* : les enfants, filles et garçons, dans leur ligue turbulente contre les pédants et les pères, ont pour règle de faire le contraire de ce qu'on leur ordonne. *Evasive*. « Donnée furtivement par les valets
« et les bonnes qui aident l'enfant à échapper au joug, le
« flagornent, le régalernt en secret de friandises volées,
« pour se faire prôner auprès des parents. » Puis voici l'éducation mondaine : à seize ans, lors de son entrée dans le monde, la société conseille au jeune adolescent de se moquer des dogmes enseignés, de se conformer aux mœurs galantes ; de suivre l'opinion, « de communiquer sa dépravation
« à toutes les fillettes qu'il peut rencontrer. Toutes ces édu-
« cations sont en conflit sans unité de but ni d'action. » (U. U., IV, p. 174).

Puis Fourier, dans sa fureur contre tout ce qui touche à la famille, insiste sur les mauvais procédés d'éducation des pères et mères, à qui il refuse le titre d'éducateurs naturels, se rit de leurs prétentions, et, dans un langage honteux, méconnaît en quelque sorte la sainteté et la légitimité de l'amour filial : D'abord, d'après lui, l'affection est bien différente de parents à enfants (elle est triple) et d'enfants à parents (elle est tierce), et cette inégalité d'affection est naturelle. L'enfant dans son bas âge n'est susceptible que d'amour sympathique et non d'amour filial, car on ne peut alors le supposer capable du sentiment de reconnaissance qui ne vient qu'avec la raison. De sept à quinze ans, il est obsédé de remontrances, qui détruisent plus ou moins chez lui cet amour sympathique. Arrivé à l'âge pubère, il ne voit dans la qualité de père et mère que des motifs intéressés : jouissances génératrices, ambition satisfaite de posséder un héritier, distraction que son enfance a donnée à leurs loi-

sirs. Et toutes ces notions refroidissent encore son affection. A-t-il été engendré à contre-cœur ou par maladresse ? Est-il venu, dernier d'une nombreuse famille, accroître les difficultés de la vie de ménage ? Telles sont les questions tacites qui enlèvent aux deux sexes le respect dû à leurs parents. C'est sur ces dégoûts de l'autorité paternelle et maternelle mal exercée, sur ces prétentions à l'affection filiale appuyée de mérites imaginaires, que viennent se greffer les théories malsaines dont les pères sont les fauteurs : conseils aux garçons de savoir plaire même à ceux qu'ils détestent, de plier bas pour se redresser haut plus tard, de s'habituer à une capitulation continuelle avec le vice, etc... L'éducation des filles ne vaut guère mieux. Le but principal des pères et mères est de les établir quand elles sont nubiles, et d'en faire de bonnes ménagères, n'eussent-elles aucune disposition pour ce trivial métier. Ils ne leur mettent entre les mains que de bons livres, c'est-à-dire des livres absurdes qui ne leur apprennent rien de la vie, les enferment dans des maisons d'enseignement spéciales à leur sexe, étouffent en elles les penchants d'amour « les emmiellent de préjugés », leur font prendre des airs de candeur et de naïveté stupides, et « préparent par ce galimatias philosophique », la fausseté et la dépravation de leurs mœurs, leur asservissement à l'époux qu'elles cherchent à tromper, l'avilissement de toutes leurs facultés sous le règne et la haute influence du pot-au-feu et du balai.

Cette critique de l'éducation morale civilisée est évidemment outrée. D'abord la contradiction que Fourier constate entre les instituteurs et les pères est heureusement fort rare ; car, en dehors de toute autre considération, il serait avant tout insensé et contraire à l'intérêt des uns et des autres

de professer une morale opposée ; de même il est permis aux jeunes gens tout en suivant les conseils paternels d'employer dans la recherche de la fortune des moyens dont ils n'aient pas à rougir ; il leur convient aussi d'éviter les fréquentations mauvaises et de ne point se conformer dès leur entrée dans le monde à la galanterie mondaine. De plus, tout en admettant que l'affection primordiale de l'enfant pour ses parents soit une affection sympathique, ajoutons instinctive (*Incipe parve puer*), il sied d'écarter la croyance de Fourier au mépris des enfants adultes pour leurs parents devenus vieux, et de passer sur cette regrettable supposition que les jeunes gens et jeunes filles osent mentalement discuter les intérêts ou les plaisirs ressentis par leurs auteurs à l'occasion de leur procréation. De pareilles pensées sont trop immondes pour être naturelles. Toutefois, on peut soutenir avec Fourier et aussi pour d'autres motifs, que les parents ne sont pas d'excellents éducateurs de leurs enfants.

Certes l'amour maternel est admirable ; les soins dont nous avons été entourés dans l'enfance ont laissé dans notre âme un ineffaçable souvenir ; certes, par suite d'une vie passée en partie au foyer de la famille, des liens du sang, d'une sorte de communauté de sentiments et d'idées, d'une reconnaissance profonde des services rendus, tout homme éprouve un grand respect pour ses parents et, même à l'âge mûr de la raison, une tendance marquée à leur obéir, à suivre les conseils de leur expérience depuis longtemps éprouvée. Mais ces mouvements affectifs n'existeraient-ils pas plus ou moins à l'égard d'étrangers qui nous auraient élevés et dont les bienfaits (à part la parenté) auraient été pour nous absolument équivalents à ceux d'un père et d'une mère ? On est donc amené à déclarer que la parenté seule

paraît avoir été mise en avant par les philosophes qui ont regardé le père et la mère comme les éducateurs naturels et les meilleurs. Si l'on reconnaît que les parents, qui doivent nourrir l'enfant, sont les premiers éducateurs donnés par la nature dans les jeunes années, où les soins matériels priment les autres, ne peut-on pas remarquer aussi que dans un âge plus avancé, ils peuvent élever l'enfant d'une façon déplorable pour la société, et que l'éducation naturelle n'est pas l'éducation sociale ? Les hommes de la masse du peuple ne possèdent actuellement ni l'autorité, ni l'instruction morale nécessaire à cette fonction d'éducateurs, difficile même pour les pères et mères de la classe instruite et aisée ; de plus la parenté dans ces matières est un obstacle à la réussite. Considérez la grande familiarité des parents, leur assiduité, leur fréquentation continue qui fait apercevoir à l'enfant leurs faiblesses et leurs travers dont il profite, leur patience exagérée ou leur sévérité excessive, la contrariété de leurs efforts, la divergence de leurs opinions, leur manie de tenir parfois en présence de toute leur famille des conversations déplacées, leur impuissance d'en imposer ! Puis, le père et la mère, en bons humains égoïstes, sont très souvent incapables de chercher des modèles en dehors d'eux-mêmes, et, quand ils réussissent à ne pas se heurter au caractère personnel de leur fils ou de leur fille, ils ne forment souvent rien autre chose que leur propre image : ce qui n'est pas toujours excellent. L'instituteur ou institutrice étranger, dans un régime d'éducation en commun ou autre même, s'il est sympathique, parle plus justement au cœur et à la raison ; l'enfant n'est pas familier avec lui ; il a plus de respect pour sa personne, plus de foi en ses paroles, plus de crainte de son courroux, moins d'espé-

rance de pardon ; son enseignement moral porte de plus haut, sa méthode est plus sûre ; son autorité s'use moins vite que celle des parents. Ajoutez que l'opinion des camarades vient encore, dans une vie commune avec ses égaux, mettre un frein aux idées de rébellion de l'enfant, favoriser les leçons de son maître, donner un stimulant à son désir de bien faire, améliorer et favoriser son caractère mieux que ne sauraient le faire les discours paternels. « L'enfant, « dit Fourier, sera suffisamment raillé et réprimandé par « ses pairs..... Ce sera lui qui par le fait corrigera du père le gâtement en redoublant d'efforts et prouvant qu'il « connaît son infériorité. » (U. U., IV, p. 33). Notons toutefois qu'il existe une différence entre les deux sexes et que la mère est l'auxiliaire indispensable de l'institutrice dans la société actuelle, sinon dans le régime sociétaire.

Arrivons aux observations de Fourier sur l'éducation des filles. Nous ne saurions en rien les condamner. Cette éducation était, nous l'avons vu, loin d'être libérale, mais plutôt servile. Quant à l'ignorance de la maternité future qu'on prétend encore aujourd'hui imposer aux filles après l'âge pubère, quant à cette fausseté de caractère et de dissimulation à laquelle on les réduit presque toujours, il faut bien déclarer que ces procédés sont blâmables à moins qu'on ne veuille prendre pour la vertu son fantôme, et pour la vérité son apparence et son masque. Les Henriette, qui voient les choses comme elles sont, nous semblent plus respectables et plus vertueuses que les Philaminte et les Agnès.

Fourier ne traite pas seulement de l'éducation morale, mais de l'éducation intellectuelle et physique, qu'il veut intégrales et connexes (il entend ici par intégrale l'exercice de toutes les facultés, non l'étude de toutes les connaissances).

constate en civilisation le manque d'exercices physiques chez les enfants des deux sexes, qu'on emprisonne dans les écoles, l'inanité de l'instruction qu'on leur donne, la confusion des programmes, l'abus des enseignements théoriques, l'amas des connaissances exigées qui arrêtent le développement de l'esprit, la contrainte disciplinaire subie, l'uniformité de la méthode, qui ne tient aucun compte des différences d'aptitudes. « L'enfant, dit Hippolyte Renaud (1), « aime le grand air, le mouvement, l'action : on l'enferme « immobile pendant de longues heures pour n'agir que « sur son intelligence et par les plus déplorables moyens. « L'enfant déteste la théorie, abhorre la science écrite ; « on le bourre de mots, on lui charge la cervelle de phrases « qu'il ne peut comprendre ; on lui fait traîner son boulet « de grammaires, de dictionnaires, de livres qui lui sont « antipathiques. »

Pauvre enfant, il ne s'agit pas de l'exercice de tes membres, « de ton développement physique ; il ne s'agit pas de « faire de toi un homme sain, robuste, énergique, capable « de grandes choses, comme tout homme complet. Non, « il faut comprimer les élans de ta bonne nature, les res- « sorts de ta vie qui déborde. » (Renaud, *Solidarité*). Il n'y a pas lieu d'insister plus longtemps sur la critique de Fourier, critique qui porte davantage sur l'éducation des jeunes gens, manquée par les philosophes, que sur celle des jeunes filles si peu instruites de son temps ; on a vu l'esprit de sa doctrine : pour lui l'éducation et l'instruction données aux deux sexes sont absurdes et antinaturelles. En général, il désire que toutes les facultés corporelles et intellectuelles

(1) Hippolyte RENAUD : *La Solidarité*.

soient harmonieusement développées, que la liberté des instincts et des sentiments n'ait pas d'entraves, que l'enseignement plutôt pratique et professionnel tienne compte des différents goûts de chacun, afin que dans sa variété l'éducation et l'instruction soient identiques pour les deux sexes qui doivent rivaliser entre eux et jouir de droits égaux.

Mais dira-t-on, si Fourier prétend ainsi imposer un enseignement d'Etat, il y aura alors dans la société fouriériste les mêmes divisions que dans la nôtre ? La liberté de l'enseignement a chez nous bien des défenseurs et des adversaires. Les diverses conceptions auxquelles elle a donné lieu peuvent se réduire à quatre. La première qui date de la Constituante veut la liberté absolue ; l'enseignement n'est pas même donné par l'Etat. Mirabeau repoussait en général toute éducation nationale, toute immixtion du pouvoir exécutif dans l'enseignement obligatoire (*Travail posthume sur l'instruction publique*, édité par Cabanis). A peine admettait-il un simple droit de police, pour éviter les cas de séquestration, d'hygiène et d'immoralité, droit qui devait être exercé d'ailleurs par les magistrats élus du peuple. Talleyrand est du même avis (*Mémoire à la Constituante*, 10 septembre et 11 septembre 1791, dont l'Assemblée ordonna simplement l'impression). « Tous, dit-il, peuvent enseigner, mais aucun corps ne peut avoir un privilège quelconque d'enseignement. » La seconde conception consiste à admettre à côté d'un enseignement d'Etat, un enseignement libre. Tel est déjà l'avis de Condorcet qui (*Progrès de l'esprit humain*, t. III, p. 1883), ne reconnaît pas à l'Etat le droit d'établir un corps de doctrines dont l'enseignement soit exclusif. Le conventionnel Daunou, soutenu par Lakanal (*Rapport sur la loi de brumaire an IV*), fit maintenir la liberté de l'éducation

domestique et celle des établissements particuliers et des méthodes instructives en face des écoles modèles de l'Etat. Grégoire et à un moment Danton lui même, enfin la grande majorité des révolutionnaires, tenaient la mesure pour bonne. L'article 300 de la constitution de 1795 est l'application de ce principe. Voici comment les partisans de ces deux conceptions, qui ne diffèrent guère entre elles d'ailleurs qu'en ce que la première n'admet pas d'enseignement d'Etat, les expliquent et les justifient. La liberté des opinions individuelles doit indiscutablement exister : l'enseignement des idées politiques et religieuses n'appartient donc pas à l'Etat ; la religion doit surtout être enseignée dans la famille et l'Etat ne doit présenter sa politique que comme « un fait brutal et acquis sans en discuter l'opportunité » (Condorcet). Puis la concurrence des établissements privés stimule le zèle des instituteurs publics. La thèse d'un enseignement neutre, en ce qui concerne la politique et l'éducation, paraît impossible. « Si le pouvoir exécutif était le maître absolu de l'enseignement, a dit Chaptal (discours au Consulat), « il est à craindre qu'il ne fasse de ce puissant levier le premier mobile de la servitude et que toute pensée libre ne devienne un crime (1). » Et écoutons de nos jours les partisans de la liberté de l'enseignement. Cette liberté, supprimée sous l'Empire, ressuscitée en 1833 par suite de l'affranchissement de l'enseignement primaire, par Guizot, a été consacrée dans un sens plutôt réactionnaire, par la loi Fal-

(1) Dans le même sens, Taine, cité par Brissaud (*Histoire du droit français*, p. 227) : « Dans notre siècle, dit Taine, l'Etat tient les professeurs par un lien solide : par ses inspecteurs et ses dossiers secrets, par l'appât de la faveur et la crainte de la disgrâce, par les ridicules décorations qu'il prodigue. »

loux 1850, loi actuellement abrogée en réalité par les lois successives ou des décrets de la troisième république : en 1880 l'élément ecclésiastique disparaît des conseils académiques ; les Facultés de l'Etat ont le privilège exclusif de la collation des grades, contrairement à la loi du 12 janvier 1875 ; les décrets du 29 mars 1880 amènent la disparition possible des Jésuites, et enlèvent aux congrégations non reconnues la liberté d'enseigner. En 1881 (10 juin) : loi sur la gratuité de l'enseignement, suppression des équivalences. Loi du 28 mars 1882 : création de l'instruction laïque et obligatoire avec suppression de l'enseignement religieux au programme. Défense de tout contrôle des ministres des différents cultes. Loi du 30 octobre 1886 : Le personnel doit être essentiellement laïque. Toute nomination des congréganistes est supprimée dans les départements où existe une école normale. Néanmoins, la concurrence, réglementée, il est vrai, en quelque façon, est encore considérable et admise par le plus grand nombre. M. Louis Havet, proclamant la nécessité d'un enseignement libre, veut le régénérer par la liberté d'association et la création de sociétés scientifiques, religieuses, rivalisant entre elles (*Revue Bleue*, 23 avril 1899). M. Michel Bréal, qui n'aurait peut-être pas « voté la loi Falloux en 1850, et qui ne songerait pas à la « révoquer après plus d'une demi-siècle d'existence », nous déclare que l'Université, qui bouleverse trop fréquemment ses programmes, doit chercher à mieux faire que ses concurrents dont les chefs ne sont pas soumis à l'élection, et qu'anime au perfectionnement des méthodes, l'intérêt personnel (*Revue Bleue*, 23 avril 1899). M. Faguet (*Le Libéralisme*, chap. de la Liberté de l'enseignement) écrit : « Qui « ne voit, comme diraient les bonnes gens, et en effet la

« parole est au gros bon sens, qu'un enseignement est toujours un enseignement et que, de quelque biais qu'il se présente, et de quelque nom spécieux qu'il se couvre, il est toujours une influence directe d'un esprit sur d'autres esprits, une atteinte à la liberté, une tyrannie absolue. » La liberté de l'enseignement suivant lui s'impose donc.

Les deux autres conceptions sont en contradiction avec les deux premières. La doctrine absolutiste veut que l'enseignement soit exclusivement réservé à l'Etat. Lesuns, Robespierre, Saint-Just, Lepelletier Saint-Fargeau, appartiennent à ce groupe. Lepelletier avait à sa mort laissé un plan d'éducation qui, inspiré des idées de Saint-Just, fut présenté le 13 juillet 1793 par Robespierre à la Convention, lors de la discussion ouverte sur l'initiative de Barrère. Voté le 13 août, malgré l'opposition de Grégoire et de Danton, partisans en cette circonstance de la liberté, le décret fut rapporté avant l'exécution (20 octobre). « Décrétons, disait Lepelletier, que tous les enfants, filles et garçons, soient élevés en commun aux frais de l'Etat dès l'âge de cinq ans et qu'ils recoivent pendant cinq ou six années la même éducation. » (Voir Compayré, *ouv. cit.*, p. 300, t. II). Napoléon établit le monopole universitaire de l'Etat (1808), et Louis XVIII, en vertu du même monopole, livra l'Université au clergé en faisant Mgr de Fraissinous chef de l'Université. Sans entrer dans de plus amples détails historiques, ni exposer les divers plans qui ont pu être projetés en ce sens, disons seulement que les partisans de l'absolutisme considèrent l'Etat comme possédant antérieurement, et de préférence à la famille, un droit d'éducation sur l'individu. Barrère disait que les enfants « appartiennent à la famille générale, à la République, avant d'appartenir aux familles particulières » (Compayré,

t. II, p. 306). Danton (*Moniteur*, 14 déc. 1793), Saint-Just (*Institutions républicaines*) tiennent le même langage. Résumons les idées émises par les hommes politiques d'aujourd'hui, partisans de l'enseignement unique de l'Etat. L'enseignement libre ou congréganiste est en antagonisme avec l'enseignement national ; or, l'enseignement national est seul acceptable pour qu'il n'y ait pas dualité d'enseignement, ni division des esprits, ni lutte intestine dans l'Etat ! Mais c'est la négation des droits du père de famille ! Existenta-ils réellement, ces droits ? La famille doit-elle avoir le pas sur la société, la liberté individuelle, sur l'accord général ? « Bien que respectueux de la liberté, dit M. de Parodi « (*Revue Bleue*, 20 mai 1899, p. 626), je crois qu'il est des « cas où la loi peut se prétendre autorisée à limiter le ca- « price individuel, lorsqu'il s'agit d'actes qui tendent par « leurs conséquences plus ou moins lointaines à modifier « la situation d'individus autres que leur auteur. D'autre « part..... l'enfant est un être moral et libre qui a une « autonomie que l'Etat doit prévoir et garantir à l'avenir. » M. de Parodi cependant ne pourrait être rangé parmi les absolutistes (1). Il veut l'unité morale de la patrie, mais il n'est pas absolument ennemi des institutions libres (p. 625, 2^e colonne) ; il est partisan de la quatrième conception qui consiste en l'organisation forte d'un enseignement national ayant à ses côtés des établissements libres réglementés ou

(1) M. ESMEIN, moins catégorique (*Éléments de droit constitutionnel*, p. 253), déclare que « le droit de l'enseignement est un droit essentiel pour le libre développement de l'activité et de l'intelligence, mais que le caractère mixte que présente son exercice partant de la manifestation d'une faculté individuelle et aboutissant à une formation collective et organique, fera nécessairement que sa réglementation par la loi sera d'une nature particulière ».

dont les élèves ne seraient admis plus tard aux fonctions de l'Etat que s'ils avaient fait leurs dernières années d'études dans les lycées. De même avec quelques variantes M. Gustave Belot (*Revue Bleue*, 13 mai 1899). Il nous semble inutile de discuter cette demi-tolérance d'un enseignement rival : ce serait énumérer à nouveau les griefs que les partisans de la liberté de l'enseignement accumulent contre le monopole universitaire de l'Etat.

Ces discussions disparaissent dans le système de Fourier ; les rivalités politiques meurent à la porte du phalanstère ; le gouvernement d'une majorité n'y peut écraser une minorité représentée pour la forme ; les hauts chefs sont des gouvernants de parade (Gide, *Œuvres choisies de Fourier*, introd., p. XXII), à titres décoratifs ; la société marchant par attraction, les athées ou les dévots, les libres penseurs et les sceptiques ne connaissent pas de division. Une harmonieuse anarchie soustrait ce monde industriel à l'action déprimante des partis, et s'il se formait une faction cherchant à dominer au détriment des co-sociétaires, ce serait une révolution qui anéantirait l'association tout entière ; l'unité du corps social serait rompue ; ce ne serait plus la société de Fourier !

L'enfant toutefois appartient à la collectivité, et l'Etat a sur lui des droits imprescriptibles. La famille, « simple réunion de reproduction sociale » (Considérant, *Exposition abrégée du système phalanstérien*, p. 97), n'est pas appelée à donner son avis en matière d'éducation ; ses sentiments en *gamme mineure* ne peuvent s'opposer aux sentiments de solidarité en *gamme majeure* qui unissent tous les hommes entre eux. Puisque le père est pour Fourier (voir supra) un mauvais éducateur, comment pourrait-il s'arroger le

droit de faire instruire ses fils à son gré ? L'enfant est autonome, et doit suivre ses passions naturellement bonnes.

Par suite de ces considérations, l'enseignement d'Etat du phalanstère diffère de nos conceptions actuelles. Il est à la fois unitaire et libre. Les professeurs sont élus dans chaque série, dans chaque groupe, et les femmes participent à l'élection et sont éligibles. Il n'est donc point permis à tous de professer, mais, les groupes étant nombreux et divers, l'élection est basée sur les opinions particulières de chacun des groupes ; une majorité d'ensemble n'impose point ses vues à une minorité d'ensemble ; chaque groupe a son autonomie propre. En outre, nous le verrons, il n'y a pas de programme d'Etat. Si Fourier donne une méthode générale d'instruction, il ne fixe pas de matières spéciales, il expose simplement l'art d'enseigner dans ses rapports avec l'attraction naissante (analyse directe, inverse, synthèse, mnémotechnie, analogie, mutualisme, U. U. section IV), et laisse le professeur élu absolument responsable de sa doctrine acceptée d'avance. « L'élection étant demandée passionnément, « chaque aspirant sait bien s'informer quel est le personnel le plus capable de l'instruire, quel est le canton « où il doit aller entendre un grand maître » (P. 347, *Exposition du système social de Ch. Fourier, par J. Chevalier*). Enfin, ces professeurs, qui forment le corps sybillin, sont bien payés, et ne sont pas misérables « comme ceux de la civilisation qui ne peuvent matériellement frayer qu'avec des « vendeurs d'allumettes et sont obligés de façonner leur « génie à une politique quelconque. Ainsi l'instituteur, obligé « d'être en civilisation, sous peine de n'arriver à rien, le « plus rampant et le plus misérable des hommes, prend « place en harmonie parmi les dignitaires les plus indépendants » (U. U., sect. 4, p. 174).

L'enseignement fouriériste libre en somme et nullement instrument de pouvoir, respecte donc chez l'enfant l'individualité tout en développant en lui la solidarité corporative, principe du bonheur de tous accepté par tous.

Exposons maintenant, avant de les discuter dans leurs grandes lignes, les systèmes d'éducation et d'enseignement du phalanstère.

Pour supprimer la lutte des classes entre elles, pour créer l'unité du langage et la politesse générale des mœurs d'où naît l'harmonie, tous, pauvres et riches, garçons et filles, reçoivent au phalanstère une éducation identique et collective. « Cette éducation tend à faire éclore dès le plus bas âge
« les vocations d'instincts pour appliquer finalement chaque
« individu des deux sexes aux fonctions auxquelles la nature
« le destine, et dont il est détourné par la méthode civilisée
« qui, d'ordinaire et sauf de rares exceptions, emploie cha-
« cun à contre-sens de sa vocation... et fait de vous, comme
« de Métastase un portier au lieu d'un poète » (U. U. IV, p. 3).

L'éducation comprend quatre phases : antérieure, citérieure, ultérieure et postérieure. Dans les deux premières phases, l'éducation du matériel doit l'emporter sur celle du spirituel qui n'est pas toutefois négligée ; dans l'ultérieure et la postérieure l'éducation du spirituel obtient la préférence. La nature l'exige ainsi : « Si l'on veut observer les penchants
« généreux chez les enfants de quatre ans et demi à neuf
« ans, on les verra très portés à tous les exercices matériels
« et fort peu aux études ; il faut donc selon le vœu de la
« nature ou attraction, que la culture du matériel prédomine
« à cet âge » (U. U., IV, p. 73-74.)

La phase antérieure comprend le chœur des bambins et des bambines jusqu'à quatre ans et demi, divisés eux-mêmes en nourrissons ou allaités, poupons ou sevrés, etc. Ces enfants, garçons ou filles, sont gardés dans de vastes salles chauffées, appelées seristères ; leurs berceaux sont balancés simultanément et en cadence par un mécanisme à la Fourier ; ils sont vêtus de chemisettes légères pour avoir la liberté des membres ; ils sont visités par des médecins et soignés par des bonnines qui ont cette vocation. La mère apparaît à une heure fixe pour l'allaitement et peut être même remplacée par des nourrices supplémentaires qui ont un tempérament similaire au sien. Fourier combat ici la doctrine de Rousseau, qui amena les femmes de la haute société à allaiter elles-mêmes leurs enfants. « Ces mères riches et
« titrées, quand elles sont nourrices, gâtent leurs bébés dont
« elles s'occupent sans cesse ; les enfants n'ont besoin d'être
« allaités qu'à intervalles réglés : telle est la coutume des
« femmes de la campagne et des ouvrières des cités, dit Fou-
« rier, et leurs enfants ne s'en portent pas plus mal. » Dès l'âge le plus tendre, quand la force permet aux enfants divisés en diabolins, pacifiques, lutins, de comprendre et de vouloir, on les promène à travers les ateliers pour connaître leur vocation, on les mêle aux groupes des chérubins et chérubines (phase citérieure), dont ils vont se mettre à rêver la gloire, comme Thémistocle celle de Miltiade. Ils ambitionneront bientôt les beaux panaches, les belles récompenses données au son des cloches. Le faste et le clinquant ne sont-ils pas tout pour l'homme, un paysan ne s'enrôle-t-il pas pour l'attrait de l'uniforme, un fonctionnaire n'use-t-il pas sa vie pour un ruban ? L'enfant s'engagera donc dans les séries industrielles qui lui conviennent. Des examens successifs

(disons-le une fois pour toutes), et portant sur les matières enseignées et sur les métiers exercés, conduisent d'une classe d'éducation dans une autre, et ce passage suscite une grande émulation, car les examens non réussis font descendre les évincés dans un groupe de demi-caractère ou de caractère inférieur.

L'éducation citérieure va de quatre ans et demi à neuf ans (chérubins, chérubines, séraphins, séraphines). La distribution par rivalité s'y trouve bi-composée par suite de la rivalité des sexes ; l'éducation matérielle prévaut encore, on ne cherche pas à faire des savantins et des savantines ; la précocité mécanique est surtout en honneur (V. U. U., tome IV, notice 11, page 170).

Ce n'est guère qu'à six ans qu'on apprendra l'écriture aux enfants des deux sexes ; en revanche, ils sont instruits par l'image, exercés à la gymnastique, à la chorégraphie, à l'opéra qui forme le corps et l'âme. Remarquons en passant que l'opéra de Fourier comprend la musique, la poésie, la danse, la marche mesurée, la peinture, le mécanisme, l'étude de la prononciation parfaite, de la diction ; Fourier ne suppose pas, comme certains l'ont cru, que la représentation et l'audition de l'opéra suffiraient à elles seules à perfectionner l'être humain, mais il a pensé amener les enfants à faire de l'opéra en action, c'est-à-dire à s'adonner à toutes les sciences et à exécuter tous les actes dont il se compose. Les exercices d'opéra n'empêchent point d'ailleurs les séraphins et les séraphines de s'occuper des troupeaux d'oies et de moutons, de vivre unitairement avec les animaux, de vaquer à la culture des fleurs pour lesquelles les filles ont tant de goût, de connaître la nature des plantes et des terrains que ne connaissent guère nos agriculteurs d'aujourd'hui. Et la cuisine !

Les séraphins et séraphines ne l'oublient pas. On s'est moqué de ce que Ch. Fourier en ait fait la panacée de l'ignorance. Il y a vu comme dans un rêve, l'homme s'instruisant par le goût des mets, en culture, fruiterie, conserve, médecine hygiénique, économie sanitaire. Il a peut-être eu raison, car l'art de la cuisine bien compris et compris comme l'entend Fourier (tout est dans tout), n'est peut-être pas un ressort si négligeable. Que de situations industrielles et commerciales prévalent par cet art. De même qu'il faut connaître les terrains pour y faire pousser les végétaux auxquels ils sont propres, de même il faut savoir le goût des légumes et leurs propriétés variées dues à la nature même du sol, pour les semer et les planter aux endroits propices. « C'est donc aux « jardins, cuisines, et à l'opéra que commencent les deux « premières phases de l'éducation de l'enfant. Il ne passera « à l'école en troisième phase que pour y étendre les notions « dont il a déjà pris une teinte confuse en exercice industriel » (V. U. U., IV.).

Fourier, dans cette première partie de son plan d'éducation, ne saurait être blâmé. La liberté des mouvements que les bonnines laissent aux petits enfants, l'allaitement à heure à peu près fixe, favorable à la santé de l'estomac, à la régularité des fonctions digestives et, par contre-coup, à l'égalité de caractère, sont recommandables au premier chef ; la méthode fouriériste de fortifier le corps avant l'esprit, de provoquer les vocations, de susciter l'émulation par l'appât d'éclatantes récompenses, de faire exercer un métier avant d'en expliquer la théorie, de soumettre l'intelligence à l'étude vivante de la nature avant d'en raisonner ; de montrer à l'enfant des choses plutôt que de lui faire entendre des mots, de ne lui enseigner sans surmenage que les sciences ou les

arts pour lesquels il a des dispositions natives, est tenue aujourd'hui comme excellente par de bons esprits, sans qu'elle soit encore appliquée. Sous prétexte qu'un jeune homme doit à vingt ans faire un soldat ou se présenter aux grandes écoles industrielles, artistiques, etc., le petit garçon et même la petite fille, celle-ci quand ses parents ont l'ambition de la voir parvenir à quelque carrière ouverte aux femmes, apprennent à lire et à écrire à quatre ans, et, quelquefois sans connaître un mot de la grammaire française, étudient à dix ans le latin ou les langues vivantes, les raisonnements de l'arithmétique, difficiles pour les hommes mûrs; surchargent leur mémoire de connaissances techniques, d'histoire naturelle, de géologie, sont souvent fatigués, tout petits, sans avoir observé les faits, par les noms baroques et les termes bizarres des savants. Puis l'enseignement ne tient aucun compte des différences de caractères, de vocations, d'aptitudes qui existent entre les enfants; le moule où l'élève devra passer sculptera son âme comme le sculpteur égyptien, le tronc et le bas du corps de son modèle; l'instituteur ou l'institutrice professe une doctrine semblable à celle de l'instituteur voisin; il fait corps avec un rouage administratif qui engrène sa pensée et la fait tourner invariablement dans le même rayon; les enfants suivent un régime unique, uniforme, comme si les membres de l'humanité, ondoyants et divers pourtant, étaient des pièces de monnaie du même poids, du même titre, du même métal, prêtes à recevoir la même empreinte, la même effigie, à circuler entre les mêmes mains, à servir au même usage, comme s'il n'y avait pas autant d'individualités que de noms de métiers! Le grand mot que les hommes graves prononcent pour défendre ce système d'enseignement, est qu'avant de penser par soi-

même, il faut apprendre à savoir penser ; que certaines notions ont été reconnues par l'expérience comme éternellement vraies, qu'il est nécessaire à l'enfant d'avoir des connaissances générales avant de se spécialiser (et toutes ces observations sont justes), mais l'inadmissible, c'est que parfois ils imposent officiellement leurs idées à l'enfant et même aux jeunes gens sur un sujet quelconque, alors que sans être en contradiction avec les principes d'une bonne méthode, ceux-ci, réfléchissant par eux-mêmes, formulent des faits ou des sentiments en rapport avec le bon sens et la raison ; c'est que par amour de l'uniformité, toute idée un peu neuve et en dehors de la classique routine, devient suspecte et prend aux yeux du maître, comme en mathématiques, l'importance d'une inconnue. Est-ce rationnel ? Le système d'enseignement de Fourier rejette ces abus dans la première et dans la seconde phase, et aussi bien, nous le verrons, dans les deux dernières. Fourier a compris qu'à tout âge on devait moins subordonner l'esprit de l'enfant que le laisser libre, le diriger, non l'asservir ; que c'était un crime de tuer son initiative et de broyer, comme un même froment, toute l'originalité individuelle des hommes pour la réduire en banalité.

L'éducation fouriériste n'a pas seulement l'heureux effet de développer, suivant les dispositions et les qualités natives, le corps et l'esprit de l'enfant, et de le préparer suivant ses goûts à toutes les carrières depuis la plus humble jusqu'à celle du savant ; elle me semble surtout une excellente éducation sociale. Travailler tout enfant, quelle que soit leur fortune, aux œuvres les plus diverses, s'exercer à tous les métiers qui plaisent, prendre connaissance de tous ceux qui se pratiquent, rivaliser d'ardeur avec les ouvriers et ouvrières plus expérimentés, leur demander conseil, tâcher de

les égaier dans leur art, n'est-ce point pour les jeunes gens et les jeunes filles la meilleure école de solidarité ? Dès l'âge le plus tendre, les enfants des deux sexes s'aperçoivent « que
« l'homme ne prend pas un aliment, ne manie pas un outil,
« n'ouvre pas un livre, n'exprime pas une pensée sans met-
« tre à contribution le fonds social, le travail accumulé par
« les autres » (Léon Bourgeois, 26-30 septembre 1900, *Congrès de l'Education sociale*, p. 88). Le travail en commun du phalanstère, la production créée par la coopération d'efforts savamment combinés, coopération à laquelle il participe, la subordination les uns aux autres des métiers qui sont tous clients-fournisseurs, la division infinie des tâches, font comprendre à l'enfant que l'homme ne peut se passer de l'homme et qu'il y a entre nous tous un perpétuel échange de services. L'association des membres du phalanstère stimule la mâle énergie des garçons et détruit l'égoïsme des filles, égoïsme qu'elles apportent au foyer familial, quand elles sont devenues mères, et qu'elles transmettent à leurs descendants ! M. Paul Beurdeley, dans un discours applaudi, (*Congrès international de l'éducation sociale*, 1900, p. 345), disait que la première étape dans la solidarité serait celle qui serait affirmée par l'éducation, qu'il fallait d'abord réformer les esprits et les mœurs, et faire comprendre la dette de chacun envers tous et de tous envers chacun ; c'est là que tend l'éducation du phalanstère. Loin de nous ces systèmes d'éducation bourgeoise tant prônés jusqu'ici, où l'enfant a toujours été considéré isolément d'individu à individu, où l'on prétend frapper son esprit par des abstractions oiseuses et des tirades professorales : l'éducation que réclame Ch. Fourier est une éducation pratique où l'enfant vit et travaille au milieu du travail humain, produit presque ce

qu'il consomme, est solidaire et fraternise avec tous les travailleurs. « L'éducation sociale, dit M. Buisson (et Fourier « l'avait compris), doit commencer dès la première enfance « et doit continuer la vie entière. »

Dans les deux phases suivantes, ultérieure et postérieure, de neuf à quinze ans et demi (lycéens et lycéennes, gymnasiens et gymnasiennes, jouvenceaux et jouvencelles), les éducateurs forment le jugement et la mémoire ; ils arrivent à perfectionner chez l'enfant ces deux facultés : 1° par la quantité des fonctions diverses exercées ; 2° par l'étude continuée de la connexion de ces travaux avec l'emploi des produits. L'enfant pourvu de ces deux facultés spirituelles, mémoire exercée et jugement méthodique, et de deux facultés matérielles, vigueur précoce et dextérité intégrale, aura satisfait au précepte d'Horace : *Mens sana in corpore sano*. Restera à le façonner davantage aux vertus sociales : héroïsme, honneur, amitié, dévouement à la collectivité, à Dieu.

Les enfants dans la phase ultérieure sont divisés de neuf à quinze ans et demi en petites hordes et en petites bandes. Les petites hordes sont occupées aux travaux répugnants et contiennent deux tiers de garçons et un tiers de filles. Tous les membres sont attirés à ces travaux par charité sociale et honneurs corporatifs. Les petites hordes préviennent ainsi l'avilissement des classes inférieures, maintiennent l'amitié entre le riche et le pauvre et entre tous les groupes. Les garçons s'occupent de la réparation des grandes routes, des étables, du pansement des animaux ; les filles de triperie, boucherie, de l'office des cuisines, de la buanderie. Les fonctions des petites hordes sont peu payées, il faut malgré une vocation marquée pour la saleté, verser en entrant dans la corporation 1/8 de sa fortune : pour attirer l'enfance, les membres des petites hordes portent un costume magnifique.

Les petites bandes forment contraste avec les petites hordes ; elles sont composées d'enfants de tempéraments moins grossiers. Aussi n'y entre-t-il qu'un tiers de garçons et encore des garçons efféminés ou des garçons d'étude comme Pascal ; il y a, en revanche, deux tiers de filles. Chacun des membres verse dans la caisse outre le $\frac{1}{8}$ de son avoir, son pécule particulier antérieurement gagné (car on gagne dans la basse enfance). Les travaux sont moins vulgaires : apiculture, sériciculture, élevage des pigeons voyageurs. Les filles président au règne du bon goût : censure du mauvais langage, de la prononciation vicieuse pour lesquelles elles s'érigent en tribunal, travaux d'élégance, d'agrément, de littérature et de grammaire (Passim. U. U. IV).

Ainsi de neuf à quinze ans et demi, âge difficile, Fourier a pu grouper les goûts, les tempéraments et les tendances de l'enfant. Reste à savoir s'il n'y aurait pas encore place à dix ou vingt groupements entre les petites hordes et les petites bandes, entre le goût du travail immonde et celui des belles-lettres et des arts féminins. Dans cette phase, Fourier ne mérite guère de considération, même par son essai de psychologie des sexes.

Par contre, un des côtés remarquables du système fouriériste est l'éducation et l'instruction des deux sexes en commun, leur vie côte à côte dans l'adolescence même. Ce régime s'impose presque dans l'organisation sociale de Fourier, puisque l'homme et la femme y occupent des situations identiques. L'idée d'ailleurs n'en était pas nouvelle. Si Mirabeau et Talleyrand pendant la Révolution avaient reconnu la diversité dans les caractères des deux sexes et, par conséquent, la nécessité d'une méthode spéciale d'enseignement pour chacun d'eux, Condorcet, féministe ardent, réclamait l'égalité et

la communauté de l'éducation et de l'instruction : égalité, pour que la femme soit la digne compagne de l'époux dont elle entretiendra les connaissances par des conversations et des lectures, pour qu'elle puisse instruire convenablement ses enfants et former leur intelligence en même temps que leur cœur ; communauté, parce que dans la vie la réunion des sexes est inévitable et qu'en les rapprochant dès l'enfance, on évite, au début de l'âge adulte, les surexcitations des sens développées par l'imagination, parce que travaillant ensemble, vivant ensemble, la jeune fille et le jeune homme sont remplis d'émulation, voient l'un d'eux réussir où l'autre échoue, s'étudient, se connaissent et s'inspirent l'un à l'autre un mutuel respect (Lire Compayré, *Histoire des doctrines de l'éducation en France*, tome II, pages 378 et suivantes). Cette théorie est appliquée dans certains pays, et chez nous de temps immémorial, pour l'enseignement primaire des campagnes. M^{me} Bentzon (*Les Américaines chez elles*), M. de Varigny (*La femme aux Etats-Unis*), en font l'éloge ; M^{me} Kergomard et M. Buisson en sont partisans. M. Paul Delon déclare « que les rapports journaliers adoucissent les « contrastes entre les sexes, et que les filles deviennent « moins perdues à des chiffons ». M. Léopold Lacour, auteur de *l'Humanisme intégral*, écrit : « Le séparatisme de l'enseignement, c'est l'image même d'une société où les deux « sexes sont traités inégalement ; c'est l'humanité coupée en « deux dès l'enfance, c'est la guerre des sexes perpétuée ». Cette coinstruction donc si réclamée des féministes (car il faut laisser de côté la coéducation qui suppose l'internat et ne peut guère être sérieusement pratiquée) a réussi partiellement en Amérique, car le climat et le caractère de la race s'y prêtent, mais il a été remarqué que les mariages consé-

cutifs aux amours d'école ont donné lieu à bien des divorces, et, d'autre part, si M. Buisson admire la réserve des Américaines et leur modestie que nécessite le maintien de leur prestige aux yeux des jeunes gens, M. Paul Bourget (*Outre-mer*) leur trouve « une dépravation chaste ». Nous sommes prêts à reconnaître dans la coinstruction les avantages d'une moitié de coéducation qui rendrait les femmes plus sérieuses peut-être, moins frivoles et moins coûteusement coquettes, mais nous ne croyons pas que l'enseignement mixte si logique dans le système de Fourier où la femme est l'égale de l'homme, où l'amour est libre, puisse donner en France dans la société actuelle des résultats satisfaisants. Comme dit M. Marion (*Psychologie de la femme*), l'intelligence du garçon progresse de façon lente et continue ; la fille, plus précoce dès le jeune âge, atteint rapidement vers dix-huit ans un développement intellectuel qui reste stationnaire. On peut en conclure qu'il n'y aurait guère d'inconvénients à coinstruire les enfants des deux sexes dans les jeunes années, la précocité de la petite fille ne pouvant qu'aiguiser et stimuler l'esprit du garçon. Dans la période intermédiaire, au contraire, la fille subit une crise de nubilité beaucoup plus grave que celle de la puberté chez le jeune homme ; elle ne peut être surmenée, ce qui exige un ralentissement dans le travail qu'elle peut fournir. Donner un même enseignement aux deux sexes à pareil âge, sans tenir compte même de leur diversité, serait certainement leur nuire à tous les deux, et moralement parlant, il vaut mieux séparer les jeunes filles et les jeunes gens à une époque où le cœur s'éveille, où l'instinct sexuel a tendance à primer la volonté. C'est dire que l'enseignement secondaire ne peut être mixte. Plus tard, quand les périodes ingrates de l'adolescence sont passées, rien n'empêche, sans

aucun danger pour la morale, que la jeune fille de dix-huit ans, devenue plus calme et plus maîtresse d'elle-même, plus soucieuse de l'avenir, vienne s'asseoir dans les Facultés, sur les mêmes bancs que les étudiants, pour parfaire son instruction ou se préparer aux carrières libérales.

L'éducation postérieure, celle des jouvenceaux et jouvencelles, est plus curieuse. De quinze à seize ans, voici l'amour, dit Fourier, et l'amour est une attraction. Comme il est comprimé en civilisation, il désorganise la société et engendre l'hypocrisie ou la rébellion secrète aux lois. L'amour avait autrefois, du temps des patriarches et de Salomon, beaucoup plus de latitude. Sous aucun prétexte aujourd'hui l'homme ne peut s'écarter de la monogamie exclusive. Aussi l'on peut compter qu'il y a $7/8$ d'amours illicites, $1/8$ d'amours conjugales et dans ce $1/8$, $99/100$ des membres sont infidèles. Les lois oppressives des sentiments et des sens n'aboutissent donc qu'à déconsidérer la législation et à provoquer l'hypocrisie collective des infracteurs, protégés par l'opinion qui les prône, en raison du nombre de leurs fornications et de leurs adultères connus ou affichés (U. U. IV, passim., p. 272). « Les barbares sont plus conséquents avec eux-mêmes. S'ils imposent la fidélité aux femmes, ils posent du moins en principe pour eux la licence de la polygamie. Ainsi le vice, simple en barbarie, est devenu double en civilisation. » (U. U., ibidem). Comment y remédier ? Par des mœurs nouvelles, et surtout par une éducation telle qu'elle laisse à l'amour sa liberté voulue par Dieu. Cette liberté devra tourner à l'affranchissement du sexe, et produire une émulation industrielle dont les résultats se traduiront par une augmentation de richesses et de bonheur. Fourier pense atteindre ce but en amenant l'amour libre à une pleine coïncidence avec

les deux autorités administrative et paternelle en ce qui concerne l'intérêt et les mœurs. Il ne veut donc en rien heurter les préjugés contemporains, il veut même qu'on fasse l'essai de la première phalange sans y permettre ces nouvelles mœurs : « Quand l'admission de ces libertés pourra venir sous les rapports de la fortune et autres, on ne les introduira que par degrés et non pas subitement. Chacune de ces libertés ne sera admise qu'autant qu'elle aura été votée sur tout le globe par les pères et les maris, alors on pourra la croire utile. » (1831, Piège et Charl. des 2^s sectes St-Sim. et Ow., p. 53, Q. M., 155). Enfin, par comble de prudence, Fourier suppose que son système d'éducation de quinze ans et demi à dix-neuf ans se passe dans les planètes Jupiter et Herschel.

Jusqu'à quinze ans et demi les caractères d'enfants ont été classés en petites hordes et en petites bandes et « rien n'a pu dans la phalange éveiller chez eux des idées dangereuses parce qu'elles seraient prématurées » (H. Renaud, ch. VI, *Solidarité*, p. 188). A partir de quinze ans et demi, il y aura deux divisions : celle du vestalat et du damoisellat qui composent le corps du jovencellat. Au sortir des séries des petites hordes et des petites bandes (gymnasiat), l'enfant, d'après ses goûts et ses instincts sexuels, se fixe au vestalat ou passe au damoisellat. Le vestalat est composé de jeunes gens et de jeunes filles qui se vouent jusqu'à dix-neuf ou vingt ans à la virginité ; le damoisellat de ceux et de celles qui, plus précoces, veulent s'adonner à l'amour à seize, dix-sept, dix-huit ans. Les jeunes gens doivent d'abord entrer au vestalat et, s'ils ne peuvent vivre dans la continence, il leur est loisible de passer au damoisellat sans que cette transition soit déshonorante, puisqu'elle ne peut gêner que l'hypocri-

sie. Le nombre des membres du vestalat est de 2/6 de filles et de 1/6 de garçons, celui des membres du damoisellat de 2/6 de garçons et de 1/6 de filles, car les femmes, par constitution et par nature « soutiennent plus facilement le rôle de virginité ».

Les vestales et vestels sont vierges sans être obligés de l'être, ce qui dénote une virginité plus sûre ; les séances bisexuelles de tête à tête sont défendues ; deux quartiers séparés leur sont réservés ; les pères et mères ne sont pas admis à la surveillance, car ils sont trop aveugles sur les manœuvres de qui sait les flatter. Les vestales et les vestels peuvent avoir des poursuivants ou des poursuivantes titrés, des fiancés ou fiancées de haut rang, mais tous et toutes sont minutieusement surveillés et, faute de loyauté, ils sont déshérités par les vieillards. Quelles sont maintenant les fonctions des membres du vestalat ? Ils ont pour mission de donner à l'amour et à l'esprit de famille une direction favorable. « Ils sont la garantie d'honneur en relations amoureuses et en paternité, si douteuse chez les civilisés : *is pater est quem nuptiæ demonstrant* » (U. U., passim IV, lib. II, sect. IV). Fourier constate ici qu'en civilisation (le tableau est outré) sur 27.000 pères de famille parisiens, 9.000 enfants sont frustrés des avantages de la parenté, 9.000 mères, de l'appui du père ; 9.000 pères sont frustrés de la réalité de la progéniture, et chargés de l'entretien des enfants d'autrui après en avoir donné à autrui un pareil nombre. Les vestales et vestels évitent de pareilles misères en harmonie par la surveillance dont ils sont chargés ; ils régissent en outre la branche des travaux publics et du rassemblement des travaux industriels. Le corps vestalique tient pour ces raisons le plus haut rang de toutes les séries ; il est l'objet

de l'idolâtrie générale « car rien ne commande mieux l'estime qu'une virginité non douteuse, une décence réelle et sans fard » ; il a rang de corporation divine, d'ombre de Dieu : « Les vestales ou vestels font aux jours de gala les honneurs de la phalange et vont à la rencontre des monarques ou reines qui font leur entrée à douze chevaux blancs, et présentent l'oriflamme aux armées industrielles. Ils et elles inspirent en un mot l'amitié aux enfants, l'amour aux adolescents, la gratitude aux vieillards. Les rois choisissent parmi eux des reines, et les reines des rois. » (U. U., IV, section II).

« En harmonie, pendant le temps donné au vestalat, la jeune fille, le jeune homme, font un choix. Ce choix n'est déterminé par aucune considération de fortune ni de rang, et les parents n'ont pas à s'en inquiéter, car il ne peut compromettre en rien l'avenir de leur enfant. Pour choisir, chacun consulte son penchant, et ceci est conforme à la volonté de Dieu, de Dieu qui n'a pas mis dans nos cœurs cet énergique penchant qui pousse les sexes l'un vers l'autre, pour que, comme c'est la règle en civilisation, la femme se trouve avec indifférence, froideur ou même dégoût entre les bras de l'époux qu'on lui a donné.... Leur choix fait, le jeune homme, la jeune fille (Fourier les appelle troubadours) le déclarent, le font régulariser ; puis ils passent du vestalat dans une autre corporation, etc... » (Renaud, *Solidarité*, p. 190).

Les membres du vestalat vont au beau par la route du bon ; ceux du damoisellat vont au bon par la route du beau. Le damoisellat est composé de garçons et de filles qui, après six mois, renoncent au vestalat parce qu'il n'est pas en rapport avec leurs goûts. « Parmi les hommes, dit Renaud, les

« uns sont organisés pour la constance en amour, les
« autres sont portés au changement. Le premier de ces
« caractères convenant à la civilisation, se plaît à sa forme,
« elle l'a accepté et sanctifié, puis elle a frappé de réprobation le caractère opposé. Cette condamnation d'un fait
« naturel n'a rien changé aux tendances de l'homme ; l'in-
« constance est restée dans les cœurs... Pourquoi Fourier
« n'aurait-il pas accepté l'inconstance comme tout autre
« penchant de l'homme ? » (R. opusc. cit., p. 191.)

Au damoisellat donc, les jeunes gens et les jeunes filles peuvent se livrer librement à l'amour ; et il ne faut pas que les bourgeois lèvent les mains en l'air en lisant cette phrase scandaleuse (nous résumons ici Charles Fourier) ; ils savent
« bien que les 9/10 des paysannes satisfont leurs passions
« sexuelles sans les consulter, ou souvent en les prenant pour
« complices, et que les filles pauvres des villes que leurs
« lois condamnent parfois à la prostitution légale ont eu
« à seize ans, comme les femmes mariées du temps de l'au-
« tère Sénèque, plus d'amants qu'elles n'ont d'années. »
(Lire Fourier, U. U., IV, passim). Oui, les vices de la civilisation, le paupérisme, les chômages, la misère entraînent rapidement la chute des femmes, et ce qu'on peut observer au grand dommage de la morale des philosophes et des politiques (toutes gens qui n'en ont guère, d'après Fourier), c'est la grande précocité de l'amour chez les civilisés.

N'allez donc pas croire que l'humanité sera changée par la liberté accordée aux damoiseaux et damoiselles ! Les amours que les jeunes gens en civilisation font en cachette dans les boudoirs, les maisons meublées, seront publiques, admises avec franchise, morales par conséquent, puisqu'elles seront bientôt entrées dans les mœurs reconnues bonnes ;

elles seront de plus honnêtes parce que fidèles, « car les
« relations d'harmonie sont disposées, surtout dans la tribu
« du jouvencellat, de manière que nulle ne peut rester incon-
« nue ; en outre toutes les affections convenables y jouis-
« sent d'un lustre dont on ne voit pas ombre parmi vous ;
« ce serait donc un déshonneur pour un damoiseau ou pour
« une damoiselle que de n'avoir pas débuté par quelques
« détails honorables et d'entrer dans la carrière comme la
« jeunesse civilisée par la route du dévergondage et de
« l'hypocrisie. Le corps du damoisellat refuserait de s'agré-
« ger de tels personnages. S'il n'a pu marcher de front
« avec les vestels et vestales dans la section de la virginité,
« il se pique de les égaler au moins en délicatesse. Ainsi, le
« jouvenceau ou la jouvencelle qui débiterait, sans mora-
« lité, dans leurs amours, essuierait l'affront d'être refusé
« au damoisellat qui tient rang à la cour galante dans la
« série de fidélité » (U. U., IV, S. III).

Fourier, loin d'imiter les civilisés qui punissent davantage
l'adultère de la femme que celui du mari, réclame ici une
fidélité mutuelle dans les rapports des deux sexes. « Com-
« ment les penchants honnêtes pourraient-ils germer chez les
« jeunes femmes, si on en dispensait les jeunes gens, leurs
« compagnons de tribu, et si le jeune homme comme en
« civilisation pouvait se livrer à une foule de femmes dès
« que le premier pas est franchi ; s'il trouvait comme aujour-
« d'hui, dans la classe dite honnête et comme il faut, des
« femmes qui voudraient toutes prendre part à un joli dé-
« butant ? Dans ce cas, le libertinage des jeunes gens entraî-
« nerait celui des jeunes filles et le corps du damoisellat
« ne serait bientôt qu'une réunion d'orgie. L'ordre socié-
« taire prévient cette dépravation en astreignant les damoi-

« seaux aux mêmes statuts de fidélité que les damoiselles. »
(U. U., tome IV, p. 264).

De plus le premier amour dont l'impression est si vive est très révééré en harmonie ; on le considère comme une sorte d'alliance perpétuelle, et on ne manque jamais de le cimenter par un legs testamentaire réciproque. Cet amour n'est pas restreint au choix des membres du damoisellat ou du vestalat ; il peut avoir pour objet un membre des autres groupes, et par conséquent le legs est plus facile. « Cette
« coutume est encore opposée aux usages civilisés où le pre-
« mier amour méconnu par la loi, déguisé par les amants,
« ne laisse bientôt après lui que les plus faibles souvenirs et
« se trouve d'autant mieux déconsidéré que la loi affecte
« de ne reconnaître pour premier amour que le lien conjugal
« qui, chez les hommes, est plus souvent le vingtième que le
« premier et qui est si rarement le premier chez les fem-
« mes. » (U. U., IV, passim).

L'amour sincère est donc en honneur au damoisellat et s'il y a en harmonie d'autres corporations d'amour de tous degrés, les faquirs et les faquinesses, les bacchantes qui, dit Renaud, « suivent les armées industrielles et tout en
« se partageant les travaux de l'autre sexe se réservent
« certains détails qui ne conviennent qu'au leur », il n'y a réellement pour les jeunes damoiseaux et damoiselles qu'une demi-liberté amoureuse. Les damoiseaux et damoiselles qui se sont unis (ménestrels et ménestrelles correspondent aux troubadours du vestalat) sont en effet chassés du corps à la deuxième infidélité à leur foi. Et Fourier répète sans cesse que cet amour du damoisellat n'est nullement en opposition avec l'industrie, car le travail est en si haute estime que les amoureux rivalisent d'ardeur dans les séries

auxquelles ils appartiennent pour s'inspirer une admiration mutuelle « tandis qu'en civilisation ils se becquètent
« sans cesse et perdent les larges matinées à rendre le devoir
« conjugal ».

La théorie de l'amour libre dans Fourier est-elle acceptable ? Fourier et ses disciples ont prévu certaines objections et ont essayé de les réduire à néant. Cette vieille société qui foule aux pieds les lois naturelles et qui n'évite l'amour illicite que comme Galathée, « cette grande prostituée, la
« civilisation, hideuse de souillure, va se récrier en nous
« écoutant. Voilà qu'il faut choisir — entre cet avenir où
« les sexes ne s'appartiendront qu'entraînés par le cœur,
« où le présent, où la volonté de Dieu est perpétuellement
« et scandaleusement outragée, où cette passion si légitime
« dans son essence même, l'amour, ne peut se satisfaire
« qu'en attaquant l'ordre, qu'en violant la règle établie.
« La société va déclarer que l'amour libre est honteux et
« immoral... Et pourtant, sommes-nous immoraux parce
« que nous préférons la loyauté, la vérité, l'utilité dans les
« relations amoureuses aux turpitudes qu'elles présentent
« en civilisation ?... Les actes que la morale défend parce
« qu'ils nuisent accidentellement sous une certaine forme
« sociale, nous avons dit qu'elle devait cesser de les condam-
« ner dans un milieu où ils seraient innocents. » (Renaud, *Solidarité*) (1).

Les fouriéristes déclarent donc l'amour libre innocent et moral dans leur organisation sociale nouvelle. Admettons le fait. D'ailleurs Fourier n'a-t-il point pris toutes ses précautions pour que les amours qu'il place dans un monde

(1) *Solidarité*. RENAUD : Voir aussi CONSIDÉRANT, *Destinée sociale*.

planétaire étranger au nôtre, aient une apparence honnête et ne soient pas trop choquantes pour les contemporains ? Ne donne-t-il pas des honneurs immenses à la vertu virginale, ne place-t-il pas le damoisellat dans un rang inférieur, et ne semble-t-il pas par là commander la virginité plutôt que permettre la licence ? N'oblige-t-il pas les damoiseaux qui ont cédé à la tentation à désertier les assemblées matinales de l'enfance dont ils ne paraissent plus dignes ? (*Maxima debetur...* ? p. 226, Nouv. Monde ind.). Ne décrète-t-il pas des peines contre l'inconstance et l'infidélité ? Et en somme quel est l'amour qu'il permet ? Il rejette la chasteté qu'exalte le catholicisme, et, entre l'amour platonique et idéal des rêveurs, l'amour poétique des chevaliers du moyen âge, l'amour sensuel qui tend au rut sans considération du co-partageant, toutes sortes d'amours excessives par quelque côté, il propose l'amour composite, moins ignoble et moins brutal que le dernier, mais plus naturel, plus humain que les uns et les autres, fait de matière et d'esprit, né des sens et du sentiment, satisfaisant à la fois le corps et l'âme, et constituant par la fidélité qu'il lui impose un quasi-contrat d'honneur sanctionné par un legs réciproque. Enfin quelles sont aux yeux de Fourier les conséquences de cette liberté des relations sexuelles ? C'est la reconnaissance et la légitimité d'une passion naturelle et divine, la suppression de la prohibition et de la contrebande amoureuse, l'hypocrisie bannie des familles, l'expulsion hors de la famille elle-même tant qu'elle existera, des étrangers venant manger le pain des légitimes, la destruction des sérails composés, l'anéantissement de la prostitution légale, la reconnaissance de la conformité parfaite avec la nature des mœurs du petit monde (boutiquières, grisettes et paysannes), et des mœurs

du grand monde (dames et amants) : c'est la franchise d'un amour plus honnête, moins violent parce qu'il n'aura plus à se cacher et que la répression même ne le grandira plus.

C'est en outre pour Fourier et les socialistes de nos jours la disparition d'un contrat charnel où la fille est presque toujours marchandise. « La liberté de l'amour, dit M. E. Fournière (*R. soc. 1897, la Famille idéale*), n'existera « réellement pour les deux sexes, que lorsqu'il pourront « et sauront également choisir et déterminer les raisons de « leur choix. » Or, dans le monde de Fourier, les conditions physiologiques de la préférence (beauté physique), les conditions psychologiques (caractère et intelligence) ne sont point contrariées par les conditions sociologiques, car il y a quasi égalité de fortune et de situation. La fille du phalanstère, ce que souhaite M. E. Fournière, a acquis sa liberté morale par sa libération économique, et peut donc exercer pleinement sa liberté de préférence en matière d'association sexuelle. Le mobile sociologique est faible, le mobile physiologique ne peut primer car « une culture intellectuelle « plus complète, grâce au loisir que donnent aux produc- « teurs les perfectionnements des moyens industriels, aide « puissamment à l'éclosion des considérations psychologi- « ques, conditions les plus sûres pour que l'amour soit « unique et fait de clairvoyance et de sagesse. »

A vrai dire, les intentions de Fourier l'excusent peut-être, mais sa théorie de l'amour est pour nous inadmissible, car l'émancipation complète de l'amour sera toujours nuisible à l'homme, même dans une société qui comme celle de Fourier ne serait pas la nôtre. D'abord l'amour peut-il être un stimulant du travail ? Jacob peine sept ans chez Laban dans le dessein de posséder Rachel. Laban lui donne Lia et

l'oblige à servir sept ou huit années de plus pour obtenir la seconde sœur. Jacob s'exécute. Ces sortes de dévouements si longs à la cause de l'amour, compensés ici et prolongés, il est vrai, par la consolation de posséder Lia, sont des faits très rares. L'amour est un feu qui s'allume vite et s'éteint parfois rapidement. Dans notre société même, où le capital joue un grand rôle, l'amour presque toujours, loin d'être pour la plupart des hommes un mobile de travail, en est la négation, car il est contraire à tout effort qui ne tend pas directement à l'assouvir.

De plus, si nous laissons de côté tout principe de cette morale honnie par Fourier, et que nous ne considérions que l'intérêt de l'espèce humaine, l'amour libre de seize à vingt ans est-il tolérable ? Les jeunes gens ne consumeraient-ils pas leur force physique quand, pouvant être aimés et pouvant aimer dans tous les groupes, ils n'auraient plus pour les retenir que le devoir de fidélité à leurs victimes ou l'ennui d'être chassés du damoisellat, et que n'existerait plus la crainte des pères, ni même la honte hypocrite de leurs débordements ? La jeunesse, précoce en amour, n'est-elle point moins préparée que l'âge viril à un acte auquel ne devrait être réservé que le superflu de ses forces ? Herbert Spencer (*Biol., II, Lois de la multiplication*) constate que la genèse sexuelle ne se rencontre pas dans tout organisme jeune où la dépense est grande ; la nature a voulu qu'elle ne commençât que lorsque la croissance est atteinte. Il montre en outre, vérité physiologique indiscutable, que le développement physique de l'individu entrave l'activité des organes de reproduction et que l'activité naissante de ces organes correspond au déclin de l'intensité de la croissance, et devient une des causes qui l'arrêtent. Herbert Spencer cite,

à l'appui de son observation, l'arrêt subit dans le développement de certaines femelles mammifères, quand l'éleveur les a fait porter trop tôt. L'on peut en conclure que chez l'homme, qui n'a pour le guider ni l'instinct, ni la saison d'accouplement, l'acte génésique, accompli fréquemment avant l'âge par l'un ou l'autre sexe, eût-il un résultat nul, produit les mêmes effets pernicieux et est contraire à la croissance de l'organisme.

Ces abus désastreux ne seraient pas les seuls inconvénients de la doctrine de Fourier. On ne peut accepter non plus que des enfants de seize ans soient admis utilement pour le perfectionnement de la race humaine à une paternité que Fourier ne semble pas prévoir et dont son système lui permet d'éviter les charges puisque les enfants sont nourris aux frais du canton. Et les maladies vénériennes que la science n'a pas encore supprimées ; de pareilles mœurs, quoi qu'en dise Fourier, n'en augmenteront-elles pas le nombre, et Fourier ne risque-t-il pas de porter atteinte, par un libre amour ainsi conçu à la source même de la vie, à la vigueur physique, intellectuelle et morale de l'humanité ?

Et voici encore une autre contradiction de ce Charles Fourier voué à se mouvoir constamment dans un cercle vicieux. Il condamne la prostitution légale, mais ne la rétablit-il pas avec ses faquirs, ses faquinesses, ses bacchantes phanérogames, adonnées à la pluralité d'amours par charité corporative, faisant le service des armées industrielles et des caravansérails ? Ces femmes, qu'est-ce autre chose que des prostituées exerçant librement leur métier au grand dommage de leurs préférés ? Faire des bacchantes des courtisanes sans vénalité, est-ce leur enlever l'avilissement et l'indignité de leur profession ? Eh ! quoi de plus

indigne qu'une prostitution pareille, qui n'est justifiée par rien, ni par la misère, ni par le chômage, et qui n'a pour raison d'être que la *papillonne* et la plus triviale luxure ?

En résumé, Fourier, en voulant écarter bien des misères, eût créé des maux plus grands que ceux dont nous souffrons. Les socialistes comme Bebel, qui réclament l'union libre, ne sont jamais allés si loin que Fourier dans leur désir téméraire de liberté démesurée en amour et ils ont eu l'honneur de respecter la jeunesse.

CHAPITRE V

Le mariage en civilisation. - Les neuf dépravations du mariage d'après Fourier. - Originalité de sa doctrine en ces matières. — Critique de l'union libre.

Le commerce et le mariage : tels sont, d'après Fourier, les deux plus grands ennemis de la société. De même qu'il a montré dans le commerce la contrariété entre l'intérêt individuel et collectif, de même il voit dans le mariage un groupement hostile à la collectivité et au bonheur général. Heureux le temps (1^{re} période édénique) où la société primitive était telle qu'elle sortit des mains du Créateur ! Le mariage n'existait pas ! Le mariage, c'est la chute de l'homme et son expulsion du Paradis. Mais tranquillisons-nous : à la septième et à la huitième période reviendra un second édénisme plus complet, plus heureux que le premier, et le mariage disparaîtra forcément puisqu'il n'y aura ni lutte pour la vie de l'homme, ni misère, ni propriété individuelle, mais solidarité universelle et propriété collective.

Le mariage avec le ménage est d'abord pour Fourier une association contre nature ; il est en outre le tombeau de la liberté de la femme, le principe de toute servitude féminine. « On oblige les filles à se faire ménagères et les femmes à se confiner au ménage et à être fidèles alors que les trois

« quarts n'ont aucun goût pour le travail familial, sont ca-
« pricieuses en amour, prédisposées à la parure, à la galan-
« terie et à la dissipation » (Q. M.). On ne tient donc aucun
compte de la nature qui a fixé à la femme une autre
destinée. Mauvais dans son principe, le mariage est
pire encore par la façon dont il est conclu. L'attrac-
tion et l'amour entrent rarement en considération
dans cette sorte d'affaire toujours longuement discutée
entre les pères, et imposée presque aux jeunes gens
à qui il faut pour se marier le consentement de leurs
ascendants. Une fille pauvre, eût-elle toutes les qualités
morales et physiques se marie difficilement ; une laide,
mais riche, trouve toujours un mari. Bien plus (double viol),
on unit des hommes usés et vicieux à des vierges ignorantes
et, dans toutes les classes de la société enfin, l'époux demande
à sa femme une vertu première qu'il n'apporte jamais dans
la communauté. Ecoutez maintenant ce paradoxe de vieux
garçon : « Pourquoi, en se retirant du monde où ils se sont
« amusés quinze ou vingt ans, les hommes ne prennent-ils
« pas des femmes mûries comme eux par l'expérience et
« veulent-ils trouver dans une jeune fille des vertus plus
« précieuses que les leurs qui ont été si tardives ? Il est plai-
« sant que les civilisés qui se vantent de surpasser les fem-
« mes en raison exigent d'elles à seize ans cette raison qu'ils
« n'acquirent qu'à trente et quarante ans après s'être vau-
« trés dans la débauche pendant leur belle jeunesse. S'ils
« ne sont arrivés à la raison que par le sentier des plaisirs,
« doivent-ils s'étonner qu'une femme prenne la même voie
« pour y parvenir ? » (Q. M., p. 156). Ces injustices dont la
femme est la victime, ce mariage vénal, ces exigences mari-
tales amènent le désordre dans les familles et dans le sys-

tème social. « Le bonheur domestique et familial est inséparable de la vérité en régime d'amour et, si la fausseté « règne dans les amours, elle doit régner par suite dans le « mécanisme domestique et conjugal » (U. U., p. 61).

Et pour preuve, quels avantages apporte aux contractants ce mariage civilisé, et quel avenir ces fiancés par intérêt peuvent-ils prévoir ? « Le malheur hasardé, les disparates des goûts, la vie coûteuse, la monotonie, le discord en « éducation des enfants qu'il faut nourrir et qu'on est exposé à voir échouer après bien des sacrifices, les placements ennuyeux nécessités pour l'établissement des filles, « puis, particulièrement pour l'époux qui peut subir toutes « ces avanies, des informations fautives sur ce qui s'est « passé avant la noce, la paternité fausse, l'ennui de laisser « peut-être un jour, orphelins, des êtres aimés qu'une telle scandaleuse ruine presque toujours » (Q. M., p. 40).

Mais, pour que rien ne passe inaperçu de la doctrine de Fourier sur le mariage, mettons-la sous les yeux du lecteur, telle qu'il l'a exposée dans son livre III de l'*Association agricole*, p. 291 et suivantes, au risque de nous répéter et sans y retrancher rien. Les propriétés subversives du mariage sont, dit-il, au nombre de neuf :

1° *Dépravation simple masculine*. — Le mariage semble inventé et favorisé par la loi pour récompenser les pervers ; plus un homme est menteur, astucieux, séducteur, mieux il peut arriver, par le mariage, à la fortune.

2° *Dépravation simple féminine*. — Les filles libertines et fausses ont toutes les chances. Les servantes rouées trompent les vieux garçons et se font signer contrat ou donation au grand détriment des consanguins misérables. Tel est le vice féminin au sens actif ; Fourier ajoute qu'au sens passif, la

femme prend tous les vices de l'époux et qu'Agnès mariée à Robespierre ferait dresser la guillotine.

3° *Dépravation collective antérieure.* — Les pères rendent leurs enfants cauteleux et cupides en négociations matrimoniales ; les jeunes gens se méfient des pères qui ont des filles à marier et discutent de bonne heure sur la manière d'ensorceler l'épouse et de la soumettre ; les filles de leur côté songent au moyen d'ensorceler l'homme, d'en faire un niais ou bon mari voyant tout avec les yeux de la foi.

4° *Dépravation collective postérieure.* — Le mari trahit l'épouse, qui parfois aussi trahit le mari : vice composé qui devient collectif quand il est soutenu par l'opinion (Q. M. et U. U., p. 41). Ces mœurs naissent de la passion dite papillonne (manie de la variété).

5° *Dépravation collective.* — Tous les membres de la société savent ce qu'est le mariage, et cependant tous conspirent à y entraîner, les sages comme les fous. Les moralistes dorent les charmes du doux ménage ; la religion le conseille par haine du plaisir, et interdit la prudence dans la procréation ; la politique réprouve le célibat parce que l'homme ne devient soucieux qu'à l'aspect d'enfants talonnés par la famine. L'économiste trouve qu'une fourmilière de populace est l'enseignement de la sagesse administrative.

6° *Dépravation conflictive.* — Le jeune homme vierge par timidité est raillé ; le séducteur marié est loué d'après les adultères connus. Les femmes, d'autre part, ont obtenu le seul privilège qui devrait leur être refusé, celui de faire accepter par l'époux un enfant qui n'est pas le sien et sur lequel la nature a écrit le nom du véritable père. « Dans le seul cas où l'homme soit grièvement outragé, l'opinion et la loi sont d'accord pour aggraver l'affront. »

7° *Dépravation répercutée ou représailles familiales.* —

On sait que l'état conjugal, étouffant les idées généreuses établit entre les époux une ligue contre tout ce qui les entoure sous prétexte de subvenir aux besoins du ménage, au point qu'on répugne même à accepter comme domestiques un couple marié.

8° *Spéculative.* — Supposons qu'on prive l'homme et la femme de toute union sexuelle avant le mariage et qu'ils soient réduits dans le ménage à une fidélité réelle. L'homme et la femme maudiraient l'auteur de cette invention, car ils sont ennemis tous les deux de la chasteté antérieure et de la fidélité postérieure au mariage. « Le bonheur de l'un et de l'autre ne se fonde donc que sur la résistance réciproque et balancée de tous deux aux préceptes de l'institution conjugale. » De plus, alors qu'il existe des degrés dans les vices, il n'en est pas en adultère, puisque l'adultère avec une femme stérile ou enceinte est considéré comme produisant un rejeton. C'est ainsi que l'ombre d'un délit est considérée par la loi comme un délit. Enfin l'amour sérieux et profond ne compte pas comme circonstance atténuante légale en ces matières.

9° *Provocation à l'égoïsme.* — La solidarité trouve sa mort dans le ménage ; un homme n'a plus de parents dès qu'il a un enfant légitime ; les enfants naturels mêmes sont oubliés. Par désir de posséder des biens, on augure mal en civilisation des mariages d'amour. En somme, de même qu'en grammaire, deux négations valent une affirmation, de même « dans le négoce conjugal deux prostitutions valent une vertu » ; la prostitution n'est que simple chez les courtisanes qu'on traite de vénales, et qui le sont vraiment, mais en mariage elle est composée, d'autant plus que le mari et la femme se vendent vertueusement l'un à l'autre.

Ainsi le mariage est absolument condamné par Fourier. Par quoi le remplace-t-il ? Il ne veut pas au début l'éliminer ni établir immédiatement l'union libre. « Il ne faut pas, dit-il
« encore une fois, que l'harmonie naissante s'écarte des
« usages de la civilisation relativement aux unions sexuelles
« (ceci pour les deux premières générations) ; on organisera
« d'abord un état mixte qui conservera la plupart des cou-
« tumes civilisées, sauf les dispendieuses comme l'éduca-
« tion. » (U. U., p. 82.) Au début, on tendra néanmoins à
donner pour base au mariage l'amour vanté par les roman-
ciers et les poètes où prédomine le principe spirituel ou affec-
tion sentimentale, illusion de l'esprit et du cœur. On songera
à prévenir l'influence exclusive du principe matériel ou lubri-
cité qui, lorsqu'il est dominant, dégrade l'espèce humaine et
la ravale au niveau des brutes. « Ce vice est fréquent dans
« les amours civilisées, surtout dans celles du mariage dont
« la plupart, au bout de quelques mois et peut-être dès le
« second jour, ne sont que brutalité pure, accouplements
« d'occasion provoqués par la chaîne domestique, sans au-
« cune idée spirituelle, effet très ordinaires chez la masse
« du peuple où les époux affadis et bourrus se querellent
« tout le jour, se réconcilient forcément au chevet parce
« qu'ils n'ont pas de quoi acheter deux lits, et que le
« contact, le brut aiguillon des sens triomphent un instant
« de la satiété conjugale. Si c'est là de l'amour, c'est du
« plus matériel et du plus trivial. » (U. U., p. 462.) (Cité par
Ch. Gide, *Œuvres choisies de Fourier*, p. 47, Guillaumin.)

Fourier essaiera donc de purifier l'amour et de permettre à tous les motifs de la préférence (physiologiques, psycholo-
giques et moraux), comme dit M. Eugène Fournière, de
s'exercer librement, mais avant la période d'harmonie où

règnera l'union libre, une période (la 6^e, garantisme) verra se former la transition entre le mariage civilisé et l'association conjugale fouriériste. Le divorce libre fleurira en effet dans le garantisme ; puis dans la 7^e période (sociantisme), on établira divers grades dans les unions. Il y aura : 1^o des favoris et favorites en titre (ils n'ont pas d'enfants) ; 2^o des géniteurs et des génitrices (un enfant) ; 3^o des époux et des épouses (deux enfants au moins). Une femme peut avoir à la fois un époux, un géniteur, plus de simples possesseurs qui ne seront rien devant la loi, et les hommes pourront aussi jouir de la même prérogative. Le titre d'époux deviendra une gloire ; les couples n'avanceront en grades amoureux qu'avec le temps. A côté de ces unions instables, il y aura place pour des unions stables et fidèles (Q. M., p. 169, p. 189 et p. 192). Nous laisserons de côté ce bizarre système de transition de 7^e période, et nous ne nous arrêterons plus dans le système de Fourier que sur le divorce libre (6^e période) et l'union libre en harmonie. Quels seront les statuts de cette union nouvelle, car des contrats où les deux parties peuvent se libérer à volonté (divorce libre, Q. M., 122) n'en sont pas moins des contrats. Les premiers amants se donneront des hoiries d'amour, comme au demoisellat, et non révocables. C'est ainsi qu'en cas de désaccord des époux, aucun ne sera victime de sa bonne foi ni de sa passion (U. U., p. 467) ; plus de délaissement donc comme chez les civilisés « à qui la morale conseille d'oublier les maîtresses passées » (U. U., p. 462, 466, section IV). Les hommes seront dotés comme les femmes, et, dans toute succession, l'amour figurera pour un quart. Une cour d'amour réglera tout conflit (U. U., 462-466). Mais les enfants des unions libres appartiendront-ils, en cas de rupture, à la communauté ou à celui des époux qui

voudra les garder ? Fourier ne tranche ni ne pose même la question, la collectivité étant tout pour lui, et les droits de la paternité, chose négligeable.

Cette doctrine de Charles Fourier est curieuse et se distingue de celles des communistes et des socialistes qui ont discuté sur ce sujet si difficile. Platon, dans sa *République* et ses *Lois*, a voulu perpétuer par la promiscuité une aristocratie qu'il perfectionnait par l'infanticide ; supprimant la propriété, il prêcha la communauté des femmes et l'abolition de la famille. « Amour conjugal, tendresse maternelle, pudeur, « division des sexes, tout y est foulé aux pieds, tout y est « sacrifié à des combinaisons dont l'absurdité n'est égalée « que par l'infamie » (Sudre, *Histoire du communisme*, 1850). Dans le grand mouvement communiste de l'Allemagne au moyen âge (révolution anabaptiste de Zurich, 1528), de Munster au temps de Bocolod (Jean de Leyde), les sectaires surent exalter l'union non réglementée au point que la promiscuité devint abominable. Dans son *Utopie* (1516), Morus, par une contradiction flagrante, conserve la famille en abolissant la propriété, et de plus punit l'adultère en admettant le divorce. Le moine Campanella (*Cité du soleil*, 1611) récuse la famille et la propriété. Les accouplements dans la Cité sont longuement préparés par les magistrats qui choisissent parmi les mâles et les femelles ceux dont le croisement pourra améliorer les facultés intellectuelles et physiques de la race (1). Morelly (1755, *Code de la nature*), préconise avant Fourier l'éducation des enfants en commun, seulement à partir de

(1) M. Émile FAGUET, dans la *Revue bleue* (2^{me} semestre 1902), admet la nécessité d'un diplôme conjugal pour éviter la dégénérescence de la race et les surprises du mariage.

cinq ans, réhabilite les passions, et, en fait de mariage, accepte le divorce facultatif au bout de dix ans. Mably (*Ordre naturel des sociétés*, 1768) devance Fourier dans la théorie du travail attrayant, demande le nivellement de la propriété par la prohibition des testaments, de l'héritage en ligne collatérale : ce qui romprait en quelque sorte le faisceau familial, enlèverait certains privilèges de la naissance, égaliserait de plus en plus les conditions de la vie. Parmi les contemporains de Fourier, Owen (1771-1858) établit, dans son monde de *New Harmony*, des biens communs, des droits égaux, proscriit immédiatement le mariage, le remplace par une union promiscue et substitue le sentiment communautaire au sentiment familial. Cabet (1788-1858), se contredisant comme Morus, conservera la famille et le mariage en supprimant la propriété individuelle. Saint-Simon et ses disciples, Bazard et Enfantin, partis, comme Fourier qu'ils imitent souvent, de la théorie newtonienne, créent un monde socialiste de fonctionnaires hiérarchisés et élus, cherchent en vain à modifier le christianisme en y introduisant le culte des sens, bannissent la propriété, exaltent la chair comme Fourier les passions, créent le couple conjugal, monade sociale, avilissent le mariage en divisant les esprits en mobiles et immobiles, que les prêtres confesseurs peuvent charnellement et sentimentalement consoler, émancipent complètement la femme et l'admettent à tous les emplois. Proudhon (1809-1845), dans une société anarchique et où, contrairement au système de Saint-Simon, toute magistrature est supprimée, cherchera à transformer la propriété en possession personnelle, à prohiber le bail des terres et des loyers, et dans son livre intitulé : *Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, dédié au cardinal Mathieu, maintient la famille et confine la femme aux fonc-

tions de ménagère et d'esclave. Louis Blanc (1811-1886) laisse aussi la famille intacte : « C'est un fait naturel qui ne saurait être détruit », mais repousse l'hérédité, « convention sociale que les progrès de la société peuvent faire disparaître ». Karl Marx attaque le capitalisme par sa théorie de la plus-value et du travail, cause de la valeur, maudit le machinisme, le produit effrayant du capital cumulé, le patronat, et prédit la disparition de la propriété privée à laquelle se substituera, suivant lui, la propriété collective du capital et des instruments de travail. Bebel développe cette thèse au point de vue de la famille, en déclarant que la misère naît du mode actuel de production, est partisan convaincu de l'émancipation complète de la femme, réclame pour elle une condition sociale moins précaire, des emplois mieux rémunérés, la cessation de l'exploitation masculine, l'union passagère et libre remplaçant, dans son monde collectiviste, le mariage bourgeois indissoluble. Schœffle, comme certains socialistes chrétiens, conserve le mariage, l'inégalité des emplois et des fortunes dans le système de la socialisation intégrale des moyens de production. Enfin la plupart des socialistes d'aujourd'hui veulent à la fois l'égalité des droits de la femme, l'union libre et la suppression de la propriété individuelle, si ce n'est celle des objets de consommation.

Tous ces penseurs ont accepté plus ou moins (à part Morrelly, Mably, Schœffle et les socialistes chrétiens) la suppression immédiate de la famille et de la propriété ou la suppression immédiate de l'une des deux seulement. L'originalité de Fourier consiste d'abord à avoir cherché le premier une gradation dans ses réformes, dans son changement du mode de propriété, amené non par un saut brusque, mais par une sorte de moyen terme qui permet au travailleur de

rendre peu à peu sa fortune égale à celle du capitaliste ; elle consiste aussi dans sa réprobation du moralisme dont il admet l'essence, mais ridiculise les insuccès ; dans ce refus de tenir le mariage et le ménage en considération, alors qu'il les tolère provisoirement, de façon qu'ils fassent place peu à peu, par suite de certaines transitions, à cette union libre qui sort naturellement de son système comme un corollaire d'une solution mathématique. En un mot, l'originalité de Fourier a été de vouloir tout conserver momentanément en voulant tout détruire plus tard. Cet opportunisme lui a valu de nombreux détracteurs qui lui ont reproché d'avoir peur de toucher au vieil édifice, et de n'en chercher la réalisation que dans un avenir trop lointain, où il ne serait plus ; de rêver enfin, à l'instar de la cynique Dubarry, d'un beau déluge où il ne se noierait pas.

Fourier n'a pas mérité ce reproche. Il a été sincère dans ce qu'il croyait la vérité, en même temps que prudent dans l'exposé de l'application de sa doctrine. Ce qu'on pourrait lui objecter avec plus de raison, c'est d'abord de n'avoir pas défini son divorce de 7^e période, entre le garantisme et l'harmonie. Est-ce un divorce sans décision judiciaire, un simple et lâche abandon d'un époux par l'autre, est-ce le divorce de nos jours réglé par le Code, ou le divorce par consentement mutuel que Napoléon avait introduit dans les lois pour l'imposer à Joséphine et que la Restauration venait d'abroger en 1816 ? Quant à ce qui concerne l'union libre d'harmonie justiciable d'une cour d'amour, ne peut-on point dire que Charles Fourier tourne encore ici dans son éternel cercle vicieux ? Parti de cette idée que le mariage fondé sur l'intérêt et la fortune est une immoralité et qu'il faut le débarrasser de toute compétition vénale, ne s'imagine-t-il pas de

le remplacer par une union qui a tous les inconvénients de ce mariage, sauf l'indissolubilité qui existait de son temps, puisque le legs du premier amour et les donations réciproques des amours suivantes ne sont que des dots vulgaires déguisées sous un autre nom, et qu'on pourra voir de belles jeunes filles (ou des jeunes gens) accepter par intérêt des amoureux moribonds et des vieillards ?

A part cette contradiction nouvelle, il est vrai fort grave, l'union libre de Fourier ressemble assez à celle que prêchent les socialistes d'aujourd'hui. Si nous choisissons Bebel, par exemple, parmi les socialistes qui ont abordé cette question avec quelque compétence, nous le verrons déplorer la difficulté qu'ont les femmes de satisfaire actuellement leur instinct sexuel ; cette privation dans la jeunesse, dit-il en substance, peut les conduire aux maladies des ovaires, à l'hystérie, à la folie. Comme Fourier, il observe que le mariage actuel est en opposition avec la loi de nature, et demande dans une société où le mobilier domestique sera la seule propriété, l'égalité de la femme dans l'éducation, dans l'instruction, dans tous les droits politiques et sociaux, une union libre, qui n'aurait pour principe qu'un amour épuré, né de l'inclination seule et de la connaissance profonde de l'objet aimé, qui serait un contrat privé sans aucune intervention de fonctionnaires, un contrat pouvant en cas de désaccord être aussi facilement rompu que conclu. La femme devenue mère serait débarrassée, comme le veut Fourier, de tout souci de soigner et d'élever l'enfant, et après ses relevailles, pourrait reprendre sa part à la joie de vivre. De plus, la suppression de la propriété et de la dot améliorerait immédiatement l'espèce humaine : « Les femmes belles, mais pauvres, sont obligées de laisser leur puissance créatrice se

« perdre dans des alcôves rétribuées et ne concourent que
« pour une faible part à la perpétuité de l'espèce, soit qu'elles
« se vouent à l'infécondité des courtisanes ou à la parci-
« monie d'une union prospère. Le rebut dédaigné se repro-
« duit par suite de son imperfection même » (Chaugbi
Immoralité du mariage). L'union libre perfectionnerait la
race.

Nous n'acceptons pas aujourd'hui cette thèse que l'avenir
rendra peut-être réalisable, mais supposons-la en voie d'être
appliquée par les socialistes.

D'abord l'égalité sociale, nécessaire à l'amour libre,
est-elle possible réellement entre l'homme et la femme ?
Celle-ci n'est-elle pas victime de la maternité et sa consti-
tution n'en fait-elle pas un être plus faible et un peu sacri-
fié, moins apte à l'indépendance que sujet à protection ?
Peut-elle même, en tenant compte de la physiologie et de la
psychologie des sexes, produire économiquement autant que
son rival, et l'égalité qu'on propose au point de vue du
salaire, même pour des travaux matériels, ne deviendrait-elle
pas une inégalité dont l'homme serait victime, à moins,
comme nous le demandons plus loin, que le salaire soit basé
sur la production ? Et croyez-vous que l'homme, si jaloux
déjà des autres hommes, supporterait gracieusement cette
inégalité ? Pourrait-on prétendre que la femme, exploitée
quand le groupement familial confond les intérêts des sexes,
sera capable de lutter seule contre le sexe mâle qui deviendra
son ennemi industriel et presque jamais plus son défenseur ?
Ne devra-t-elle pas s'attendre à retomber bientôt sous l'es-
clavage de l'homme, devenu plus brutal encore, puisqu'il
n'aura plus même l'instinct de la famille ni l'hypocrisie de se
montrer bon père et bon époux ? L'émancipation féminine

complète ne peut exister avec notre organisation actuelle ; elle ne peut donc exister davantage avec le socialisme ni avec le collectivisme. Savez-vous dans quelle société la femme serait complètement libre ? C'est dans la société communiste, avec une individualisation à outrance, plus grande encore que dans la société fouriériste ; une société où tout serait mis en commun, non seulement les instruments de travail, mais les produits de consommation ; où il n'y aurait plus non seulement de propriété, mais de salariat, de sorte qu'on ne pourrait établir de comparaison entre ce que la femme et l'homme apportent à la vie commune, où l'on tiendrait compte à la femme, source de vie, de sa gestation si longue et des douleurs de l'enfantement comme de la fonction sociale la plus noble ; où la femme, l'homme et les enfants, travaillant suivant leur aptitudes, seraient nourris par la communauté. Et, dans cette société ainsi établie, en admettant que l'affranchissement de la femme n'y devienne pas encore le tombeau de sa liberté, serait-il un bonheur pour le sexe faible ? Les époux et les épouses changeraient peut-être de conjoints comme d'habits, abandonneraient les enfants entre des mains étrangères ; beaucoup les verraient à peine par intervalles ; quelques-uns n'en auraient aucun souci, et la communauté, cette tueuse de toute initiative individuelle, travaillerait pour des inconnus.

Des enfants d'aujourd'hui, nul ne connaît les pères,
Oui, la famille même a brisé ses liens ;
La brute sait ses fils ; l'homme ignore les siens ;
Les époux d'un moment qu'un fol désir accouple,
Par un désir nouveau scellent un autre couple.
Et, de peur d'échanger leur âme pour toujours,
Ils échangent entre eux de banales amours.

La voilà, la vision vraie de cette société que Lamartine nous dépeint dans la *Chute d'un ange*. De pareilles mœurs ne seraient-elles point la négation de la destinée naturelle de la femme que les socialistes et les communistes croient très bien connaître ? La maternité consiste-t-elle seulement à déposer le fardeau de la grossesse, et la femme n'est-elle qu'une femelle la plus vulgaire, insouciante de l'être qu'elle a créé ? N'aura-t-elle plus la satisfaction d'élever ses enfants, de les voir grandir par ses soins en santé, en vigueur, en intelligence ? Lui faut-il étouffer ses sentiments les plus sains et n'être plus qu'un vil objet d'amour ? Mais l'amour parti, que deviendra-t-elle ? laide, vieille, sans êtres chéris autour d'elle, incapable de retenir jusqu'à sa décrépitude ceux qui l'auront aimée, non par admiration de son dévouement, mais seulement pour le sacrifice passager de sa beauté et de sa jeunesse. La femme, ridée et blanchie trouvera-t-elle dans la communauté indifférente ce qu'elle trouve aujourd'hui dans la famille bourgeoise, si détestée des réformateurs utopistes, et même dans la famille ouvrière, où les femmes exécutent parfois un travail régulier moins absorbant que celui des femmes de la bourgeoisie modeste ?

« L'union libre, dit Charles Turgeon (*Féminisme français*, tome II, p. 311 et 312), est un principe de faiblesse et d'insécurité... L'union libre est un principe de division, de conflit... un principe de violence et d'oppression... un principe d'avilissement pour la femme qui, dépourvue de garantie légale à l'encontre de son compagnon, retomberait misérablement sous la main de l'homme. Loin d'affranchir le sexe faible, l'abolition du mariage ne peut manquer de l'asservir aux appétits et aux brutalités du sexe fort. »

CHAPITRE VI

La question de la population d'après Fourier. — Y aura-t-il dépopulation ou surpopulation dans le système fouriériste, collectiviste ou communiste? — Critique de la question.

Après avoir discuté ce qui concerne l'institution de cette union libre, nous devons nous demander si Fourier, en réglant ainsi les rapports de la famille, a songé à la propagation de l'espèce ; et, comme les causes générales de la dépopulation nous sont en partie connues, examiner quelles pourraient être dans le collectivisme ou le communisme, et en particulier dans le phalanstère, les chances d'une population stable, croissante ou décroissante. Les avis, parmi les socialistes eux-mêmes, sont partagés.

Au premier abord tout porte à croire que la population croîtrait rapidement ; on sait que ses trois facteurs sont la nuptialité, la natalité et la mortalité, car ce n'est pas tout de procréer des hommes, il faut les conserver. Or le phalanstère est construit d'après toutes les règles de l'hygiène ; on y trouve ce que M. Monod (*Hygiène publique chez les Romains*, 1897) réclame comme la première mesure sanitaire : « un fleuve d'eau très pure » (Fourier, U. U., III, 7-17) ; le rapide déblaiement dans les agglomérations des résidus de la vie. Les petites hordes, « congrégations de philanthropie unitaire », sont spécialement employées aux

travaux de propreté. « Les bâtiments sont vastes et aérés, « blanchis à la chaux ; il y a des bains publics ; le linge est « distribué en abondance et à vil prix ; les maisons mal- « saines (U. U., III, p. 309) et privées d'air où l'on entasse « des fourmilières de populace » ont vécu ; les reboisements qui ont eu une influence sur le climat et les saisons, et rendu le froid moins excessif, ont purifié l'air. Le travail, modéré, est attrayant, sain, par sa variété même ; il est coupé de longs intervalles de repos. De nos jours, par suite de leurs tâches assidues, et toujours identiques, nos ouvrières fleuristes ont des érythèmes et des pustules aux mains ; nos allumettières, la nécrose ; nos ouvrières de filature et de tissage, des maladies de poitrine, etc... Le D^r Jacquemard, sur cent cas de grossesse des ouvrières de manufactures de tabac, constata quarante-cinq avortements ou accouchements prématurés, quinze enfants mort-nés ; les ouvrières typographes sont atteintes de saturnisme ; 75 p. 100 de ces ouvrières meurent en couches, trois sur quatre (D^r Constantin), etc... Citer ces faits, même en passant outre la déformation du corps que produisent certains métiers, c'est constater combien le grand nombre de professions auxquelles se livreront les ouvriers en harmonie, laisseront leur santé intacte par suite de la diversité et des mouvements même qu'ils nécessitent. On ne pourra plus incriminer l'industrialisme tour à tour accusé d'accroître la population pour le grand bien des capitalistes (Angleterre, 1760, après l'invention du machinisme), et d'autre part de la diminuer par un travail trop fatigant. Au phalanstère, en outre, des médecins se tiennent toujours à la disposition des adultes dans des salles spéciales et touchent, sur le produit de la phalange, un dividende plus ou moins consi-

dérable en raison de la santé collective ou comparative de la phalange entière. De plus la mortalité infantile (en France 169 sur 1.000 avant 1 an, et 154 en Angleterre, D^r Caillet, *Protection de l'enfance*, 1897) est considérablement entravée par l'institution des séristères. D'abord des soins spéciaux y sont donnés par des bonnines expérimentées (en France, les jeunes mères sont souvent incapables de soigner leur premier enfant). Les médecins visitent les enfants plusieurs fois par jour. La température des salles est toujours égale. La liberté complète des mouvements est laissée aux enfants, qu'on promène aux heures propices. Les mères ou des femmes choisies les allaitent elles-mêmes à intervalles fixes, de sorte que l'enfant est toujours nourri au lait humain. Les résultats obtenus dans le « pouponnat » du séristère de Guise établi par M. Godin témoignent de l'excellence de la méthode.

Il y a d'autres causes de l'accroissement possible de la population dans le monde sociétaire. 1° *Physiologiques*. Les époux dont l'âge est souvent disproportionné dans notre société par suite de raisons d'intérêt sont généralement jeunes et plus propres par conséquent à la conception et à la procréation. 2° *Morales et sociales*. 1° L'acte sexuel étant considéré comme un acte naturel et indispensable, et l'enfant étant élevé par le canton, les avortements et les infanticides commis actuellement par les filles qui craignent le déshonneur, ou les femmes qui redoutent une trop lourde charge de famille, n'ont plus leur raison d'être. 2° Les phalanstères sont unis économiquement entre eux dans une paix perpétuelle. Le service militaire est aboli, et n'enlève plus comme chez nous pour trois ans à la vie civile les jeunes gens désireux de contracter mariage. « Le service militaire,

« ajoute Spencer, a une répercussion sur les tâches des
« ouvrières obligées de faire une plus grande somme de tra-
« vail, par suite de la soustraction énorme que subit la
« population ouvrière masculine au profit d'opérations non
« productives. » Le militarisme serait donc doublement
nuisible à l'accroissement de l'espèce. 3° la restriction
volontaire de la population par capillarité sociale (Arsène
Dumont) n'existera plus. La France avait avant 1810 un
excédent de naissances de 6,8 sur 1.000 sur les décès, et en
1891 aucun excédent pour 100 ; la même constatation avec
une diminution moindre de naissances a été constatée par
M. Leroy-Beaulieu (1) dans les provinces démocratiques
d'Allemagne : c'est dire, si l'on préfère, que le désir de res-
treindre le nombre des enfants pour leur conserver une for-
tune plus considérable et les faire parvenir à de plus hauts
emplois qui demandent une éducation coûteuse, ne peut sur-
vivre dans la société phalanstérienne où l'instruction inté-
grale est donnée à tous, où toutes les fonctions sont données
à des élus. En un mot, dans le monde sociétaire, tout au
moins au bout de quelques années, l'égalité politique et
l'égalité économique (car c'est l'égalité politique concomi-
tante avec l'inégalité économique qui engendre la capilla-
rité sociale) coexisteront, et le citoyen, ne parvenant
aux honneurs que par des mérites personnels, ne
devra plus restreindre le nombre de ses enfants pour
« l'exaltation future de son individualité ». 4° Le
partage forcé, établi par le code civil, a eu une
fâcheuse influence sur l'accroissement de la population, dès
qu'il a été substitué en France au droit d'aînesse et à la

(1) *Traité théorique et pratique d'économie politique* (507-632).

liberté testamentaire. Or la propriété foncière est commune au phalanstère ; les citoyens n'ont que des actions irréalisables et dont ils touchent les intérêts. Le père n'a plus à craindre le morcellement de son héritage ; plus de procès ni de trop nombreuses divisions, ni de multiplication des clôtures, ni d'obstacle à l'emploi des méthodes perfectionnées, « tous inconvénients, dit M. Gonnard, auxquels le paysan n'a bientôt trouvé qu'un moyen de parer : avoir un héritier unique. » 5° En harmonie, on ne connaît pas non plus l'institution française de la dot, qui n'existe guère dans les pays scandinaves, ni en Angleterre où l'on ne demande à la fiancée que l'argent nécessaire à la première installation, mais qui chez nous diminue la natalité, car chaque enfant féminin nouveau-né vient prendre part à la réserve dotale des sœurs aînées ; ni les impôt néfastes de taxes mobilières et de consommation qui viennent aggraver le sort des familles chargées d'enfants et les frappent de préférence aux familles malthusiennes. 6° La religion qui commande la multiplication de l'espèce est en honneur en harmonie, et le pessimisme de Schopenhauer et de Hartmann qui décourage l'effort parce qu'on ne croit plus à une intervention divine, ne peut prendre racine dans un monde où tout travailleur est un homme heureux. 7° Ajoutez à toutes ces tendances, à une prolifération intense, à une viriculture prodigieuse, la recherche de la satisfaction génésique, qui ne sera moralement arrêtée ni par un malthusianisme prudent, ni par l'obligation d'élever et de nourrir sa descendance.

Fourier ne croit pas cependant que la liberté des amours puisse augmenter la population au delà de certaines limites. La multiplication de l'espèce sera, selon lui, raisonnable et

bien des causes la maintiendront en équilibre avec les subsistances. Des mœurs nouvelles, un régime approprié, un état physique spécial mettront un frein aux excès de l'animalité sexuelle. « En vain découvrirait-on, dit-il, le moyen d'atteindre aux quadruples et sextuples produits (il a l'idée de la culture intensive), si le genre humain était condamné à pulluler comme aujourd'hui, à amonceler toujours une masse de peuple triple et quadruple du nombre auquel on doit se fixer pour maintenir l'aisance graduée parmi les hommes » (N. M., p. 325). « On répond qu'il faudra coloniser, envoyer des essaims ; c'est escobarder sur la question, car si le globe était peuplé, porté au complet, où pourrait-on envoyer des essaims coloniaux ? » Fourier aurait pu ajouter que l'émigration, d'ailleurs, favorise la surpopulation (Angleterre, Italie). « D'autres sophistes, ajoute-t-il, répondent que le globe n'est pas peuplé et ne le sera pas de sitôt. Il ne faudrait que 150 ans dans le cas de paix universelle » (N. M., 336-337). Ici Fourier croit, comme Malthus, à une sorte de progression géométrique de la population ; il en a d'autant plus peur qu'il a constitué un monde où les obstacles préventifs (moral restraint) n'ont pas lieu d'exister pas plus que les obstacles répressifs (misery).

Quel est donc le moyen de remédier à la surpopulation, d'après Fourier ? Il ne va pas, comme Malthus, nous proposer des remèdes nuisibles à l'individu et à l'espèce (célibat, mariage tardif, prudence matrimoniale) ; ni, comme les disciples qui ont défigurés sa pensée (le D^r Loudun, *Solution du problème de la population et des subsistances*, 1842), préconiser l'allaitement triennal comme incompatible (ce qui est faux), avec la conception ; ni, comme Racibosky, conseiller la

continence aux femmes, antérieure et postérieure à certaines périodes ; ni indiquer les moyens moins recommandables publiés par Weinhold ou Annie Besant, ou l'oweniste William Thompson. « La nature, dit-il, dans l'état sociétaire, « oppose quatre digues à l'excès de population. 1° la vigueur des femmes. 2° Le régime gastrosophique. 3° Les « mœurs phanérogames. 4° L'exercice intégral. »

« 1° *La vigueur*. — Nous en voyons déjà les influences « parmi les femmes de la ville ; sur quatre stériles, il en « est trois robustes, tandis que les femmes délicates sont « d'une fécondité outrée et fâcheuse. Les stériles sont d'ordinaire celles qu'on aurait cru les plus aptes à procréer. « On va répliquer qu'à la campagne les femmes robustes « ne sont point stériles ; je le sais, c'est une preuve de « plus pour la méthode naturelle qui doit opérer par enchaînement des quatre moyens combinément appliqués et non « pas par l'emploi isolé d'aucun des quatre. »

« 2° *Le régime gastrosophique*. — D'où vient cette différence de fécondité en faveur des paysannes robustes ? « C'est l'effet de la vie sobre, de la nourriture grossière, bornée aux végétaux. Les citadins ont des aliments délicats. « C'est un moyen de stérilité qui deviendra bien plus puissant dans l'harmonie où chacun est un gastronome raffiné. « Dès lors en combinant l'extrême vigueur des dames harmoniennes avec la chère délicate dont elles jouiront, l'on « aura déjà deux moyens d'acheminement vers la stérilité. » (N. M., 335-338).

On voit que d'après Fourier la vigueur des femmes et le régime gastrosophique sont pour ainsi dire liés l'un à l'autre et forment comme un seul argument en faveur de la restriction de la natalité. Herbert Spencer rétend au con-

traire que la puissance de procréation augmente quand la conservation de l'individu devient facile, qu'une nourriture abondante amène une forte genèse, que la vigueur en un mot est un garant de reproduction. Il donne l'exemple des animaux domestiques qui ont des rejetons beaucoup plus nombreux que les espèces correspondantes à l'état sauvage. Sa thèse contredirait celle de Fourier que celle de Doubleday corrobore. D'après Doubleday (*The true law of population shown to be connected with the food of the people*, 1841), la fécondité augmente avec une alimentation maigre (*déplétion*) et diminue avec une alimentation plus substantielle (*réplétion*). Doubleday insiste surtout pour prouver ce qu'il avance sur l'infécondité des plantes d'une santé luxuriante, et sur la fécondité de celles qui sont soumises à la déplétion. « Il n'a pas compris, dit Spencer, que la stérilité chez les plantes est un changement qui les fait passer de l'agamogénèse à la gamogénèse. » Nous ne sommes pas compétents pour trancher cette question, mais suivant nous, s'il y a opposition entre la croissance organique des êtres, leur individuation et la genèse, en ce sens que leur individuation devient moindre par suite des pertes physiques inhérentes à l'acte génésique, il n'y a pas opposition entre leur faiblesse physique et leur fécondité ! Des plantes qui ne sont pas dans le cas cité par Spencer voient leur fécondité doubler par suite de la déplétion. « Chez les protozoaires, et beaucoup d'êtres inférieurs appartenant, soit au groupe des algues ou des champignons, on voit, lorsque les conditions de nutrition sont devenues défectueuses » la reproduction s'accomplir ; celle-ci a généralement lieu par conjugaison ou sporulation » (Maupas, *Archives de zoologie expérimentale*, p. 165-277).

Les plantes qui vivent dans les milieux arides ont en général un appareil végétatif restreint ; l'appareil reproducteur représente une luxuriance inattendue (plantes désertiques, plantes grasses). Les horticulteurs, lorsqu'ils veulent favoriser la reproduction, réduisent autant que possible l'appareil végétatif. C'est un fait certain qu'entre deux plantes, celle dont l'appareil végétatif est le moins développé a un appareil reproducteur plus considérable. Par analogie, la nourriture insuffisante de certaines populations ouvrières (ce qui n'existe plus en harmonie) est, d'après Doubleday, une des raisons principales de leur prolificité. D'autre part, les animaux herbivores sont le plus souvent beaucoup plus féconds que les carnivores (Schenk). Il en résulterait que le régime végétal, sans enlever la vigueur aux paysannes, les rendrait par cela même plus aptes à la procréation.

3° *Mœurs phanérogames*. — La facilité même des amours auxquelles ni les mœurs, ni les préjugés moraux, ni les conditions économiques n'apportent d'entraves, le divorce libre, font de la société fouriériste, tout au moins au début de la 7^e période (l'éducation des générations peut seule épurer l'amour), une sorte de société promiscue, et « prenons garde que la danse amoureuse, où vont entrer les femmes exagérées en toutes choses, augmentée encore par l'attrait de la nouveauté et l'entraînement de l'exemple, ne fasse de l'amour de demain une ruée furibonde des sexes où s'épuiserait vite notre espèce » (E. Fournière, *La famille idéale*, *Revue socialiste*, 1897). Les mœurs phanérogames en effet pourraient créer (ce que nous avons déjà redouté pour les jeunes gens) une sorte d'impuissance par abus, tant pour l'homme que pour la femme (*D^r Garnier, Immis-sance*). Puis, quand l'éducation fouriériste aura désormais

épuré l'amour, et qu'il sera le but exclusif des unions, il y aura, dit M. Désiré Descamps au sujet de l'amour libre d'après MM. Naquet et Michel Lévy (*Le problème de l'amour*, *Rev. soc.*, 1897, 2^e semestre), un rapport inverse entre la fécondation de la femme et les plaisirs des sens éprouvés par elle, plaisirs dont l'intensité diminue les chances de conception. Sans contredire M. Descamps, nous pouvons ajouter que si ces initiés à l'amour sans mélange ne sont pas en majorité dans la société fouriériste, en général la facilité des relations sexuelles rendra certaines femmes stériles par suite du nombre même de leurs poursuivants. C'est encore un fait constant que non seulement les mesures préventives, mais encore une sorte de vaccination rend les prostituées infécondes. Comme dit M. Bertillon, « il ne pousse pas d'herbe dans les chemins où tout le monde passe ».

« 4^e *L'exercice intégral.* — Distribué sur toutes les facultés corporelles au moyen de séances courtes et alternats de fonctions. L'on n'a jamais observé les effets que produit sur la puberté et la fécondité une différence d'exercice corporel ; les contrastes sur ce point sont frappants. Nous voyons les villageois atteindre la puberté bien plus tard que les citadins ou les enfants des riches campagnards ; la fécondité est de même subordonnée à ces influences de gymnastique. Si l'exercice corporel est intégral, étendu à toutes les parties du corps alternativement et proportionnellement, les parties génitales sont développées plus tard : on en voit la preuve chez les enfants des princes qui sont mariés à quatorze ans, tandis que les jeunes villageois ne sont souvent nubiles qu'à seize ans » (Fourier, *N. M.*, 335-338).

Cet exercice intégral correspond généralement à un excès

de développement physique, à la vigueur dont nous avons parlé ; la dépense par individuation est ici contraire au développement de la genèse (Herbert Spencer). On ne saurait donc nier l'exactitude de l'observation de Fourier. Brière de Boismont en France, et le D^r Sukitz en Autriche ont montré, dit Spencer, que la femme de la classe ouvrière atteint l'âge de la reproduction un peu plus tard que celle de la classe moyenne et qu'on peut attribuer ce fait en partie à une force musculaire plus grande. L'antagonisme de l'individuation et de la genèse se manifeste encore chez l'homme à la suite de fatigues corporelles. Les anciens athlètes eurent peu d'enfants et les dresseurs d'acrobates recommandent à leurs élèves la continence. Les sauvages doivent leur infécondité relative à un exercice trop violent.

Quant au développement intellectuel — car nous le supposons séparé du développement physique, l'un et l'autre étant contradictoires dans la vie moderne (*Loi de la balance organique*, Geoffroy Saint-Hilaire), et en admettant qu'ils se rencontrent chez certains individus, ces derniers subissent les effets de l'un et de l'autre — il y a doute aujourd'hui s'il peut amener une sorte de stérilité. En effet, les cellules nerveuses absorbent une notable partie de l'alimentation, et il semble s'ensuivre un affaiblissement de l'organisme qui conduirait à la fécondité. Cependant Darwin, Nitti, directeur de la *Réforme sociale*, Patrick Geddes ont soutenu que l'activité génésique était en raison inverse de l'activité cérébrale. Les idiots et les fous ont des organes génitaux très développés. Spencer est du même avis. Les filles instruites, d'après lui, par suite de la dépense de leur cerveau sont moins prolifiques que les autres, et plus ou moins stériles, soit dans la conception, soit par l'impossibilité d'al-

laiter leurs enfants. « Ces filles à gorge plate qui survivent à l'éducation à haute pression qu'elles ont reçue, si leur fécondité se mesurait au nombre d'enfants qu'elles peuvent élever, seraient infécondes » (Spencer, Trad. Chazelles). Il en est de même des hommes et des sociétés que l'intellectualité, dit Nitti, rend stériles. De même que l'homme, étant l'être dont l'individualité est la plus forte, est le moins fécond, ainsi « les sociétés qui atteignent le développement le plus élevé (c'est là que tend le socialisme), sont les moins fécondes : tout cela d'une manière spontanée, en vertu de causes biologiques et psychiques, mais non volontaires » (*Traité d'écon. polit.*, p. 232, trad. franç., 1897). M. Salvatore di Vecchio prétend qu'une des causes des nombreuses naissances de l'Italie du Nord est le grand nombre d'illettrés, et que l'absence générale de culture chez le peuple amène une forte natalité. Il divise l'Italie en provinces qui ont beaucoup d'illettrés, soit en moyenne 82,44 p. 100 ; nombre de naissances : 42,22 p. 1.000 habitants. Provinces qui ont une quantité moyenne d'illettrés, soit 66,01 p. 100 ; naissances : 35, 80 p. 1.000 (*Gli analfabeti et le nascite*, ch. III). L'enseignement primaire élémentaire, comme le prétend M. Salvatore di Vecchio, peut-il à ce point augmenter la prévoyance, ou peut-il avoir une action déprimante sur la genèse par suite d'un travail intense ? C'est douteux : les faits sur lesquels porte l'attention de l'économiste italien doivent évidemment avoir d'autres causes annexes, l'instruction accompagnant généralement le bien-être, l'aisance, toutes les causes de civilisation qui produisent dans notre société la capillarité sociale (Voir les statistiques de MM. Bertillon, Levasseur, Bodio, Leroy-Beaulieu, Turquam).

Aux idées émises par Fourier au sujet de la restriction de la population, on peut en ajouter d'autres. L'amour libre lui-même, considéré à un autre point de vue que celui où l'a entrevu M. Descamps, aura, d'après certains socialistes, pour conséquence principale de faire procréer des enfants, non d'une façon inconsciente et déréglée, mais par une réglementation « inspirée par la prévoyance personnelle et le désir « individuel de jouir de la vie. Le couple familial vivant de « la vie affective se verra reproduit dans de petits êtres qui « l'empêcheront de mourir tout entier et auront fait place « aux parents disparus. On trouve doux le devoir social d'assurer la continuité de l'espèce, quand le devoir ne vous « enchaîne qu'avec des fleurs cueillies dans les jardins de « l'amour pur. La population se reproduira avec conscience, « non avec inconscience » (E. Fournière, *La Famille idéale*). On dira, au premier abord, que l'idéal de M. Fournière est bien difficile à atteindre, qu'il faudrait pour y parvenir une masse de peuple plus instruite et plus maîtresse d'elle-même, qu'un devoir qui ne vous enchaîne qu'avec des fleurs, n'est plus qu'un plaisir auquel on peut se livrer avec excès ; que se reproduire enfin avec une conscience inspirée par la « prévoyance personnelle et le désir de jouir encore » est un procédé qui ne le céderait en rien au « moral restraint » de Malthus, et qui aboutirait aux mêmes effets que la capillarité sociale. Et cependant, M. Fournière a raison, mais cette conscience des générateurs dans la propagation de l'espèce ne viendra pas de l'homme, mais plutôt de la femme qui la fera partager à son conjoint ; ce ne sera pas l'amour libre, mais le féminisme dans l'amour libre qui fera naître la prudence dans les relations sexuelles. La majorité des femmes instruites, éclairées, égales de l'homme, se livreront à bon

escient non pas au début de cette société nouvelle, mais quand les mœurs auront modifié l'amour, et ceci n'est pas en contradiction avec ce qui a été dit plus haut, car il y aura des prudentes, des femmes touchées d'amour pur, des inassouviées ; elles n'entendront pas devenir des « mères lapines » (Turgeon, *Féminisme*, p. 425, l. I). M. Jean Grave qui redoute la surpopulation et parle, pour y remédier, comme M. Bebel (*La Femme*, p. 345), de culture intensive, déclare que la souffrance de l'enfantement et les inconvénients de la grossesse seront toujours là pour apporter un remède modérateur à la prolifération (*Société future*, 345). Stuart Mill, *Economie politique*, II, écrit : « C'est en employant exclusivement à la « fonction de faire des enfants la moitié de l'espèce humaine, c'est parce qu'un sexe tout entier n'a pas d'autre « occupation et que l'autre y est constamment mêlé, que « l'instinct animal a pris des proportions démesurées. » Stuart Mill reconnaît donc aussi que le féminisme pourra tuer l'animalité. La femme instruite ne voudra donc plus voir se déformer sa taille ou disparaître ses charmes par suite des souffrances de la maternité et des ennuis de l'allaitement ; le couple aura peur que les cris des enfants ne fassent envoler l'amour ; la passion des jouissances supprimera donc la pensée du sacrifice ; l'homme et la femme chercheront donc leur plaisir aux dépens de leur descendance !

En somme, nous avons exposé très sommairement le pour et le contre sur cette grave question de la population dans un régime socialiste, communiste ou collectiviste (le régime collectiviste où il y a ombre de propriété amènerait cependant un plus grand frein à l'ardeur de procréer), et nous avouons qu'il est difficile de prendre une décision ferme en ces matières. On pourrait être aussi mauvais prophète

qu'Arthur Young qui, ne tenant pas compte du fait que le paysan est prévoyant dès qu'il possède, déclarait solennellement que le morcellement imposé par le Code civil ferait de la France une « garenne de lapins ». Nous tenons cependant à exposer notre pensée. Sans nous attarder aux causes secondaires, disons que d'une part, la suppression de l'inégalité économique, et le besoin génésique non contenu par l'intérêt et s'exerçant à l'état de liberté, peuvent augmenter la population ; que d'autre part, le bien-être, les meilleures conditions d'alimentation, la diffusion de l'amour et, de nos jours, le féminisme enfin et surtout, peuvent la restreindre. De quel côté soufflera le vent ? Nous aurions confiance en l'augmentation de la population ; la nourriture ne pourrait, suivant nous, produire sur des tempéraments différents les mêmes effets ; d'autre part la majorité ne se livrerait pas à des excès génésiques ; de plus, l'homme est incapable de contenir ses passions par malthusianisme pour le profit d'une communauté ; enfin la femme a dans l'âme l'instinct de la maternité plus fort que le féminisme et ses doctrines : la nature triompherait ! Les saines de cœur n'oublieront jamais qu'être femme, c'est être mère, et qu'une femme volontairement stérile, à moins de l'être par suite d'un mariage mal assorti, par peur d'atavisme pour sa descendance, par l'effet d'un célibat forcé, religieux ou de sacrifice, n'est qu'une demi-prostituée. La santé morale et intellectuelle de la race latine l'empêchera de disparaître noyée dans les plaisirs malsains de l'égoïsme à deux.

CHAPITRE VII

Comment nous comprenons l'émancipation de la femme. — Mesures tendant à dégager les unions de leur caractère intéressé. — Protection de la famille par des lois qui la favorisent. — Émancipons la femme dans la mesure recommandable d'après la doctrine de Charles Fourier.

On se souvient qu'au chapitre V, nous avons considéré l'union libre dans la société bourgeoise, fouriériste et communiste, comme une exploitation de la femme, toujours à la merci de son partenaire intéressé, qui peut la congédier à son gré et la priver des joies de la famille dont elle a l'instinct inné et dont elle est l'âme. Toutefois, on ne saurait nier qu'il y ait dans le mariage bien des tares, bien des hontes, bien des souffrances. Fourier et les socialistes ont raison. Ce mariage d'argent contracté sans amour et généralement accepté, mais qui répugne aux cœurs honnêtes, n'est en somme qu'une nécessité imposée par une mauvaise organisation sociale, et par les exigences multiples de la vie : c'est une union généralement mal assortie, aussi préjudiciable au bonheur moral des individus qu'au perfectionnement de la race, une sorte d'écrasement illégitime et injuste de la personnalité féminine. Mais ne peut-on remédier à ces inconvénients sans révolution politique et économique, transformer ce mariage dans son essence sans violenter les mœurs, le

rendre plus accessible à la masse, plus couru et plus fréquent, plus digne et plus sincère et — du même coup — émanciper la femme sans qu'il soit besoin de recourir à l'anéantissement de la famille ? L'émancipation de la femme et son avenir ne sont-ils pas au contraire intimément liés à des lois protectrices de la famille et du mariage (1), et cette émancipation qui ne sera jamais complète, même dans un milieu communiste, ne peut-elle être tout au moins très libérale ? Nous allons exposer ce que pourrait être d'après nous cette émancipation dans le mariage même et hors du mariage, et choisir en même temps, en nous résumant, ce qui nous paraît recommandable dans la doctrine de Charles Fourier.

De toute la théorie féministe de Fourier, que devons-nous accepter en conservant la famille, en bannissant l'amour libre et l'union libre ? Nous dirons d'abord d'une façon générale, comme Fourier, que la femme est l'égale de l'homme, quoique différente, et que l'égalité devra, par conséquent, se retrouver dans la diversité des fonctions. Son sexe a subi des influences biologiques et sociologiques ; l'habitude, l'éducation, l'hérédité ont transformé sa nature, mais cette transformation n'a été que l'évolution de sa destinée. Elle est physiquement moins bien organisée que l'homme, son squelette est plus léger, son ossature et sa musculature

(1) Nous ne pouvons entrer ici dans la discussion des mesures générales qui pourraient faciliter les mariages (lois modifiant les successions, supprimant les impôts sur les objets de première nécessité, exonérant d'impôts les familles nombreuses proportionnellement au nombre de leurs enfants, etc.) (en ce sens, voir Fourier, U. U., chap. De la politique conjugale). Nous renvoyons aux nombreux ouvrages sur la population et la dépopulation dont plusieurs sont cités dans la bibliographie.

moins résistantes. Ajoutons à cette conformation spéciale d'où résulte sa faiblesse, toutes les infirmités de la formation et du retour d'âge, qui troublent parfois l'état mental de la femme et ajoutent à sa nervosité native. La femme n'est cependant pas une éternelle malade, comme le dit Michelet, car on ne peut appeler maladie un état de nature, mais cette infirmité physique, accrue sans doute à travers les siècles par une vie sédentaire, par un manque d'exercice corporel, n'en est pas moins la résultante du sexe même par suite des fonctions de la gestation, des devoirs de la maternité que la femme est appelée à remplir. Nous avons montré plus haut, à propos de la psychologie des sexes dans Fourier, quelles étaient les qualités intellectuelles, morales et sentimentales de la femme, constatons donc ici, après avoir décrit son organisation physique que la fonction maternelle est son essence, que la femme a tous les caractères psychiques et physiques, corporels et spirituels, nécessaires à cette fonction. Elle est donc supérieure et inférieure à l'homme par cette fonction même et ne peut parvenir au plein épanouissement de toutes les facultés de son être qu'en l'accomplissant. Cette vérité ressort de toutes les discussions sur ce sujet, même de celle qui mit aux prises Stuart Mill et Comte, et nous croyons que la paternité et le sentiment de ce que comporte la paternité rend de même l'homme plus intelligent et plus complet; mais la femme comme l'homme, ne peut pas toujours réaliser sa destinée, et tout en professant que l'Etat doit faciliter les mariages, nous sommes bien d'avis que beaucoup de femmes n'en seront pas moins seules à lutter pour l'existence; elles peuvent, pour un motif ou pour un autre, être réduites au célibat, devenir veuves. En France, tandis qu'on compte, d'après le dernier recensement,

924.286 femmes mariées, il y a 2.622.170 filles et 2.060.778 veuves. Rejetant donc l'idée fouriériste qui consiste à écarter la femme du mariage et du ménage, nous devons chercher à lui donner toute la liberté possible dans le mariage et, en dehors du mariage, quand le salaire de l'époux devient insuffisant à l'entretien de la famille, quand la femme est célibataire ou veuve, toute latitude pour gagner sa vie. D'abord il faut à la femme une éducation plus large et même très large, mais si nous avons admis avec Fourier l'exercice intégral pour les deux sexes, c'est-à-dire « un exercice intégral distribué sur toutes les facultés de l'esprit et du corps au « moyen des séances courtes et d'alternat de fonctions » (N. M., 337), nous n'accepterons pas une instruction « intégrale » pour tous pas plus que Charles Fourier ne semble l'avoir acceptée lui-même. Sous prétexte que, dans le régime socialiste, les travaux domestiques se transforment en services publics et que la préparation des aliments, comme au phalanstère, deviendra un service social (*Petite République*, 15 janv. 1897), les collectivistes d'aujourd'hui et certains féministes (M^{lle} Bonneval, *Revue encyclique*, 28 nov. 1896), p. 849, M^{lle} Harler, etc...) ont la prétention de faire donner à toutes les femmes une instruction complète « sur l'ensemble des connaissances humaines » ; il faut que tous et toutes apprennent et apprennent tout. C'est trop, car il y a des esprits rebelles à l'instruction universelle, car chacun possède des dispositions spéciales, car la division des travaux et des fonctions est le principe même de la vie sociale solidaire ; car « l'accession de tous les hommes et de toutes les « femmes aux loisirs studieux de la culture intellectuelle ne « sera concevable que le jour où le machinisme aura délivré « l'humanité de toutes les besognes manuelles de l'industrie

« et du ménage. Qui oserait dire que ces temps sont proches ? » (Turgeon, *op. cit.*, I, 259). Nous reconnaissons donc seulement que « tout jeune humain » doit pouvoir parvenir à l'instruction la plus complète, ou s'arrêter à mi-côte, s'il ne se sent pas la force de poursuivre, ou se spécialiser dans telle ou telle partie des arts, des sciences et des métiers, s'il y est entraîné par ses goûts ; et c'est dire aussi que l'enseignement supérieur et secondaire ne peuvent plus être le privilège unique des fils de bourgeois, rentiers, financiers ou fonctionnaires, à qui on l'impose, quelle que soit leur capacité, mais que tous, riches ou pauvres, doivent être admis gratuitement à tous les degrés des études, et que, par une sélection sévère, chaque nouvelle phase d'enseignement devra séparer le bon grain de l'ivraie. En un mot, aux uns l'instruction complète, aux autres une instruction sommairement générale, puis spéciale suivant leurs dispositions natives. Les jeunes gens et les jeunes filles seront également appelés à participer à cette éducation nationale. Si donc les cours de la première enfance et ceux des Facultés mis à part, nous avons écarté l'enseignement mixte si désiré par Fourier, nous demandons pour la femme une instruction primaire-professionnelle, secondaire, et supérieure. L'instruction primaire-professionnelle, variée suivant les goûts comme le veut Fourier, puis l'instruction secondaire, données en deux cycles où l'on passerait par voie de concours, seraient gratuites ; la première seule serait obligatoire. Au début, l'enseignement serait confié dans les hautes classes du cycle primaire et dans le cycle secondaire à des hommes, « car les femmes, dit avec raison M. Turgeon, se dispersent en général et se noient en un flot d'explications électriques et torrentielles », puis plus tard à des hommes et à des

femmes indistinctement. Les hommes sont plus à même au début de développer la volonté qui fait faute aux femmes, « jouets d'impulsions diverses », tour à tour obstinées et indécises ; d'améliorer « le sexe affectif » (1) sans rien lui enlever de sa douceur, de son esprit de sacrifice et de dévouement, de transformer enfin l'âme féminine si portée aux futilités, à l'imitation des autres, au ridicule de la mode. L'enseignement comprendrait dans le premier cycle, outre des connaissances primaires, des principes de solidarité humaine, une étude des devoirs sociaux de la femme et de sa responsabilité, la tenue du ménage, l'art de la cuisine, des connaissances sur l'hygiène, la physiologie et la psychologie de l'enfant, tout un programme de science agricole, industrielle et commerciale, des notions de médecine usuelle, quelques principes de droit civil concernant la femme ; toutes les jeunes filles apprendraient un métier ; on développerait de préférence l'agriculture féminine. L'enseignement de ce premier cycle serait pratique et professionnel avant tout, car il ne faut pas jeter la femme dans d'idéales rêveries, et serait ainsi approprié aux fonctions qu'elle doit remplir comme éducatrice de l'enfant et compagne de l'homme. Dans l'autre cycle d'enseignement, cycle secondaire, la jeune fille pourrait recevoir une instruction plus approfondie qui la conduirait, après les études d'enseignement supérieur gratuit dans les Facultés, aux carrières libérales accessibles à son sexe. La femme pourrait ainsi devenir une épouse et une mère à la hauteur de sa tâche et gagner honorablement sa vie quand l'adversité ou le célibat forcé l'exigeraient.

(1) A. COMTE : *Lettres à Stuart Mill*.

Voici la femme élevée et instruite d'après cette méthode nouvelle, quelle situation lui donner, quelle carrière ? Sans prétendre ici comme Bebel et G. Deville, que la femme ne sera délivrée de la servitude que par la suppression de la propriété capitaliste et des entreprises patronales, sans admettre non plus l'individualisme industriel outré, qui fait la base de l'émancipation féminine à la Fourier, nous prévoyons pour la femme dans une société améliorée une situation meilleure, et avons confiance dans le machinisme qui transformera encore l'industrie pour aider la femme moderne à conquérir une place économique supérieure à celle qu'elle occupe aujourd'hui. D'autre part, si nous désirons, comme les socialistes chrétiens, que la femme quitte son foyer le moins possible, et si nous souhaitons que grâce à des inventions nouvelles, électricité, force motrice à domicile qui supprimeraient le *sweating system* écrasant pour les ouvrières en chambre, elle puisse travailler chez elle comme fille ou veuve, et qu'elle puisse, comme mère de famille, quand le gain de l'époux est insuffisant, s'y consacrer à des travaux lucratifs, nous ne voulons pas exagérer cette doctrine. La femme, quand la nécessité commande, peut s'absenter aujourd'hui pour aller aux champs, à l'usine, à l'atelier, au bureau. N'existe-t-il donc point d'écoles maternelles et ne peut-on en fonder suivant les besoins ? Les institutrices mariées ou les femmes occupées dans les gares ou dans les postes ne remplissent-elles point leurs emplois tout en accomplissant leurs devoirs de mères de famille, et cependant jusqu'ici l'Etat et les Compagnies se sont-ils montrés bien favorables aux femmes employées, à qui incombaient des devoirs familiaux ?

Certes, la femme peut travailler et monnayer son intelli-

gence, son talent, son savoir et son adresse. Toutefois, nous faisons des vœux pour qu'elle s'adonne toujours à des travaux sains en rapport avec sa force (Bebel dit qu'en Allemagne on trouve des femmes occupées au posage des voies ferrées), à des tâches qui ne puissent porter atteinte à l'œuvre de gestation, à la propagation et au perfectionnement de la race. Nous repoussons donc les idées des féministes à outrance qui reprochent à l'Etat ses lois d'hygiène et de protection de l'ouvrière. Cependant la loi du 2 novembre 1892 « transaction et transition entre les nécessités du présent et les progrès de l'avenir », dit M. Charles Turgeon, doit être, suivant nous, appliquée avec prudence, de façon à ne point gêner l'industrie et à ne pas créer aux femmes dans les métiers mixtes, c'est-à-dire où l'on occupe simultanément des hommes et des femmes, une trop grande infériorité par rapport à la main-d'œuvre masculine.

Que de carrières industrielles, commerciales, agricoles, raisonnablement réglementées, administratives ou libérales, seraient ouvertes aux femmes par suite du système d'éducation que nous avons proposé. Les statistiques officielles comptent actuellement 2.700.000 femmes travaillant à la culture, 570.000 ouvrières de fabrique, 245.000 employées de commerce, 10.000 institutrices, 50.000 employées d'administration, 3.875 artistes de théâtre, 3.600 peintres et sculpteurs, 1.400 sages-femmes, 450 médecins. Avec notre système d'éducation, on verrait doubler le nombre des femmes qui s'adonneraient à la culture, art féminin dans certaines parties, dit Fourier, et le premier cycle préparerait en outre directement par un sérieux apprentissage les candidates au commerce, aux ateliers de mode, aux fabriques de toutes sortes, filature, tissage, etc. (qu'énumère longuement

Bebel), à la sténographie, dactylographie, lithographie, photographie, imprimerie, à tous les emplois enfin accessibles à celles qui ne dépasseraient pas le cycle primaire. Quant aux femmes qui feraient les études des cycles suivants, elles pourraient s'élever au moins, je ne dis pas aux fonctions qui impliquent une délégation d'autorité publique, mais à celles d'employées de bureau, de pharmacien, d'architecte, d'avocat, de professeur, d'ingénieur, d'avouées, au même titre que les hommes. Mais, dira-t-on, les fonctions réservées jusqu'ici aux hommes seront toutes envahies ! Assurément non. D'abord les femmes, conformément à notre vœu, ne rempliront guère d'emploi que pour faciliter la vie de famille ou par nécessité absolue ; de plus ceux des hommes qui ne pourraient rivaliser avec des femmes dans tous ces emplois, se tourneront vers d'autres carrières, puisqu'ils auraient été intellectuellement vaincus. Ne sont-ils pas d'ailleurs, dans la lutte pour la vie, devancés par des hommes supérieurs à eux en intelligence, et par d'autres que poussent les circonstances, la force des choses, le népotisme ? Est-il admissible que l'homme chasse la femme de toutes les fonctions sociales sous prétexte qu'il est mâle et rien de plus ? Et si toutes les fonctions publiques, administratives, libérales avaient en France des titulaires (ce qui est vrai déjà) ; s'il n'y avait plus en outre de terres à cultiver et qu'il y eût surabondance de bras, n'avons-nous pas des colonies ? Il y a des concessions à donner en Algérie, en Tunisie, à Madagascar, en Indo-Chine ; la plupart des métiers d'hommes et de femmes n'ont pas de représentants à Hanoï, Haïphong, dans toute la Cochinchine et le Tonkin (Chailley-Bert, *Discours*, Colin 1897).

Une grave question se pose ici. Quel doit être le salaire

de la femme ? Jusqu'à présent, en acceptant un travail peu rémunéré, elle s'est laissé duper par des patrons spéculant sur sa misère, sur son désir de venir en aide aux siens, sur sa faiblesse, et la rétribution modique qu'elle a acceptée a écarté les hommes de certains ouvrages, et a produit une diminution sensible dans le prix du travail masculin. L'ouvrière adulte gagne en moyenne 2 fr. 10 par jour en province, 3 francs dans le département de la Seine (P. Leroy-Beaulieu, *Travail des femmes au XX^e siècle*). A Paris, dit M. Charles Benoist (*Les ouvrières de l'aiguille*), on paie 0 fr. 18 la façon d'un pantalon de coutil. Dans certaines fabriques, à travail égal, à qualité de travail égale, l'ouvrier est mieux payé. En maison bourgeoise un cuisinier gagne plus qu'une cuisinière, un valet de chambre plus qu'une femme de chambre. N'est-il pas souhaitable que le principe « à travail et produits égaux, salaire égal » soit appliqué ? L'état et les administrations nationales, départementales et communales ne devraient-ils pas payer uniformément leurs fonctionnaires hommes et femmes ? Ne pourrait-on pas établir pour les travaux féminins comme pour les travaux masculins des prix de séries, prix fixés par heure et suivant le rendement moyen du travail de façon que la femme, à travail et à talent égal, gagne autant que l'homme ? Ne pourrait-on pas obliger en outre les ouvriers qui vendent la marchandise à bas prix et n'ont souci que de leurs intérêts sans considérer ceux de leurs élèves « à donner à leurs pensionnaires une faible rétribution » (Turgeon, op. cit.) et les contraindre ainsi à ne pas faire à l'ouvrière libre une désastreuse concurrence ? Nous ne discuterons pas dès lors la question de la baisse des salaires par suite du plus grand nombre des concurrents, puisque l'infé

riorité du salaire de la femme n'aura plus tendance à faire diminuer le prix du travail masculin, les salaires à produits égaux étant égaux, la femme d'autre part travaillant comme individu isolé en état de viduité et de célibat seulement, ou ajoutant le plus souvent comme femme mariée (les mariés seront en plus grand nombre assurément dans cette société améliorée) son salaire moindre peut-être par suite de la durée de son travail, au salaire de l'époux auquel il servirait d'appoint, salaires dont l'addition surpasserait de beaucoup le gain normal d'un seul travailleur.

D'autres réformes s'adressant plus spécialement au sexe féminin ont été acceptées et réclamées par le Congrès International des femmes, réuni à Paris en 1900. C'est d'abord que des asiles pour les femmes en couches et des maternités soient établis dans toute la France ; que dans les administrations de l'Etat, un congé de quinze jours avec un salaire d'un franc par jour payé par l'Etat soit accordé aux femmes avant leurs couches ; que ce congé soit prolongé après leurs couches quatre semaines au maximum dans les mêmes conditions. Quant aux femmes qui n'ont pas de moyens d'existence ou aux filles-mères qui continueront à bénéficier quand même de la prime mensuelle, il est désirable qu'elles puissent se faire admettre gratuitement huit jours au moins avant leurs couches, à l'hôpital ou à la maternité avec faculté de séjour un mois après. De plus en matière de prostitution, sans être de l'avis du Congrès, qui demande que toutes les mesures d'exception touchant les mœurs soient abrogées en honneur de la femme, et quoique nous admettions la réglementation de la prostitution comme un mal moindre que le régime de la liberté, nous faisons le vœu qu'on prohibe l'inscription sur les registres de la police

des filles mineures ; en cas d'inconduite habituelle et de trafic public de leurs charmes, elles seraient enfermées jusqu'à leur majorité dans des établissements où on les astreindrait à des travaux lucratifs pour l'Etat et à un régime moralisateur. Nous désirons en outre la révision plus complète des articles 334 et 335 du Code pénal, de façon qu'il soit possible d'entraver la traite des blanches (1). Enfin, quoique la recherche de la paternité appartienne au droit civil, on peut en dire ici deux mots, car la séduction a souvent pour résultat la prostitution définitive de la femme, le suicide, l'infanticide. La recherche de la paternité peut-elle être appliquée sans inconvénient ? Les partisans de la recherche de la paternité tonnent contre l'immoralité de l'homme abandonnant la femme séduite, laissant à la femme l'enfant dont il est l'auteur, puis ils nous exposent le sort des enfants illégitimes (il en naît chez nous 75.000 en moyenne par an dont 50.000 environ sont reconnus par les pères), enfants prédestinés à la misère et marqués d'une tare au front par une société déraisonnable, comme s'il pouvait y avoir des naissances qui ne fussent point naturelles. D'autre part, les adversaires de la recherche de la paternité déclarent que la fille-mère peut mentir, mettre sur le dos d'un jeune naïf une paternité douteuse, alors que par suite de faveurs accordées à beaucoup, la « confusion des parts » est inextricable, et que pour quelques coupables à châtier il ne faut pas déshonorer de nombreuses familles. Conciliant ces opinions opposées, nous acceptons un moyen mixte, c'est-à-dire la recherche de la paternité avec restriction. D'abord la condamnation avec emprisonnement d'un an à cinq ans

(1) Voir *Officiel* du 4 avril 1903, promulguant la loi modifiant lesdits articles.

et d'une amende de 50 à 3.000 serait appliquée à toute femme qui aurait intenté des actions de mauvaise foi. De plus l'article 340 du Code pénal serait modifié suivant le projet actuellement soumis au gouvernement, projet qui admet la recherche de la paternité dans les cas de viol, rapt, enlèvement, quand l'époque de ces actes se rapporte à celle de la conception, et, dans le cas de manœuvres dolosives, d'abus d'autorité, de promesses de mariage, de commencement de preuve par écrit ; en outre la paternité ainsi imposée n'aurait pas seulement pour but de donner une filiation à l'enfant, mais surtout d'assurer sa subsistance par une pension alimentaire payée sur les biens de l'auteur, et quand la filiation serait adultérine, sur les biens propres, jamais sur ceux de la communauté ! Enfin nous repousserons les prétentions de M^{lle} Auclerc qui veut rétablir le matriarcat, et qui, méprisant la filiation masculine, veut faire élever les enfants par l'Etat en établissant un impôt paternel sur tous les hommes, mais nous demandons comme M. Turgeon (op. cit. liv. II, IV, 3), la création d'une caisse de l'enfance fondée par l'assistance publique ou les dons particuliers, et destinée à venir en aide aux pères et aux mères indigents ayant de petits enfants à leur charge.

Fourier donne à la femme comme à l'homme des droits politiques d'élection et d'éligibilité ! Nous ne croyons pas que le titre de créature humaine suffise pour avoir le droit d'être législateur, électeur et éligible. Il faudrait ne l'accorder, suivant nous, aux hommes comme aux femmes, qu'après certaines épreuves d'instruction générale et professionnelle : mais puisqu'en France ce suffrage existe pour tous, quand la femme de l'avenir aura reçu une instruction égale à celle de l'homme, qu'elle aura été initiée à la politique et à l'his-

toire, qu'on lui aura inculqué le sentiment de son rôle social, et montré au delà des intérêts de la famille, les intérêts de la collectivité et de la patrie, ne pourrait-on pas, à l'âge mûr (1), quand elle ne sera plus travaillée par les misères sexuelles, et qu'elle aura perfectionné sa raison au contact de la vie, lui donner le droit de porter dans l'urne un bulletin qui balancera celui de l'homme ignorant ou vendu ? Outre les lois qu'elles subissent sans les discuter, et les contributions pécuniaires dont elles sont redevables, les femmes, par les souffrances de la maternité, paient une sorte d'impôt du sang qui justifie leur admission aux droits politiques, et en exigeant pour l'exercice de ces droits une certaine maturité d'âge, il n'y aurait pas à craindre, comme on l'a dit, la supériorité de leur nombre, par suite de l'absentéisme des soldats au vote et des décès masculins qu'occasionnent les guerres. Les femmes, élevées dans des principes de solidarité et de responsabilité et mêlées aux affaires publiques, seront ainsi détournées du mysticisme et du bigotisme où les ont conduites souvent jusqu'ici une éducation étroite, l'approche de la vieillesse et le regret de la beauté.

Dans la doctrine de Charles Fourier, l'homme et la femme sont égaux encore devant la législation civile et le droit privé. En conservant le système actuel de la propriété et du mariage, on peut émanciper civilement la femme. On

(1) Ainsi, dit PROUDHON, le législateur qui a fixé l'âge de la responsabilité pour les deux sexes « à vingt et un ans, aurait dû la fixer pour la femme à quarante-cinq. La femme ne vaut décidément comme conscience, qu'à cet âge. Jeune et dans sa fleur, plus tard sous les influences de la maternité, elle n'est qu'une demi-conscience, suivant M^{me} Necker de Saussure » (PROUDHON. *Justice, op. cit.*).

donne à la fille majeure, de vingt et un an presque tous les droits qu'a l'homme ; pourquoi ne pas élargir dans le mariage les droits de la femme (2) par des lois qui lui feraient exercer avec plus d'autorité le rôle de tutrice et de membre du conseil de famille, les droits de puissance sur les enfants concurremment avec le père, qui rendraient égaux les droits de consentement des époux au mariage de leurs descendants avec une décision judiciaire en cas de désaccord ; qui substitueraient par exemple à l'autorité maritale le consentement mutuel des époux pour tout acte emportant vente, engagement, hypothèque de biens de l'un ou de l'autre et « permettant à tous deux séparément de faire les actes de conservation de leurs biens communs et individuels » ? (C. Laurent).

Nous souhaiterions aussi, sans aller aussi loin que certains féministes, que le divorce par consentement mutuel (1) fût accordé dans des conditions que les juristes pourraient fixer, et qu'il y eût égalité des époux devant l'adultère, quand l'adultère de l'homme, assidu et fréquemment répété, même en dehors de la maison conjugale, tend à porter atteinte à la considération, au bien-être, au maintien de la fortune de la famille.

Notons en terminant qu'on a négligé dans cette longue énumération de mentionner bien d'autres droits qui pourraient être accordés aux femmes, mais qu'il serait imprudent de leur concéder immédiatement sans une éducation

(1) Lire à ce sujet l'intéressant article de M. Maxime LEROY (L'avant-projet du code civil suisse, *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1902).

(2) Voir le jugement de divorce par consentement mutuel rendu par M. Magnaud (*Le Matin*, 13 février 1903).

qui les y prépare (admission à certaines fonctions publiques et politiques, éligibilité comme jurées, etc).

Et donc, nous avons en somme exposé comment pouvait s'améliorer peu à peu la condition de la femme, sans qu'il soit besoin d'une révolution, et sans toucher au régime de la propriété et de la famille. Ces transformations ne peuvent évidemment être faites que lentement et à mesure que les femmes acquerront le sentiment de leur nouveau rôle et que se développera chez le plus grand nombre une haute idée de leur responsabilité sociale. La doctrine de Charles Fourier, comme celle de Condorcet et des Saint-Simoniens, aboutissait aussi à l'égalité parfaite des sexes, mais par une gradation lente et insensible. Il est vrai qu'au fond le grand penseur avait hâte de voir se réaliser tous ces progrès de l'humanité, impossibles sans l'amélioration du sort de la femme, puisque les changements de période conduisant en harmonie s'opèrent « en raison des progrès des femmes vers la liberté ». Il désirait même voir surgir subitement « des Spartacus féminins et des génies qui concertassent le moyen de tirer leur sexe d'avilissement » (Q. M., 220-221). Depuis Fourier, les socialistes ont parlé; Stuart Mill a tenu le drapeau du féminisme, et les Spartacus ont surgi. Tous ces défenseurs du sexe ont compris de même, comme l'avait si bien montré Fourier, que cette émancipation doit avoir pour base un système d'éducation et d'instruction spécial, moins idéal que professionnel et pratique. S'ils n'ont point cherché comme nous à émanciper la femme, en favorisant la famille et en multipliant les mariages (car la société socialiste, destructive de la famille aurait tendance à en faire passer toutes les charges à l'Etat); ils ont aussi demandé avec Fourier, pour la femme, comme nous le de-

mandons nous-même, des droits civils et privés plus étendus, certains droits politiques, et surtout la possibilité pour elle de gagner sa vie en remplissant avec honneur sa destinée.

En résumé, Fourier voulait émanciper la femme au milieu des ruines de la propriété et de la famille et cherchait en dehors de la famille le bien-être de l'individu. Nous cherchons par des moyens fouriéristes à obtenir le développement de la personnalité et de la liberté de la femme dans la famille bien constituée et prospère. Pussions-nous un jour voir se réaliser nos idées !

BIBLIOGRAPHIE

I

Ouvrages de Charles Fourier.

Théorie des quatre mouvements. — Un vol., 2^e édition, 1841, parue à Lyon en 1808 sous le faux nom de Leipzig. Abréviation Q. M.

Théorie de l'Unité Universelle. — Trois vol. 1838 (parue d'abord sous le titre de l'Association domestique agricole). Abréviation U. U.

Le nouveau monde industriel et sociétaire. — Un vol., 3^e édition, 1848. Abréviation N. M.

La fausse industrie. — Deux vol., 1835-1836. Abréviation F. I.

Manuscrits de Fourier. — Librairie Phalanstérienne, 1851. Abréviation Man.

II

Principaux ouvrages consultés.

ACOLLAS (Emile). — *Le mariage, son passé, son présent, son avenir, un vol.*, Chevalier-Marescq, 1880.

ALBERT (Charles). — *L'amour libre*, Stock, 1900.

APPLETON (le professeur Charles). — *La situation sociale et politique des femmes dans le droit moderne* (discours), Lyon 1892.

ARVÈDE BARINE. — Articles de la *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1883, 1^{er} juillet 1896.

AULARD. — Le féminisme pendant la Révolution, *Revue bleue*, 1898.

BACHOFEN. — *Das Mutterrecht*, 1861.

- BEBEL (Auguste). — *La femme*, trad. Ravé, 1891, Carré.
- BENOIST (Charles). — *Les ouvrières à l'aiguille à Paris*, un vol., Chailley, 1895.
- BOIS (Jules). — *L'éternelle poupée*, 1894, Ollendorf. *L'ère nouvelle*, 1896, Flammarion, un vol.
- CARTIER. — Le célibat à Rome, *Revue parlementaire*, 1901.
- COMPAYRÉ (G.). — *Doctrines de l'Education en France*.
- CHAUGHY (René). — *Immoralité du mariage*, 1899.
- CHELIGA (Maria). — Evolution du féminisme, *Revue encycl.*, 28 novembre 1896.
- CHOISY (Gaston). — Le féminisme en Europe, *Revue bleue*, 1900.
- CUNOW (Henry). — *Die ekonomischen Grundlagen der Mutterchaft*, *Bases économiques du matriarcat*, 1898.
- COMTE (A.). — *Lettres à Stuart Mill sur les femmes*.
- CONSIDÉRANT (V.). — *La phalange journal*, 1836. *La destinée sociale*.
- DESCHANEL (E.). — *Le bien et le mal qu'on a dit des femmes*.
- DAUBIÉ (Jules). — *La femme pauvre au XIX^e siècle. L'émancipation de la femme*.
- DUMAS (fils). — *Son théâtre*.
- DUMONT (A.). — *Dépopulation et Civilisation*.
- DUPOUY (D^r L.). — *La prostitution dans l'antiquité*.
- FERRAZ. — *Socialisme*. Librairie académique, 1882.
- FOUILLÉE (Alfred). — La psychologie des sexes, *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1875.
- GIDE (Charles). — *Œuvres choisies de Ch. Fourier*, Guillaumin.
- GIDE (Paul). — *Etude sur la condition privée de la femme*, 1867.
- GIRARDIN. — La femme égale de l'homme, *Revue des Deux-Mondes*.
- GIRAUD-TEULON. — *Les origines du mariage et de la famille*, 1884.
- GONNARD (René). — La dépopulation en France, Thèse, Storck, 1898.
- GRÉARD (O.). — *L'enseignement secondaire des jeunes filles*.
- GRAVE (Jean). — *La société future*.
- LAMY (E.). — *La femme de demain*.
- LEROY-BEAULIEU. — *Le travail des femmes au XIX^e siècle*.
- LAFARGUE (Paul). — Le matriarcat, *Nouvelle Revue*.

LETOURNEAU. — *Sociologie. L'évolution du mariage et de la famille.*

MAC LENNAM. — *Primitive marriage.*

MARION. — *Psychologie de la femme*, 1900.

MICHELET. — *La femme. L'amour.*

MILL STUART. — *Principes. On subjection of women.*

PELLARIN. — *De la médecine dans l'ordre sociétaire.*

PRÉVOST (Marcel). — *Les vierges fortes*, Lemerre 1900.

PROUDHON. — *Œuvres complètes.*

RAMBAUD. — *Histoire des doctrines économiques.*

RENAUD (Hippolyte). — *Solidarité.*

RENAUD (Joseph). — *La faillite du mariage et l'union future.*

RICHER (Léon). — *La femme libre*, 1877, Dentu.

REYNAUD. — Articles sur le communisme, 1845, *Revue des Deux Mondes.*

RIVET (Gustave). — *La recherche de la paternité.*

RENOUVIER (Charles). — *Œuvres.*

SALVATORE DI VECCHIO. — *Gli analfabeti e le nascite.*

SAND (George). — *Ses œuvres.*

SECRETAN (Charles). — *Le droit de la femme*, 1886.

SIMON (Jules). — *L'ouvrière*, Hachette, 1861.

SPENCER (Herbert). — *Ouvrages de biologie et de sociologie.*

SUDRE. — *Histoire du Communisme*, 1850.

STARCKE (C.-N.). — *La famille dans les différentes sociétés*, 1899.

TRANSON. — *Théorie sociétaire de Fourier*, 1835.

TURGEON (Ch.). — *Le féminisme français*, 1902.

VARIGNY (de). — *Le travail des femmes aux Etats-Unis. La femme aux Etats-Unis.*

VERAEGHEN. — *Les socialistes anglais*. Librairie Larose.

VILLEY. — *Le mouvement féministe contemporain*, 1895.

WESTERMARCK (Edouard). — *L'origine du mariage dans l'espèce humaine*, trad. Varigny, 1895.

Journaux féministes cités dans l'opuscule :
Revue socialiste (1896-1897-1898-1899-1900-1901).

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

De l'esprit féministe. — Le féminisme avant et pendant la Révolution. — Le féminisme en France et en Europe au XIX^e siècle. — Le féminisme socialiste et les différents groupes de féminisme. — Réformes dues au mouvement féministe dans la condition actuelle des femmes. — Un féministe socialiste : Charles Fourier. page 1

CHAPITRE II

Charles Fourier. — Sa vie. — Sa doctrine. — Critique de sa doctrine, etc. page 16

CHAPITRE III

De l'origine du mariage d'après Fourier. — La société promiscue. — Origine du mariage d'après les sociologues actuels. — Son évolution. — Parenté par classes — polyandrie, exogamie, endogamie, matriarcat, patriarcat. — Comment la famille patriarcale s'est formée ? — Polygynie. — Monogamie. — Erreurs de Fourier. — Les progrès sociaux sont en raison des progrès sociaux de la condition des femmes. — Nature et destinée de la femme d'après Fourier page 34

CHAPITRE IV

L'éducation d'après Ch. Fourier. — Critique de son système qu'il oppose à celui de l'éducation contemporaine. — De l'éducation en commun des filles et des garçons. — L'éducation sociale. — De la liberté de l'enseignement et du monopole. — L'amour libre page 56

CHAPITRE V

Le mariage en civilisation. — Les neuf dépravations du mariage d'après Fourier. — Originalité de sa doctrine en ces matières. — Critique de l'union libre page 95

CHAPITRE VI

La question de la population d'après Fourier. — Y aura-t-il dépopulation ou surpopulation dans le système fouriériste, collectiviste ou communiste ? — Critique de la question page 110

CHAPITRE VII

Comment nous comprenons l'émancipation de la femme. — Protection de la famille par des lois qui la favorisent. — Émancipons la femme dans la mesure recommandable d'après la doctrine de Charles Fourier page 125

Bibliographie. page 143

